

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 2 – 1^{er} mai 2024



LISTE DES ADRESSES

Adresse inaugu@le pour une revue	3
<u>ADRESSE 13</u>	
Contre l'impérialisme multipolaire	5
<u>Joey Ayoub, Romeo Kokriatski, Kavita Krishnan et Promise Li</u>	
<u>ADRESSE 14</u>	
Chute et essor ambivalent de l'anticolonialisme est-européen	15
<u>Joseph Grim Feinberg</u>	
<u>ADRESSE 15</u>	
Des pensées décoloniales à l'épreuve de la guerre en Ukraine	25
<u>Pierre Madelin</u>	
<u>ADRESSE 16</u>	
À propos des révolutions déficientes et des tendances autoritaires	38
<u>Volodymyr Ishchenko</u>	
<u>ADRESSE 17</u>	
Déclaration sur le génocide à Gaza	47
<u>Feminist Dissent</u>	
<u>ADRESSE 18</u>	
Émancipation nationale, internationalisme et révolution en Irlande et en Grande-Bretagne	50
<u>Richard Poulin</u>	
<u>ADRESSE 19</u>	
Un dialogue irlando-ukrainien	63
<u>Conor Kostick et Vladyslav Starobutsev</u>	
<u>ADRESSE 20</u>	
Contre la domination et ouvrir la perspective d'un autre monde	72
<u>Monique Chemillier-Gendreau</u>	
<u>ADRESSE 21</u>	
Auto-administration communale et loi linguistique	80
<u>Rosa Luxemburg</u>	

Le numéro 2

Les violations du droit international des uns facilitent les violations du droit international des autres

3

Un petit saut dans le temps : octobre 1956. Hongrie/Égypte.

En réponse à la révolte des populations hongroises contre l'ordre imposé par le gouvernement « communiste », les troupes soviétiques envahissent Budapest et d'autres régions hongroises.

« Force impériale » contre la liberté et la démocratie avec le soutien des différents partis communistes à travers le monde. L'idée même de solidarité internationale était fortement écorchée par ce mépris de la démocratie et de l'autodétermination des populations. Le campisme, les chars comme quelques années plus tard le mur de la honte contribuèrent à briser l'espoir d'un avenir commun.

Le nouveau pouvoir en Égypte nationalise la société qui exploite le canal de Suez. Les forces armées de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël (il n'y avait pas alors de ministres d'extrême droite comme aujourd'hui) interviennent militairement contre Égypte.

« Force impériale » et affiliés contre le droit des peuples à décider par et pour eux-mêmes. En intervenant au côté de puissances coloniales, le gouvernement israélien, comme il le fera plus tard en défendant l'apartheid en Afrique du Sud, affiche clairement son orientation.

Dans un cas comme dans l'autre, des États étrangers interviennent contre le droit d'un peuple. Hier comme aujourd'hui, certain-es préfèrent choisir de soutenir un « camp » plutôt que le droit inaliénable des peuples...

Un tel choix ne relève ni du réalisme, ni de simples choix « idéologiques ». Un pareil choix sape les solidarités humaines et toute légitimité politique. Il contribue à fermer les voies de l'émancipation possible de toutes et tous.

Si certain-es ne veulent toujours pas soutenir les populations ukrainiennes et leur résistance contre l'invasion armée de la Fédération de Russie, toujours pas soutenir les refuzniks et les réfractaires en Russie et au Bélarus, les autres ne veulent pas stopper immédiatement l'intervention de l'État d'Israël à Gaza malgré la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (CIJ). Massacres et violences sexuelles, probables crimes de guerre, possibles crimes contre l'humanité (crimes relevant de la Cour pénale internationale - CPI). Nul-le ne devrait se taire quels qu'en soient les auteurs et les complices : colons israéliens, hiérarchie militaire et membres du gouvernement israélien, membres des bandes armées du Hamas ou autres, industriels et gouvernements livreurs d'armes.

■ Impérialisme et colonialisme, quels sens ont eu ces mots, comment analyser la domination d'un État sur un autre État ou sur des populations assujetties ?

■ Faisons un détour par l'histoire de l'Irlande, de sa colonisation par l'Angleterre. Quels sont les effets produits sur les populations colonisées comme sur les populations du pays colonisateur ?

■ Mais qu'en est-il aux marches des empires, par exemple de l'empire tsariste, de l'URSS après la révolution d'octobre puis la dictature stalinienne, de la Fédération de Russie au capitalisme autoritaire ?

Il faudrait aussi revenir sur les pays à décoloniser (liste des territoires non autonomes selon l'ONU), dont par exemple la Nouvelle-Calédonie/Kanaky et Mayotte (séparée des Comores en violation du droit international, un peu comme la Crimée par Vladimir Poutine). Parler de colonisation, de décolonisation, implique aussi de parler de

son propre pays... et de débattre de la polysémie des mots et des notions employées par les un-es et les autres...

Aujourd'hui, si le capitalisme domine sous diverses formes tous les continents de la planète, les contradictions ne cessent de s'accumuler. Les regroupements des États par pôles «les collaborations contradictoires et conflictuelles» entre eux, l'importance prise par les grandes entreprises multinationales, l'allongement et la complexification des chaînes de production de la valeur, le rôle désormais politique et déterminant des GAFAM participent ensemble à la montée des conflits, à la marche à l'armement sinon à la guerre.

Il y a, aujourd'hui encore, beaucoup d'illusions réelles ou entretenues sur les modalités de construction et de fonctionnement politique des BRICS+. Le peu de place (un euphémisme) accordée à la démocratie politique et sociale ou à l'autodétermination des peuples en est une, la référence aux «pays non alignés» en est une autre. Sous couvert d'indépendance, de rupture avec l'«impérialisme dominant» se crée sous nos yeux un collectif de dictatures plus ou moins maquillées. Laissons l'illibéralisme aux illettré-es. Ce nouvel alignement doit être étudié précisément.

Il n'est pas non plus inutile de rafraîchir nos mémoires avec des débats plus anciens portés par exemple par Otto Bauer ou Rosa Luxemburg...

Restent des apories dans les projets résolument internationalistes et démocratiques. Penser une construction d'éléments

de droit international, définir la défense des droits des êtres humains comme cadre général, imaginer une souveraineté populaire non réductible aux États sont des défis qu'il convient aussi de relever.

Enfin, si, comme indiqué depuis le numéro 0, «Cette revue en devenir n'a pas (encore) de comité de rédaction», au-delà de discussions collectives dans divers réseaux, il fallait en assumer les premiers numéros. Ce que nous avons fait à trois, Didier Epszajn, Michel Lanson et Patrick Silberstein. Trois, ce n'est pas beaucoup... et c'est peu divers.

Il faut donc avancer pour répondre à toutes celles et à tout ceux qui nous ont fait part de leur intérêt pour notre démarche.

Avancer, c'est offrir la possibilité aux lecteurs et aux lectrices et aux futur-es collaborateurs et collaboratrices de se rencontrer et d'échanger sur les positions qui ont fait accord, en particulier sur l'Appel pour une gauche démocratique et internationaliste.

Les 25 et 26 mai, au Maltais rouge, *Adresses* avec Left Renewall organise des Rencontres internationalistes avec des «ateliers» sur Israël/Palestine, urgences démocratiques, colonialisme et antisémitisme et la guerre en Ukraine, résistance d'un peuple à l'impérialisme russe et potentialisation de la lutte de classe en temps de guerre.

Un débat sur l'avenir de la revue *Adresses* conclura les travaux de ces deux jours.

À vos agendas et faites-nous connaître, dès maintenant, votre participation sur notre mail pour une meilleure organisation de ces rencontres.

Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

Contre l'impérialisme multipolaire

Joey Ayoub, Romeo Kokriatski, Kavita Krishnan et Promise Li

La «multipolarité» est devenue la boussole d'une partie de la gauche, l'expression d'une démocratisation anti-impérialiste des relations internationales. Mais elle fait aussi office de leitmotiv des nouvelles puissances autoritaires, servant à déguiser leurs propres pratiques capitalistes et impérialistes en alternative à l'hégémonie occidentale. Il revient à la gauche internationaliste d'être du côté des victimes de tous les impérialismes.

Joey Ayoub

Qu'est-ce que la «multipolarité» et pourquoi ce concept est-il encore défendu par une partie de la gauche ? Pourquoi le remettons-nous en question ?

Romeo Kokriatski

La multipolarité est une évolution du monde bipolaire où les États-Unis et l'Union soviétique étaient initialement les deux hégémons mondiaux. Après la chute de l'Union soviétique, les États-Unis ont dominé un monde «unipolaire». Mais en raison à la fois de la marche inexorable de l'histoire et de certaines erreurs commises par le gouvernement américain, les États-Unis ont perdu une partie de leur statut, notamment suite à la désastreuse et immorale «guerre contre le terrorisme». En conséquence, d'autres puissances – comme la Chine et la Russie – ont gagné une part de l'importance que les États-Unis détenaient autrefois seuls. C'est ce que nous appelons la «multipolarité»: un monde défini par plusieurs noyaux impériaux au lieu d'un seul.

«Noyaux impériaux», car il est toujours question de pays qui aspirent à devenir des empires ou qui le sont déjà, en exerçant une influence sur leurs voisins, sur leur environnement et sur l'ensemble de la planète.

Lorsque cette domination hégémonique est répartie entre plusieurs entités différentes, il devient encore plus difficile de s'attaquer au problème, car ces différents pôles cooptent la résistance. C'est ce que nous voyons, en particulier auprès des gens de gauche qui défendent la multipolarité: des noyaux impériaux séparés cooptent la résistance à l'impérialisme américain et promeuvent un autre impérialisme, différent de ce dernier.

Promise Li

Nombreux sont ceux qui pensent que l'impérialisme est principalement le fait des États-Unis et de l'Occident. Des États-nations comme les BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud – sont considérés comme des «non-alignés» et comme des puissances politiques alternatives à l'Occident. C'est totalement faux. Si ces États sont perçus par d'aucuns comme victimes de l'ordre mondial du FMI, leurs élites dirigeantes, en particulier dans le Sud, travaillent main dans la main avec la classe dirigeante capitaliste occidentale pour exploiter la classe ouvrière et d'autres populations marginalisées du Sud. Notre tâche en tant que progressistes est d'identifier ces interconnexions entre les États et les classes dirigeantes capitalistes, afin de révéler comment cela conduit à de nouveaux moyens d'exploiter les travailleurs. Faire confiance à la multipolarité telle qu'elle existe aujourd'hui, c'est en réalité faire confiance à une nouvelle reconfiguration du capitalisme mondial.

Kavita Krishnan

Depuis un certain temps, Vladimir Poutine, Xi Jinping et Narendra Modi et d'autres forces autoritaires et d'extrême droite déclarent vouloir un monde multipolaire. Ils affirment que les normes universelles en

matière de démocratie et de droits humains sont imposées par l'Occident, par le biais de l'impérialisme unipolaire. La lutte pour la souveraineté et l'anti-impérialisme impliquent donc le rejet de ces normes universelles. Cela m'inquiète que la gauche soit sourde aux significations dangereuses de ce récit.

Romeo Kokriatski

Ces États entendent faire ce qu'ils veulent et ne supportent pas la critique. Cette posture repose sur le rejet de l'influence occidentale ou des valeurs libérales et capitalistes des États-Unis. Cela détruit l'universalité des valeurs que nous défendons et autour desquelles nous essayons de construire un monde. Des personnes affirment que les droits humains ne sont pas de gauche ou qu'il s'agit d'un concept occidental. C'est ridicule. Les droits humains s'appliquent aux êtres humains et non à une nationalité ou à un groupe ethnique particulier. Mais, à cause de cette confusion et en raison de son utilisation par des fascistes connus comme Aleksandr Dugin en Russie, c'est devenu l'une des tendances les plus effrayantes de la gauche au cours des dix dernières années. Le discours sur la multipolarité nous empêche de comprendre comment lutter contre les forces autoritaires capitalistes.

Joey Ayoub

Beaucoup de gens qui se disent progressistes défendront «chez eux» – aux États-Unis, en Inde, en Europe ou ailleurs – les droits reproductifs, les droits LGBTQ ou l'ouverture des frontières par exemple, mais dès que l'on se situe dans des parties du monde filtrées par un campisme binaire, ces mêmes personnes adoptent des positions conservatrices, voire d'extrême droite. Cela peut sembler très contradictoire. Pourquoi pensez-vous qu'il en soit ainsi ?

Promise Li

Aux États-Unis, il existe un sentiment de culpabilité qui tient au fait de se situer dans un noyau impérial, d'être blanc et Américain. Les analyses internationales finissent donc par être éclipsées par cette politique de la culpabilité. Les voix qui émanent d'autres pays ne sont pas entendues et aucune évaluation claire de l'économie politique ou de la manière dont le pouvoir fonctionne ailleurs n'est faite. Il y a une volonté de mettre l'accent sur le fait que les populations du Sud peuvent se gouverner elles-mêmes, mais, d'une certaine manière, cela aboutit à une allégeance non critique à des gouvernements autoritaires et à l'identification de ceux-ci aux populations.



Un autre discours entendu ces dernières années consiste à dire que nous ne pouvons pas qualifier les États du Sud d'autoritaires, même lorsqu'ils le sont, parce que c'est un mot codé raciste. Les gens de gauche, en particulier en Occident, refusent de voir et de comprendre les minorités critiques, en particulier leurs homologues de gauche dans ces pays, qui dénoncent ces régimes et les qualifient pour ce qu'ils sont. Ils placent ce qu'ils considèrent comme du racisme et comme une imposition de la part de l'Occident au-dessus des voix de gauche sur le terrain.

Certes, les États-Unis instrumentalisent le discours de l'autoritarisme, en «orientalisant» des États comme la Chine et d'autres pays du Sud, et en idéalisant les États-Unis comme une démocratie libérale supérieure aux valeurs de ces autoritarismes grossiers. C'est évidemment faux. Mais il ne s'agit pas de prendre le contrepied de cette vision binaire et de se ranger du côté opposé de l'échiquier. Il est important d'examiner la montée des autoritarismes et de les aborder dans toute leur diversité, en particulier tels qu'ils se sont manifestés au cours des deux dernières années.

Beaucoup en Occident ne veulent pas comprendre qu'il est quasi impossible de créer des organisations indépendantes, de lutter publiquement au sein de la société civile dans des pays comme la Chine, la Russie, l'Égypte, etc. L'arène des luttes n'est pas la même qu'aux États-Unis et en Europe de l'Ouest. Il ne s'agit pas de dire que certains pays occidentaux sont «meilleurs», mais de reconnaître que le phénomène actuel de l'autoritarisme est diversifié et inégal. Il produit différents mouvements et régimes d'extrême droite qui requièrent différents types de mouvements pour les combattre. Cela devrait être le point de départ de la conversation, mais une grande partie de la gauche, en particulier en Occident, n'en est pas là.

Joey Ayoub

Dans les pays du SWANA (Southwest Asia and North African) ou dans le monde arabe, il existe des tendances similaires, mais elles proviennent d'une position différente. Les conclusions sont parfois identiques, bien qu'elles s'orientent souvent vers l'impuissance, le désespoir, le cynisme, voire l'apa-

thie. Donc elles n'approuvent pas totalement la Russie, mais disent aussi: «Nous n'avons rien à faire dans ce combat». Ce type d'arguments résulte d'une position spécifique, parce que la majeure partie du monde arabe n'est pas démocratique. D'après votre expérience, Kavita, quelles sont les similitudes et les différences entre les différentes gauches? Entre la gauche indienne et américaine? Entre la gauche hongkongaise et chinoise? Et peut-être entre la gauche ukrainienne et russe?

Kavita Krishnan

Promise a expliqué comme le sentiment de culpabilité fait qu'aux États-Unis on en vient à considérer qu'on ne doit pas tenir le même discours que le gouvernement. Il y a une autre façon de voir le problème, c'est-à-dire comme étant celui de la gauche mondiale. Beaucoup parlent de l'Occident qui ramène tout à lui, de la gauche américaine qui fait des États-Unis, la source du mal. Bien sûr, cela vient de la culpabilité, mais cela n'explique pas pourquoi la situation est parfois pire dans le Sud. En Inde, la gauche n'est pas un segment minuscule, elle a une audience large comparée à celle de la plupart des pays occidentaux, d'où la gravité du préjudice causé par cette attitude. Lorsque les quelques rares voix démocratiques qui se font entendre dans le pays légitiment l'idée des «moindres maux» de Poutine et de Xi et disent que nous devons nous en tenir là, c'est la meilleure partie de la gauche que je décris! Il y a aussi l'autre partie qui dit ouvertement que la montée en puissance de la Chine et de la Russie est excellente, et qui encourage ces pays.

La gauche semble perdre ses repères. L'idée devrait pourtant être simple: soutenir les luttes contre les classes dirigeantes et les oppresseurs partout et en tout lieu. Pourquoi est-ce difficile? Pourquoi mesurer le degré de solidarité à offrir et réduire celle-ci dans certains cas? Pourquoi investir, même à petite échelle, dans la survie de régimes oppressifs ou dans des impérialismes envahissants où que ce soit? Cela tient presque de la formule de George Bush: «Avec nous ou contre nous». Les acteurs de mauvaise foi de la gauche indienne taxent d'ailleurs d'«agents de la CIA» ceux qui s'opposent à cette logique.

Et si vous critiquez l'autoritarisme en Chine, où il n'y a pas de place pour les luttes ou pour les mouvements citoyens, ces gens pensent qu'au fond, vous êtes pour la démocratie libérale. Et si vous êtes pour la démocratie libérale, alors vous ne pouvez pas être de gauche. Vous n'êtes pas socialistes. Dire cela revient à s'écarter des principes de gauche. C'est une attitude réactionnaire que de considérer qu'il existe des «civilisations» cloisonnées et fondamentalement différentes. C'est une idée fasciste. Et la reprendre pour la présenter comme une sorte d'idéologie progressiste est obscène.

Dans tous nos pays, nous luttons pour obtenir des «droits», appelés comme tels par les démocraties libérales. Tous ces droits sont obtenus grâce à des combats sociaux, notamment en Inde. Ils n'ont pas été accordés par un quelconque régime libéral. Les libertés civiles sont une chose pour laquelle la gauche s'est battue. L'idée d'une démocratie socialiste est très simple : tout ce pour quoi vous luttez doit être meilleur, plus démocratique. On ne peut admettre que vous détruissiez des acquis pour ensuite reconstruire le socialisme à partir de zéro.

Et c'est là que le bât blesse : l'idée selon laquelle, quels que soient les droits démocratiques acquis, quelles que soient les institutions en place, dès que se réalise une révolution socialiste quelque part (et nous en sommes très loin en ce moment), tous les droits démocratiques disparaissent, ils ne comptent pas. Car avoir des droits, ce serait «bourgeois» et ainsi de suite... Par exemple, le débat selon lequel le féminisme est bourgeois a longtemps prévalu en Inde. Et prévaut toujours à gauche, où il est affirmé que nous sommes marxistes et que cela suffit.

Romeo Kokriatski

L'un des exemples les plus frappants de cet étrange état d'esprit est le soutien apporté à des régimes autoritaires par des personnes LGBTQ, trans ou homosexuelles : «La Chine a mieux fait face que les États-Unis au covid, au sans-abrisme, etc.» C'est absurde parce que ces personnes n'ont aucun droit dans la plupart de ces pays qu'ils vantent. S'ils y entrent, il y a de fortes chances qu'ils soient arrêtés s'ils agissent publiquement comme ils le font en Occident.

Joey Ayoub

Ce même problème se pose dans l'ensemble du monde à majorité arabe. Les féministes palestiniennes sont confrontées à cet enjeu. Elles disent qu'on s'occupera des droits des femmes après la libération de l'occupation israélienne. Même chose pour les droits des homosexuels. Ces arguments ont toujours fini par servir la classe dirigeante, l'État, l'opresseur. Sur Twitter, un journaliste américain affirmait que la Corée du Nord était l'un des rares pays du monde à se montrer véritablement favorable aux transgenres. Au Qatar aussi, j'ai été déconcerté, pendant la Coupe du monde de football, d'entendre dire que nous ne pouvions pas exiger du pays hôte qu'il respecte les droits des travailleurs migrants ou des LGBTQ, etc. Cette manière de parler colle aux discours homophobes, transphobes et racistes des partisans du régime qatari.

Romeo Kokriatski

Un porte-parole qatari qui s'exprimait au sujet des critiques formulées à l'encontre de son gouvernement en matière de droits humains, a dit littéralement qu'on ne pouvait pas juger le pays selon des normes occidentales, puisqu'elles relèvent d'une civilisation différente. Cette déclaration est aux antipodes des principes de gauche.

Joey Ayoub

En Égypte, Sissi lui-même a tenu de tels propos, et ces déclarations ont affaibli la campagne de soutien aux prisonniers politiques égyptiens. Cet argument est devenu presque hégémonique. L'universalisme des droits humains d'«avant», avec tous ses défauts, a reculé. Je ne peux m'empêcher de penser que c'est aussi une façon dont le néolibéralisme - la pensée néolibérale, l'atomisation - a été intériorisé et réifié dans «nos» espaces.

Promise Li

Je voudrais revenir sur cette relation entre la gauche et d'autres mouvements progressistes fondés sur des identités marginalisées - les mouvements LGBTQ, féministes, étudiants, etc. Et aussi sur la notion de démocratie socialiste. Non pas la démocratie sociale, mais la démocratie socialiste révolu-

tionnaire. Qu'est-ce que cela signifie d'imaginer le socialisme comme système politique ? Il ne s'agit pas d'un système à parti unique ni d'une avant-garde éclairée qui imposerait ses idéaux à d'autres, mais plutôt d'une organisation socialiste qui respectent l'autonomie des différentes luttes marginalisées. Comme le suggérait Kavita, notre objectif ne devrait donc pas être d'abandonner certaines avancées importantes de la démocratie bourgeoise, mais de les étendre et de les maximiser. En réalité, la démocratie bourgeoise ne garantit pas ces libertés. Nous avons besoin d'une démocratie socialiste pour les assurer.

Quant à la multipolarité, il est intéressant d'établir un contraste avec le fait que ses adeptes à gauche nous accusent d'être des libéraux bourgeois, alors qu'en réalité, leur propre positionnement mise sur le capitalisme. Regardons les choses en face : la multipolarité n'est que du capitalisme. C'est une concurrence capitaliste entre différents États. Pour eux, ces capitalismes nationaux sont le « bon côté » de la démocratie bourgeoise et, pour cela, nous devrions les défendre. Mais c'est un retour en arrière. C'est défendre les vestiges du féodalisme et du fascisme, de la perversité qui survient surtout quand on intègre le capitalisme tardif.

Le plus regrettable, c'est l'incapacité de la gauche occidentale à voir et à reconnaître l'autonomie des luttes marginalisées. Pour elle, l'action des peuples du Sud n'est incarnée de fait que sous la forme d'États-nations à gouvernance capitaliste. Alors qu'en réalité, il y a toute sorte de luttes différentes qu'elle devrait apprendre à mieux connaître. Les mouvements étudiants et féministes par exemple remettent en question le pouvoir de ces États autoritaires. Pourquoi cette gauche occidentale ne les considère-t-elle pas et réserve ses attentions aux seules classes dirigeantes de ces États-nations qui, en réalité, devraient être la cible de nos luttes, et contre lesquelles les mouvements se battent ? Derrière la question de la multipolarité, ces éléments ne sont pas abordés ni les luttes menées sur le terrain. Si on soutient les victimes de l'impérialisme, on doit soutenir les victimes de tous les impérialismes. L'Ukraine est une victime coloniale de longue date de l'impérialisme de la Grande Russie, et elle continue de l'être aujourd'hui.

Kavita Krishnan

Penser que nous ne pouvons pas imposer les mêmes normes aux pays du Sud ou à d'autres nations, en quoi est-ce de l'antiracisme ? Demandez aux militants et militantes en lutte dans les pays du Sud. C'est en réalité faire preuve de racisme que de ne pas nous prendre au sérieux, nous, les gens de ces pays qui voulons la démocratie, qui luttons pour des droits et contre les autoritarismes. L'exemple suivant m'a beaucoup agacée ces dernières années. Un ancien ambassadeur d'Allemagne en Inde se trouvait à Delhi et décida de rendre visite, à Napur, à la principale organisation fasciste du pays, le RSS. Les lettres SS ne sont pas une coïncidence. Il s'agit d'une organisation créée dans les années 1920, directement inspirée du fascisme européen, qui pense que nous devons faire avec les musulmans en Inde ce que l'Allemagne nazie a fait avec les juifs. Le diplomate allemand a été photographié en train de se prosterner et d'offrir des fleurs à une statue de l'un des fondateurs. Consternant.

Interviewé, il a déclaré que le RSS faisait « partie de la mosaïque indienne » et qu'il y était allé pour comprendre. Qu'est-ce que cela veut dire ? Allez-vous dire que le KKK fait partie de la mosaïque des États-Unis ? Iriez-vous rendre visite à une organisation néonazie en Allemagne, lui offrir des fleurs et dire qu'elle fait partie de la mosaïque allemande ? Vous êtes prêt à dire cela en Inde parce que vous considérez ce pays comme différent, comme un espace culturel ou civilisationnel au-delà de la politique. C'est du racisme, pas de l'antiracisme.

La gauche en finit par penser comme l'ambassadeur d'Allemagne. Elle en vient à considérer les États plutôt que les personnes. Elle dit presque que l'État est égal au peuple et ne fait pas de distinction entre l'État et ce pour quoi ses citoyens luttent. C'est en Ukraine que c'est le plus évident. À gauche, si vous parlez de l'Ukraine, ils diront que Zelensky a mené des politiques néolibérales, etc. Certes, ce que Zelensky, dirigeant élu, fait en matière économique, c'est ce que font la plupart des gouvernements. Il y a des critiques à faire à ce sujet. Les travailleurs ukrainiens sont sans doute confrontés à des législations sociales injustes, mais ce sont eux qui se battent dans l'armée ukrainienne contre une invasion. Si le pays survit, il y aura

de la place pour ces autres luttes. C'est au peuple ukrainien de décider des luttes qu'il privilégie et à quel moment.

Romeo Kokriatski

C'est vrai, c'est insulter l'expérience de la gauche ukrainienne que de dire que nous sommes «d'accord» avec l'alignement de notre pays sur le modèle libéral-démocrate et bourgeois de l'Union européenne, que tout le monde veut la même chose. C'est faux. Nous sommes en Ukraine des chamailleurs. Surtout lorsqu'il s'agit de la politique économique de Zelensky. La seule raison pour laquelle on ne constate pas davantage de résistance est que nous sommes en guerre. Mes camarades se battent sur le front, à Bahmut, à Soledar... et s'ils le font au lieu de protester contre la législation du travail, c'est parce que, si le pays n'existait plus, tous ces arguments ne serviraient à rien. La Russie veut nous tuer. Les morts ne peuvent pas défendre leurs droits, comme le savent bien les régimes autoritaires. Substituer un État-nation aux gens est simpliste et incompréhensible. La plupart des progrès que la gauche a réalisés sont le fruit d'une résistance non étatique aux politiques officielles. Oublier cette idée, c'est considérer des pans entiers de la population comme étant indignes des droits dont vous bénéficiez.

Joey Ayoub



Quand on parle de fétichisation de l'État, cela divise le monde en «sphères d'influence». Certains représentants de la gauche britannique, par exemple, ont littéralement dit que, dans le «conflit» entre les États-Unis et la Russie en Ukraine, nous devons être sensibles à la «sphère d'influence» de la Russie. Il s'agit d'une vision du monde très conservatrice, voire isolationniste. De la *realpolitik*. La démocratie pour moi et le fascisme pour vous. C'est bizarre, mais c'est une tendance courante qui remonte à quelques décennies. Est-ce un soubresaut de la guerre froide? Est-ce juste une réification, un recyclage de cette vision binaire? Ou s'agit-il d'autre chose? Permettez-moi de le formuler ainsi: y a-t-il une analyse de classe dans ce type de positionnement?

Promise Li

Je voudrais citer ici l'un ou l'autre arguments de «bonne foi», avancés par les défenseurs de la multipolarité: non, ce n'est pas que le socialisme se soit cristallisé d'une certaine manière dans ces États-nations; c'est que le fait d'avoir plus d'États-nations alliés les uns aux autres, et pas seulement les États-Unis comme puissance dominante unique, ouvre davantage les conditions pour mener une lutte révolutionnaire. Tous ces différents impérialistes concurrents auront moins de pouvoir, ce qui laissera plus de place aux mouvements progressistes.

Un autre argument entendu consiste à justifier la logique en rappelant que la Seconde Guerre mondiale, en raison de tous ces impérialistes qui s'y affrontèrent, a ouvert la voie à la décolonisation et à l'émergence de mouvements anticoloniaux. Mais ont-ils oublié la Seconde Guerre mondiale et ce qu'il s'y est passé?! Il est ridicule d'appeler à un retour à ces conditions de guerre mondiale afin de débloquent le potentiel de décolonisation. En tant que militants de gauche, nous soutenons la décolonisation et les mouvements anticoloniaux - nous n'appelons pas à un conflit multipolaire pour débloquent ces luttes!

Quand nous parlons de multipolarité, nous ne pouvons pas simplement nous focaliser sur le Brésil de Lula et ignorer les mouvements contestataires chinois, iraniens, russes, ukrainiens, etc. Ce serait juste une analyse de mauvaise foi. Comme socialistes

et marxistes, nous avons besoin d'un bilan honnête. Nous ne pouvons pas simplement miser sur les victoires et ignorer les autres situations. C'est pourtant leur façon de faire : ils disent que la multipolarité renforce d'une manière ou d'une autre les mouvements à travers le monde, mais pratiquement, ce n'est pas vrai.

Kavita Krishnan

Il est étrange que la gauche présente ses positionnements internationaux, comme le résultat d'un choix entre multipolarité ou unipolarité. Chaque fois que les États-Unis agissent en impérialistes, nous soutenons les acteurs qui luttent contre eux. Or, à moins que vous ne pensiez que les régimes russe ou chinois ne seraient pas eux aussi impérialistes, pourquoi diable investiriez-vous dans leur survie ? Il en va de même de l'Iran. En Inde, certaines sections de la gauche restent silencieuses sur les soulèvements en Iran. Si vous êtes aux côtés des victimes de l'impérialisme, vous devez être aux côtés des victimes de tous les impérialismes. L'Ukraine est une victime coloniale de longue date du grand impérialisme russe, et continue de l'être aujourd'hui. C'est contre cela que les Ukrainiens se battent. Pourquoi, dans certaines situations, la gauche se décharge-t-elle de la responsabilité d'être solidaire avec ceux qui luttent ? À quoi ressemblerait une solidarité significative ? Elle pourrait ressembler à ce que nous faisons avec la Palestine, par exemple. Nous menons une campagne pour informer les gens sur ce qui s'y passe, et nous faisons activement campagne contre la désinformation, contre la propagande israélienne. Pourquoi ne ferions-nous pas cela à propos de l'Ukraine ?

En outre, il ne s'agit pas d'une question réservée à la gauche. En Inde, la sphère publique est saturée de propagande russe. Pas seulement à l'extrême droite et à gauche. Même les victimes de l'extrême droite en Inde, par exemple la communauté musulmane, croient que les États-Unis sont le premier ennemi des musulmans. Ils ne savent pas combien de musulmans Poutine a tués ou déplacés. Ils n'en ont absolument aucune idée. La gauche indienne a un véritable rôle à jouer ici, pour contrer la désinformation en s'engageant dans une guerre de l'information en faveur de l'Ukraine.

Ce que nous disions plus tôt sur le fait qu'on ne peut pas imposer les mêmes normes au Qatar, à l'Inde ou à d'autres pays, c'est exactement ce que les adeptes de la multipolarité disent en ce moment même : l'unipolarité est synonyme de valeurs universelles. Et la multipolarité signifie que vous ne pouvez pas nous imposer vos idées d'égalité ! Quand la gauche pense en ces termes, elle ne se rend pas compte qu'elle tient exactement le discours que l'extrême droite du Qatar, mais aussi que l'extrême droite dans le monde entier.

Romeo Kokriatski

En Inde, l'une des grandes initiatives du RSS a été de promouvoir l'idée selon laquelle le système des castes est un élément fondamental de la société indienne. Jamais une personne de gauche ne dira que les castes sont une bonne chose. La signification pratique de soutenir le concept de monde multipolaire est que vous soutenez tout simplement le fascisme. De ce point de vue, il devient évidemment absurde d'imaginer qu'il puisse s'agir d'une idée progressiste ou qu'elle puisse créer un espace pour les mouvements anticoloniaux et socialistes. La promotion d'une politique fasciste n'ouvre pas d'espace au marxisme.

Lorsque la guerre en Ukraine a éclaté, les journalistes ukrainiens ont été submergés de demandes de la part de médias indiens. Au début, nous étions heureux d'y répondre. Nous devons veiller à ce que le récit ukrainien ait sa place, à ce que l'information ne soit pas dominée par la propagande russe. Mais nous avons très vite réalisé qu'ils n'étaient pas intéressés d'interroger les causes du conflit ou les agressions impérialistes dont l'Ukraine a été victime ces derniers siècles. Les médias indiens se limitaient à répéter les affirmations russes, sans aucune analyse. Ou alors à présenter la guerre comme tombée du ciel, de nulle part, tel un orage s'abattant sur le territoire ukrainien. Non, la guerre n'est pas un phénomène météorologique. C'est une agression menée par des humains contre d'autres humains.

Kavita Krishnan

De fait, nous sommes plusieurs à avoir arrêté de participer à la télévision indienne *mainstream* depuis 2015, parce que c'est

exactement ce que vous décrivez. Ensuite, à propos des castes en Inde, lorsque j'ai commencé à lire Dougine, j'ai découvert qu'il répétait que l'idéologie anti-hiérarchie devait être contrée, pour préserver le «système indien des castes». Selon lui et d'autres fascistes comme Julius Evola, le monde se trouve aujourd'hui dans ce qu'on appelle le *Kali Yuga*. Cette expression hindoue désigne un renversement du bon ordre de la société, qui permet aux castes opprimées ou aux femmes de dominer. Une catastrophe.

Joey Ayoub

L'expression «changement de régime» a été mentionnée plus haut. Les révolutions haïtienne et française étaient des changements de régime, de même que la révolution russe de 1917. Le principal slogan du printemps arabe était «Le peuple veut la chute du régime» (*Ash-shab yureed isqat an-nizam*). Lorsque les gens sont descendus dans la rue en Égypte, en Tunisie, au Bahreïn, en Syrie, en Irak, ils disaient: «Nous voulons la chute du régime» et ce n'était pas métaphorique. En Iran, ils disent littéralement «Mort au dictateur» ou «Dégage» en parlant du régime. Lorsque les Ukrainiens disent à leur tour que Poutine doit partir, qu'il ne peut pas rester, il y a des silences. L'hésitation est palpable. C'est dangereux.

Je voudrais aborder un dernier point. Quel est, selon vous, le rôle des diasporas dans tout cela? Nous avons vu que la diaspora palestinienne est très réactive. Lorsqu'Israël lance des campagnes de bombardement ou assassine des journalistes, elle descend dans la rue pour protester. La diaspora indienne que j'ai appris à connaître au Royaume-Uni et aux États-Unis est, quant à elle, tournée vers la droite et l'extrême droite. Beaucoup de ses membres sont des nationalistes du BJP. Nous l'avons vu dans l'association de Trump avec le BJP et la diaspora indienne aux États-Unis. Comment voyez-vous dès lors le rôle de la diaspora?

Promise Li

Une raison très claire de l'importance des diasporas hongkongaise, chinoise, tibétaine et ouïghoure (et d'autres diasporas de la région du Xinjiang), c'est que les populations de ces régions ne peuvent pas agir et s'organiser ouvertement et publiquement, de

manière autonome. Nous entrons dans une nouvelle phase où toute protestation ou dissidence mineure exprimée en ligne (et non plus dans la rue) peut entraîner l'application des lois sur la sécurité nationale. Cela signifie que la diaspora est un espace très important pour l'organisation et la reconstruction d'un mouvement d'opposition.

En ce qui concerne la gauche, le gouvernement chinois a une expérience unique pour ce qui est de réduire au silence des mouvements indépendants. Il s'est trouvé confronté à un puissant mouvement anti-colonial et ouvrier, et il sait exactement ce que cela signifie que d'étouffer un tel mouvement. Depuis Tienanmen, les autorités chinoises sont devenues très habiles à le faire avec un minimum d'effusion de sang. Elles s'en prennent stratégiquement aux organisateurs et aux luttes ouvrières. Elles réduisent au silence et font disparaître quelques personnes. Il n'est pas nécessaire de procéder à des massacres comme en Iran ou en Russie. Il suffit d'en faire juste assez, pour qu'il n'y ait plus de mouvement. Je ne pense pas que les gens comprennent à quel point cela a été efficace.

L'idée d'une gauche indépendante dans l'optique d'un mouvement s'est réellement éteinte depuis des générations. Elle se limite à de très petites minorités. Les gens ne savent même pas ce que signifie être de gauche dans ce sens. Lorsque vous dites «gauche» à Hong Kong, les gens pensent généralement que vous voulez parler du gouvernement. D'un point de vue discursif, il y a beaucoup de choses à creuser. Pour la population, il n'y a que le libéralisme et le communisme (qui est un autoritarisme). La diaspora est un espace important où les gens, en particulier les Chinois et les Hongkongais, sont exposés à différentes luttes. La participation des étudiants chinois internationaux aux récentes grèves des travailleurs de l'Université de Californie, la plus importante de l'histoire des États-Unis dans le secteur de l'enseignement supérieur, en est un exemple.

Que signifie pour ces étudiants d'être exposés à de nouveaux types de mouvements, à de nouvelles communautés de lutte? Comment cela remodèle-t-il leur propre conscience politique, et quelles leçons peuvent-ils en tirer? Cela permet aux diasporas de commencer à réfléchir au comment



agir concrètement, notamment sur des questions qui portent sur les intersections du capital international. Où se croisent les capitaux américains et chinois? Un exemple est celui des projets de développement de logements «super-gentrifiants» à New York, qui sont financés par des prêts de l'État chinois. Il s'agit d'un espace d'intervention concret, où les capitaux chinois et américains, les promoteurs et les banques chinoises sont en relation. Construire un mouvement ici reviendrait à mobiliser les communautés de la diaspora et à faire le lien avec les luttes de gauche, les luttes contre la gentrification.

Un autre exemple est celui de la grève internationale des étudiants chinois. Pour combattre le capitalisme dans son ensemble, nous devons relier les luttes entre elles, de sorte que le slogan «ni Washington ni Pékin» ne soit pas seulement idéaliste, mais constitue la manière la plus pratique de combattre l'impérialisme multipolaire et le capitalisme. La diaspora a un rôle essentiel à jouer pour créer du lien, pour proposer de nouvelles traditions politiques, pour redynamiser les choses, mais aussi pour poursuivre la lutte à l'étranger.

Avec la mondialisation, le pouvoir de l'État chinois ne se limite plus à la Chine continentale. Il tire aussi du pouvoir de ses investissements à l'étranger. Ces reconfigurations sont l'occasion de faire dialoguer la diaspora chinoise avec les populations autochtones qui luttent contre les entreprises agroalimentaires financées par la Chine au Brésil et en Amazonie. Dans ces cas de figure, la diaspora joue un rôle moteur et permet d'établir des liens. Comment ne pas considérer cela en termes géopolitiques?

Romeo Kokriatski

J'ai grandi à la fois dans la communauté sud-asiatique aux États-Unis et parmi la diaspora post-soviétique ukrainienne. J'ai vu beaucoup de ces tendances se développer tout au long de ma vie. Comme vous l'avez mentionné, Joey, une grande partie de la diaspora indienne est conservatrice, pour le dire poliment. À tout le moins, elle appuie des candidats soutenus par le BJP; elle fréquente très souvent des temples financés par le BJP ou le RSS. Historiquement, les communautés de migrants ont tendance à devenir plus conservatrices et à se rigidifier au fur et à mesure que leur statut se renforce dans leur nouveau pays et qu'elles gagnent en acceptation sociale.

Joey Ayoub

On entend l'argument suivant à gauche: «nous pourrions traiter cette critique plus tard». Qu'en pensez-vous?

Promise Li

Ma réaction n'est pas très originale. Si la gauche ne prend pas l'initiative de réfléchir de manière critique à sa propre histoire, à ses erreurs passées et présentes, elle répétera les mêmes erreurs à l'avenir. Si nous voulons transformer la société et construire un monde meilleur, nous devons assumer nos fautes et les expliquer. Si nous ne le faisons pas, la droite le fera. Et ce sera le socialisme ou la barbarie. Il faut savoir tracer une ligne et être critique lorsque certains mouvements ou régimes la franchissent. Dire que «ce n'est pas le moment de critiquer» signifie que ce n'est jamais le bon moment pour critiquer.

Cette rhétorique a historiquement ouvert la voie au désastre au sein de la gauche. Il s'agit d'une tactique stalinienne classique, qui consiste à dire : «C'est le capitalisme occidental, nous ne pouvons pas parler de nos erreurs internes». La conclusion logique de cette attitude est que ceux qui dénoncent des erreurs internes seront considérés comme des ennemis, exclus et tués, et nous répéterons alors les mêmes erreurs que celles commises au 20^e siècle. La gauche a besoin de dresser un bilan de ses échecs passés et de ses réussites. De choisir avec soin ce qu'elle continue à amplifier et à étendre, et ce qu'elle laisse tomber et abandonne dans les poubelles de l'histoire.

Kavita Krishnan

En Inde, j'en suis toujours à essayer de comprendre pourquoi il y a eu tant d'hostilité, même de la part de la meilleure partie de la gauche indienne, à adopter ce qui aurait dû être une position normale et intuitive de solidarité avec la Syrie, l'Ukraine – avec les mouvements populaires – sans «si» et sans «mais». L'un des obstacles est que la gauche n'est vraiment pas à l'aise pour affronter l'histoire de l'Ukraine. Cela implique d'affronter, dans les détails, l'héritage du stalinisme. Chez une partie de la gauche, il n'y avait aucune volonté de revenir sur des erreurs passées ou actuelles.

Concernant la Chine, l'ancien parti auquel j'appartenais a publié une critique du dernier document du congrès du Parti communiste chinois. Il y est question de violations des droits humains et d'autres choses. Mais quelle est la conclusion ? «La Chine s'éloigne du socialisme et s'oriente vers un capitalisme avec des caractéristiques chinoises». Qu'est-ce que cela signifie ? La question n'est pas de savoir si la Chine est socialiste ou non. L'important est de savoir ce qui arrive aux personnes affectées par ce régime. Où en est votre évaluation du mal qui est commis ? Que pouvez-vous faire pour soutenir les personnes lésées par ce régime ?

Et cela ne vaut pas seulement pour l'intérieur du pays. La Chine finance et soutient l'armée du Myanmar. En Inde, l'islamophobie est aggravée par le fait qu'elle sévit au Myanmar et en Chine. Ceux qui parlent de géopolitique – comment ne pas voir cela en termes de géopolitique ? Est-ce une coïncidence si

tant de régimes dans ce voisinage sont activement islamophobes ? N'y a-t-il aucun lien entre eux ? Ne pouvez-vous pas trouver un moyen de réfléchir à cette question au-delà de votre situation nationale spécifique ? Ce sont des questions que nous devons nous poser.

Joey Ayoub est chercheur libano-palestinien à l'Université de Zurich, rédacteur en chef de *Shado Mag* et animateur du podcast *The Fire These Times*. Romeo Kokriatski est rédacteur en chef de *New Voice of Ukraine* et animateur du podcast *Ukraine Without Hype*; Kavita Krishnan est militante féministe marxiste, ancienne membre du Parti communiste indien, responsable de la All India Progressive Women's Association; Promise Li est militant socialiste anti-impérialiste hongkongais engagé dans des luttes de solidarité internationale.

Traduction de l'anglais : Maurice Héron.
Version réduite d'une conversation parue dans *The Fire These Times* (www.thefirethesetimes.com), février 2023, sous le titre : «Against Multipolar Imperialism: An Internationalist Response».
L'entretien a été publié dans *Alternatives Sud*, Laurent Delcourt (coord.), *Brics+ : une alternative pour le Sud Global ?*, Louvain-la-Neuve/Paris, Centre tricontinental/Syllepse, 2024.

Chute et essor ambivalent de l'anticolonialisme est-européen

Joseph Grim Feinberg

15

Lors d'une conférence à Prague au printemps 2023, un éminent théoricien du colonialisme et de la colonialité s'est entretenu avec nous par chat vidéo depuis son bureau aux Amériques. On lui a demandé ce qu'il pensait de l'affirmation selon laquelle la relation de la Russie avec l'Ukraine est coloniale. J'étais impatient d'entendre comment il userait de sa subtilité et de sa perspicacité habituelles sur la situation en Europe de l'Est, mais comme cela semble être souvent le cas pour les observateurs de cette guerre, il n'a fait preuve ni de subtilité ni de grande perspicacité. Il a simplement répondu que, parce que les relations de la Russie avec l'Ukraine sont si différentes de la façon dont les puissances occidentales traitent les Amériques et l'Afrique, le terme « colonialisme » était totalement inapplicable. Et apparemment, selon lui, si la relation n'est pas coloniale, il n'est pas nécessaire de se préoccuper de ses détails.

En conséquence, l'invasion de la Russie était une réponse normale d'une puissance impériale aux actions dominatrices d'une autre, et les théoriciens anticoloniaux n'avaient pas à prendre parti. Comme si, là où les cadres postcoloniaux ne s'appliquent pas, nous n'avions pas d'autre choix que d'adopter l'école réaliste des relations internationales entre grandes puissances.

J'ai évité de nommer cet universitaire par respect pour son travail théorique minutieux, qui ne devrait pas être obscurci par les insuffisances analytiques d'un seul commentaire hâtif (bien que très prolixe et sûr de lui). Mais sa réponse illustre un échec plus profond – ou plutôt une série d'échecs qui se renforcent mutuellement – dans les tentatives récentes de comprendre la domination internationale et entre les cultures en Europe de l'Est¹. Dans

les travaux universitaires et, plus important encore, dans le discours public, la discussion sur la domination en Europe de l'Est a été divisée en deux camps opposés, dont aucun ne rend compte de manière adéquate de la spécificité de la situation.

Dans un camp, nous voyons des efforts pour appliquer les concepts coloniaux et postcoloniaux dans la région, souvent sans nuance, ni attention aux spécificités régionales. Dans le discours de ceux qui condamnent le pouvoir russe comme colonial, les grandes différences entre le pouvoir russe en Europe de l'Est et le pouvoir occidental dans le Sud sont souvent considérées comme sans importance, secondaires par rapport à l'impératif rhétorique de condamner la domination russe. On se demande rarement si les populations assujetties pourraient être confrontées différentes formes de domination (coloniale ou impériale, à l'Est, à l'Ouest ou au Sud) à des stratégies de résistance différentes.

Ensuite, dans un camp opposé, nous avons des réponses qui rejettent cette utilisation simpliste des concepts. Mais au lieu de concevoir de meilleurs concepts, elles ignorent l'ensemble du problème, à savoir qu'il pourrait exister d'autres formes significatives de domination que le colonialisme occidental. Si la Russie n'est pas coloniale au même titre que l'Espagne ou l'Angleterre,

historiquement dans une zone de concurrence et de conflit intenses entre les puissances impériales de l'Ouest et de l'Est, en particulier lorsqu'elles se sont regroupées pendant la guerre froide avec ses conséquences. Cela signifie que j'inclus les Balkans ainsi que la région souvent appelée « Europe centrale », et je suis prêt à faire face à la colère de tous ceux qui se sentent offensés de se retrouver dans cette société est-européenne. Sans remettre en question la grande hétérogénéité de la région, je m'intéresse ici aux spécificités partagées par l'ensemble de la région.

1. Par « Europe de l'Est », j'entends une vaste région située



elle ne préoccupe guère les critiques orthodoxes du colonialisme. Si la Russie n'est pas coloniale, mais simplement impériale, alors, dans cette perspective, la prochaine étape logique est de commencer à comparer les empires, en considérant à quel point ils sont tous mauvais, sans se mêler aux conflits inter-impériaux. Si l'Ukraine n'est pas un territoire colonisé au sens habituel du terme, les perspectives de son gouvernement et de son peuple semblent sans importance. La tendance traditionnelle de la gauche à regarder la politique par en bas cède la place au réalisme de ceux qui, comme John Mearsheimer, nous montrent la politique du point de vue des centres impériaux comme Washington et Moscou. L'espace situé entre les empires en conflit est presque invisible. Comme nous n'avons pas de concepts applicables, toute la région entre la Russie et l'Occident devient pratiquement invisible, même si l'une des plus grandes guerres de l'histoire récente se déroule sur ce terrain.

Bien que les débats aient lieu à l'échelle mondiale ou strictement entre Européens de l'Est, il semble souvent que l'Europe de l'Est ne puisse être considérée comme une entité propre que si elle est identifiable dans un cadre épistémologique occidental. Soit elle est identifiable comme une colonie, concept par lequel les puissances occidentales ont appris à identifier leurs périphéries subordonnées, soit elle n'apparaît que comme une partie de l'Est ou de l'Ouest, donc soit comme une partie naturelle de la sphère

d'influence de la Russie, soit comme un morceau naturel de l'«Europe» (occidentale) injustement dissocié. D'où tant de déclarations d'un camp selon lesquelles l'Ukraine a été historiquement mal classée, qu'elle a toujours fait partie de l'Ouest et qu'elle n'est devenue «orientale» que par erreur, un cas d'erreur d'identité, résultant de la confusion produite par l'idéologie coloniale. D'où les nombreuses déclarations de l'autre camp selon lesquelles l'Ukraine a toujours fait partie de l'Est, extérieure à l'Occident, et qu'elle ne fait donc pas partie de la sphère d'intérêt légitime de l'Occident. On a souvent l'impression que le fait d'être à l'Est justifie d'être dominé et envahi, et que seul le fait d'être à l'Ouest pourrait justifier l'autodétermination. Soit les territoires d'Europe de l'Est sont des colonies telles que l'Occident les connaît, des colonies d'une puissance orientale, et donc pas vraiment orientale en elles-mêmes, soit leurs épreuves et leurs luttes sont ignorées, traitées comme des attractions frivoles dans le cadre d'un match mondial entre les empires. Pouvons-nous dépasser ces deux camps avec leur cadre simpliste de l'Ouest, de l'Est et des colonies, et intégrer la spécificité de l'expérience de l'Europe de l'Est dans notre épistémologie politique ?

Trouble sur l'innocence coloniale à l'Est

L'une des ironies est que, pendant longtemps, la question du colonialisme a été largement absente du discours en Europe de

l'Est. La fin du règne des partis communistes dans la région a entraîné la fin du soutien des pays aux luttes anticoloniales. Les partis communistes ont peut-être nié leur responsabilité dans le colonialisme, mais ils ont au moins reconnu que le colonialisme était un problème. Et comme l'Europe de l'Est n'était pas censée participer à la colonisation, elle pouvait se joindre aux luttes des colonisés. Lorsque les partis communistes ont perdu le pouvoir, tout l'héritage du soutien aux luttes anticoloniales a été considéré comme dépassé, et la prétendue innocence de l'Europe de l'Est est passée d'une justification de la solidarité à une justification du rejet des politiques anticoloniales et des critiques du néocolonialisme. Notre nation n'a jamais colonisé personne, pouvait-on désormais dire, et le colonialisme n'est donc pas notre problème. Le colonialisme peut marquer un échec moral malheureux dans la marche par ailleurs admirable de l'histoire occidentale, mais ce n'est pas quelque chose que nous devrions aider à réparer.

D'une certaine manière, le discours postcommuniste dominant sur l'innocence coloniale n'a pas été troublé par le fait que l'Europe de l'Est se remodelait dans les années 1990 sur les puissances occidentales mêmes qui étaient responsables des pires brutalités coloniales de l'histoire du monde et dont la prospérité contemporaine découlait de leur histoire d'extraction et d'exploitation coloniales et postcoloniales. Les pays d'Europe de l'Est étaient censés bénéficier de toute la prospérité de l'Occident, tout en n'assumant aucune de ses fautes. Mais alors même que l'Europe de l'Est luttait contre la pauvreté, exacerbée par les politiques qui lui avaient été dictées après 1989 par les institutions et les gouvernements occidentaux, la géographie mondiale de l'inégalité devenait soudain sans objet, car l'Europe de l'Est était censée devenir occidentale. La pauvreté qu'elle connaissait était censée être temporaire et sans rapport avec les inégalités structurelles persistantes qui affligeaient le système mondial. Le seul problème était que les pays d'Europe de l'Est avaient été placés à tort et injustement du côté « pauvre » de la fracture mondiale, et qu'il était temps pour eux d'occuper enfin la place qui leur revenait parmi les riches. Dans le discours dominant, il n'a presque jamais été envisagé que

l'entrée (ou le « retour ») à l'Ouest pouvait signifier soit le rejoindre en tant que compagnons d'exploitation (post-)coloniale, soit y entrer en tant que colonies – tant que l'Ouest lui-même et sa relation au monde restaient inchangés.

Mais finalement, le colonialisme a recommencé à sembler pertinent pour l'Europe de l'Est, bien que de deux manières opposées. Dans une partie du champ politique, la critique du colonialisme a été révisée pour devenir compatible avec le consensus pro-occidental. Au lieu de reconnaître et d'accepter l'héritage colonial de l'Occident, la critique du colonialisme a été ravivée pour condamner l'Est. Nous, les peuples de la soi-disant Europe de l'Est, avons été victimes du colonialisme russe et soviétique, et la lutte contre le colonialisme pouvait désormais signifier la lutte contre une puissance orientale arriérée, en lieu et place de la lutte contre les puissances traditionnelles de l'Occident. Dans d'autres milieux politiques, la rhétorique de l'anticolonialisme est devenue utile pour condamner la puissance montante de l'Occident et, plus important encore, pour décrier presque tout ce qui pouvait vaguement passer pour occidental, renforçant ainsi les autocraties locales pour qu'elles ne deviennent pas des colonies occidentales.

Ces revendications concurrentes mettent en évidence des déséquilibres réels et graves dans le pouvoir mondial. Elles montrent également à quel point le terme « colonial » a été utilisé de manière approximative et à quel point il peut être facilement vidé de son contenu analytique et de sa valeur critique. Pour chaque analyse minutieuse des pratiques coloniales occidentales et orientales en Europe de l'Est², il y a des centaines de déclarations simplistes et déformantes de la part de personnalités comme Orbán ou Poutine qui brandissent l'épithète « colonial » pour faire taire les opposants et couvrir leurs

2. Par exemple K. Platt, « Occupation versus colonisation: Post-Soviet Latvia and the provincialization of Europe », dans U. Blacker, A. Etkind, J. Fedor (dir.), *Memory and Theory in Eastern Europe*, Londres, Palgrave Macmillan, 2013 ; I. Švihlíková, *Jak jsme se stali kolonií* [Comment nous sommes devenus une colonie], Rybka, 2015 ; Timothy Snyder, « Integration and disintegration: Europe, Ukraine, and the World. », *Slavic Review*, n° 74, 2015 ; B. Balogun, « Eastern Europe: The "other" geographies in the colonial global economy », *Area*, n° 54, 2022

propres politiques d'une moralité patriotique douteuse³. Le renouveau du discours anticolonial à courte vue dans la région a eu pour effet d'occulter la dimension mondiale de la colonialité, renforçant l'idée que le colonialisme ne concerne l'Europe de l'Est que dans la mesure où ses propres habitants peuvent être dépeints comme des victimes. Des voix minoritaires ont appelé la région à affronter le défi mondial contre les héritages coloniaux partout dans le monde⁴ mais ces voix peinent à être entendues.

Spécification du colonial

L'Europe de l'Est connaît une tendance paradoxale à nier sa spécificité, insistant sur le fait qu'elle fait pleinement partie de l'Occident, tout en exprimant simultanément un égoïsme à l'égard des problèmes du reste du monde. Peut-elle (re)commencer à insérer les luttes locales pour l'égalité et l'autodétermination dans les luttes globales? Un premier pas dans cette direction consisterait à clarifier la nature de la domination internationale et interculturelle en Europe de l'Est, à montrer que les luttes locales ne sont ni uniques ni identiques par rapport aux luttes menées ailleurs, mais qu'elles s'insèrent dans des espaces spécifiques dans les structures mondiales. Pour ce faire, il serait utile de clarifier la relation entre le colonialisme (dont l'impact sur l'Europe de l'Est est compliqué et souvent indirect) et l'impérialisme (qui a joué un rôle dominant dans la formation des systèmes politiques et culturels de l'Europe de l'Est pendant des siècles).

Ces deux phénomènes, le colonial et l'impérial, sont imbriqués dans l'histoire de l'Europe de l'Est, mais cela ne les rend pas identiques. Ils sont imbriqués partout, et partout de manière différente. Prenons par exemple la caractérisation par Timothy Snyder de ce qu'il considère comme un processus de décolonisation dans les Balkans :

Les révolutions balkaniques contre la domination ottomane, généralement qualifiées

de nationales, ont marqué le début du moment décolonial. La version du nationalisme qu'elles offraient était, à l'échelle mondiale, plus significative que le modèle français plus célèbre, car dans les deux siècles qui suivirent, le nationalisme sera généralement anti-impérial plutôt qu'anti-royal⁵.

Puis, quelques décennies plus tard, il écrit qu'au cours de la Première Guerre mondiale, «tous les empires terrestres européens ont été soit vaincu, soit ont succombé à la révolution, ce qui signifie que la décolonisation en Europe s'est achevée vers 1922⁶». C'est le début d'un argumentaire par ailleurs bien articulé pour «insérer l'Europe de l'Est dans l'histoire du colonialisme⁷». Mais l'élimination du colonial et de l'impérial est immédiate; la première preuve proposée du colonialisme est la présence de l'empire⁸.

Existe-t-il un problème? Une définition n'est valable que dans la mesure où elle est utile, et des personnes aussi différentes que Snyder et Poutine trouvent manifestement utile de définir le colonialisme au sens large. Est-il vraiment important de distinguer les deux logiques de domination, toutes deux terribles et condamnables?

C'est important parce que la façon dont nous conceptualisons notre problème détermine la façon dont nous l'abordons. Dans les années 1970 et 1980, les dissidents d'Europe de l'Est considéraient la domination de leurs pays comme des cas spécifiques de domination impériale, détachés des dimensions globales du colonialisme. Dans cette perspective, il était logique de dénoncer le pouvoir impérial de l'Union soviétique (ou, dans une élimination typique, de la «Russie»), tout en traitant le sort du Sud comme une

3. C. Snocowska-Gonzalez, "Post-colonial Poland - On an unavoidable misuse", *East European Politics and Societies*, n° 26 (4), 2012; F. Melito, F., «Anti-colonial neo-traditionalism in Central-Eastern Europe: A theoretical examination», *New Perspectives*, n°30 (4), 2022.

4. Par exemple Volodymyr Ishchenko, «Ukrainian Voices?», *New Left Review*, n° 138, novembre-décembre 2022.

5. Timothy Snyder, «Integration and disintegration: Europe, Ukraine, and the World», *Slavic Review*, n° 74 (4), 2015, p. 696

6. *Idem*.

7. *Idem*.

8. Todorova avait déjà noté cet entremêlement du colonial et de l'impérial dans sa réponse à l'article de Snyder dans le même numéro de *Slavic Review*, «On Public Intellectuals and Their Conceptual Frameworks», *Slavic Review*, n° 74 (4), 2015, p. 710. Mais Snyder a persisté, entretenant le même glissement terminologique, par exemple, dans sa populaire série de conférences sur l'histoire ukrainienne (Timothy Snyder, *The making of Modern Ukraine*, 2022.).

préoccupation secondaire. Le manque d'intérêt relatif des dissidents pour le colonialisme a ouvert la voie au manque d'intérêt du grand public est-européen pour la postcolonialité mondiale dans les années 1990. Plus récemment, l'imprécision de la critique est allée dans l'autre sens. Lorsque les opposants à l'impérialisme russe le dénoncent comme étant du colonialisme, ils risquent de critiquer les mauvaises choses, tout en laissant intact une grande partie du problème sous-jacent. L'action historique complexe de l'Ukraine, sa position spécifique dans les histoires enchevêtrées des empires environnants, sont réduites à une question d'acceptation ou de rejet de l'influence russe, d'acceptation ou de rejet de la possibilité de rejoindre l'Occident. Et comme l'a fait valoir Volodymyr Ishchenko⁹, une attitude étroitement anticoloniale déplace souvent l'attention critique vers des Russes comme individus et des symboles de la culture russe, au lieu d'offrir une nouvelle vision de la société ukrainienne et de sa place dans l'émancipation universelle.

Il est clair que le colonialisme a joué un rôle dans l'histoire de l'Europe de l'Est et que ce rôle a été négligé à tort dans l'historiographie occidentale. Mais pour insérer efficacement l'Europe de l'Est dans l'histoire coloniale mondiale, nous devons préciser les formes qu'a prises le colonialisme dans cette région. Quelques exemples :

Prenons l'exemple de l'Ordre teutonique qui, au 13^e siècle, a conquis de vastes territoires baltes, éliminant la majeure partie de la population indigène et mettant en place des opérations commerciales lucratives reliant les ressources de l'Est aux acheteurs de l'Ouest. Bien avant la conquête génocidaire du Nouveau Monde, cette colonisation de l'Europe de l'Est a fourni un modèle qui a pu être appliqué plus tard au fur et à mesure que les projets coloniaux européens s'étendaient. Et la Prusse, le plus grand successeur de la conquête teutonne, deviendra finalement le plus puissant des États allemands, acquérant ses propres possessions coloniales dans le Sud global.

Pensez également aux tentatives éphémères, au 17^e siècle, de la Courlande, un autre État successeur de la conquête teutonique

et vassal de la Pologne, de coloniser Tobago et une partie de l'actuelle Gambie. Ou encore la campagne ratée de l'explorateur Stefan Szolc-Rogoziński au 19^e siècle pour établir une colonie polonaise au Cameroun. L'échec de ces tentatives montre à quel point l'Europe de l'Est était alors faible à l'échelle mondiale (la Prusse s'étant transformée de colonie orientale en puissance occidentale), mais il montre aussi que l'imaginaire colonial était loin d'être absent dans ces sociétés qui se réjouiront plus tard de n'avoir jamais pris part au colonialisme.

Prenons, bien sûr, le cas de la Russie. La conquête russe de la Sibérie et de l'Asie centrale entre le 16^e et le début du 20^e siècle peut être négligée dans l'historiographie coloniale, parce qu'elle se distingue clairement des cas classiques de métropoles européennes établissant des colonies à l'étranger. Mais elle a beaucoup en commun avec l'expansion vers l'ouest des États-Unis, un nouvel empire qui s'étend rapidement sur un vaste arrière-pays. Outre l'absence d'océan séparant le colonisateur du colonisé, les marqueurs classiques sont présents : un centre colonial surpeuplé étend non seulement son pouvoir politique sur un nouveau territoire, mais envoie également des personnes pour coloniser les terres, répandre la culture dominante tout en exploitant les ressources de la région. La puissance colonisatrice traite les structures sociales et politiques existantes comme inexistantes ou non pertinentes et faciles à contourner ou à détruire, et elle établit un ordre social bifurqué, avec un système qui inclut les membres à part entière de l'entité colonisatrice (dans ce cas, principalement des colons russes, mais aussi un grand nombre d'Ukrainiens et d'Allemands), à côté d'un second système distinct qui inclut la population indigène.

Le sud de l'Ukraine a été un autre site majeur de la pratique coloniale russe sans ambiguïté tout au long du 18^e siècle : dans ce cas, la population indigène avait déjà été largement déplacée au cours des siècles qui ont suivi la destruction de la Rus kiévienne par les Mongols au 13^e siècle, qui a donné lieu à une longue guerre discontinue entre les cosaques et les Tatars de Crimée. Lorsque la Russie a pris le contrôle des territoires, ceux-ci étaient habités par des cosaques et des paysans ukrainiens ainsi que par des

9. Volodymyr Ishchenko, «Ukrainian Voices?», art. cité.

commerçants tatars, mais la population était dispersée. La Russie a encouragé les marchands, les travailleurs et les agriculteurs à venir de la métropole et a donné à la région le nom le plus colonial qui soit: «Nouvelle Russie» (*Novorossiya*). Il y avait cependant une particularité importante: de nombreux colons étaient des Ukrainiens, que l'État russe traitait, pour la plupart, comme des sujets impériaux ordinaires – et donc comme des porteurs efficaces du projet de colonisation – au lieu de les considérer comme une population indigène à éliminer ou à contourner.

Le génocide, marque historique du colonialisme, a également laissé son empreinte sur l'Ukraine, d'abord avec la famine artificielle des années 1930 (l'Holodomor), puis avec l'extermination des Juifs par les nazis et la famine délibérée des populations urbaines dans les territoires soviétiques occupés. Contrairement aux massacres de Polonais et de Juifs perpétrés au 17^e siècle par les rebelles cosaques dirigés par Bohdan Khmelnytsky, qui avaient davantage le caractère d'un anti-impérialisme spontané et mal orienté, les politiques nazies présentaient des caractéristiques nettement colonialistes, avec la priorité qu'elles donnaient à l'extraction des ressources sur la vie humaine, avec leur distinction claire entre les sujets colonisateurs et les non-sujets colonisés dépourvus de statut juridique et, bien sûr, avec leurs projets de colonisation de peuplement (*Lebensraum*).

L'Holodomor partage également de nombreux points communs avec les famines des colonies occidentales (comme celles que Mike Davis qualifie d'«holocaustes de la fin de l'ère victorienne¹⁰»). La question de savoir si ces famines ont toutes été menées dans un but génocidaire conscient n'a rien à voir avec la question. La logique du colonialisme traite les populations indigènes comme des non-entités avant de les considérer comme des ennemis. Si elles semblent gênantes pour les colonisateurs, ces derniers peuvent en faire des ennemis et les exterminer délibérément; si elles semblent étrangères, les colonisateurs peuvent les éliminer

simplement en réorientant leur nourriture vers des consommateurs plus favorisés.

Mais plusieurs liens moins évidents, parfois indirects, avec le système colonial mondial sont peut-être tout aussi significatifs. Snyder souligne, par exemple, que la Russie a créé son empire extra-européen au moment même où les puissances occidentales créaient le leur; la Russie les a imitées et leur a fait concurrence¹¹. La Pologne-Lituanie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont également emprunté aux imaginaires et aux stratégies développés par les puissances coloniales occidentales lorsqu'elles ont tenté de transformer leurs arrière-pays agricoles orientaux et leurs sphères d'influence en sources productives de marchandises à vendre sur le marché mondial, dans l'intérêt d'une puissance internationale croissante.

Identifier l'impérial

Mais parallèlement à ces développements, qui marquent la colonialité en Europe de l'Est et insèrent l'histoire de l'Europe de l'Est dans l'histoire coloniale globale, il existe un autre volet de développement historique, plus significatif dans le contexte de l'Europe de l'Est, que l'on peut identifier comme étant impérial. Prenons à nouveau quelques exemples historiques:

Au 14^e siècle, lorsque la Lituanie a vaincu la Horde d'or post-mongole pour le contrôle des parties centrales de l'ancienne Rus kiévienne, au lieu de liquider les anciens symboles et structures politiques kiéviens, elle les a adoptés, prétendant être le successeur de la Rus dans la région. La Lituanie, nouvel État puissant, considérait l'héritage de la Rus comme une marque prestigieuse de civilisation, à conquérir et à s'approprier plutôt qu'à remplacer. Cette logique n'est pas celle de la colonisation, mais celle de l'impérialisme.

Lorsque, après le 16^e siècle, la noblesse polonaise acquit un contrôle croissant sur ces mêmes territoires au sein du Commonwealth polono-lituanien, après avoir déjà pris le contrôle direct des parties les plus occidentales de l'ancienne Rus, elle ne s'engagea pas dans une campagne de colonisation et de déplacement de population ou d'extraction

10. M. Davis, *Late Victorian Holocausts*, Londres, Verso, 2000.

11. Timothy Snyder, *The making of modern Ukraine*, op. cit.



intensive des ressources. Elle a déployé davantage d'efforts pour étendre ses structures politiques et culturelles, traitant les élites lituaniennes et ruthènes (Rus) comme polonaises et traitant des villes comme Lwów comme des villes polonaises plutôt que comme des avant-postes coloniaux. C'est là encore la logique de l'empire.

Un siècle plus tard, lorsque l'État russe a pris le contrôle des territoires orientaux de l'ancienne Rus, il n'a pas ignoré l'héritage de la Rus, mais l'a revendiqué, se déclarant l'héritier légitime de l'ancien État et déclarant rétroactivement que Kyiv était sa ville fondatrice. La Russie n'a pas non plus éliminé la population ukrainienne locale, mais a traité les Ukrainiens comme ses propres sujets. Elle a dénigré la culture ukrainienne moderne, non pas en considérant l'héritage local comme sans importance, mais en considérant la culture russe comme la seule culture de prestige qui pouvait revendiquer l'héritage de Kyiv. Il s'agit là d'une stratégie d'impérialisme, et non de colonialisme.

Ensuite, lorsque l'Empire russe nouvellement puissant a pris le contrôle de la Livonie (l'actuelle Lettonie), de l'Estonie et, plus tard, de la Lituanie, de la Pologne et de la Finlande, il n'a pas agi comme l'Ordre teutonique l'avait fait lors de la conquête de la Prusse. Consciente qu'elle était en possession de territoires dotés d'institutions gouvernementales solides, d'économies mercantiles relativement prospères (du moins par rapport à la majeure partie de la Russie) et de cultures

de prestige (notamment la haute culture polonaise, allemande et suédoise et le christianisme occidental), la Russie n'a pas ignoré les structures socioculturelles existantes, mais s'est lancée dans une stratégie visant à les intégrer, à en tirer profit et à entrer en concurrence avec elles. Là encore, il s'agit d'une approche impériale, et non coloniale, de la conquête.

Lorsque l'Union soviétique s'est déclarée anti-impérialiste, elle a généralement (mais pas entièrement) évité les tactiques du colonialisme, qui distinguent sans ambiguïté les colonisateurs des colonisés. Au contraire, son mélange complexe d'impérialisme et d'anti-impérialisme a répandu une logique désordonnée de l'impérialisme, avec sa hiérarchie complexe d'institutions et de cultures, ses revendications concurrentes d'inclusion et d'exclusion, et ses lignes tortueuses et bifurquantes entre l'empire et l'impérialité.

Colonialité et impérialité, une caractérisation provisoire

Les logiques de la colonialité et de l'impérialité sont toutes deux présentes en Europe de l'Est, et il serait erroné de s'opposer à l'une d'entre elles et d'ignorer l'autre. Mais il est important de les démêler, de comprendre les logiques distinctes qui sont en jeu lorsque nous cherchons des formes de résistance adéquates - dans le cas de la colonialité, une logique de domination par la séparation stricte entre les colonisateurs et

les colonisés, et dans le cas de l'impérialité, une logique de domination par l'intégration hiérarchique.

Voici une brève tentative de caractérisation de la distinction que j'ai à l'esprit. Bien entendu, cette présentation schématique devrait être affinée à la lumière d'une analyse historique plus approfondie et devrait être comparée aux situations coloniales et impériales dans le monde entier. Mais je souhaite ici mettre l'accent sur ce qui me paraît le plus important pour l'Europe de l'Est.

La colonialité et l'impérialité impliquent différents types d'États

Comme le note Todorova en s'opposant à Snyder, l'Empire ottoman n'était pas une puissance coloniale dans les Balkans; le colonialisme présuppose une entité préalablement stable qui s'engage ensuite dans une politique de colonisation¹². L'impérialisme est plus souvent un processus de formation de l'État, les empires nouvellement formés cherchant dans de multiples directions les ressources nécessaires à la construction de la légitimité de leurs nouvelles dominations.

La colonialité et l'impérialité impliquent des modes de gouvernance différents

Alors que l'État colonial gouverne par séparation nette (en maintenant les sujets dans des catégories différenciées avec des protections juridiques différentes), l'État impérial gouverne par intégration, soit en effaçant la différence entre les sujets, soit en les insérant dans un système hiérarchique partagé, certes avec des peuples séparés par niveau, mais pas de manière absolue. Pour être clair, les empires peuvent être hétérogènes de facto. Ils ne parviennent jamais à une intégration complète et le processus permanent de l'impérialisme introduit des formes sociales et culturelles diverses dans l'empire, où le principe de gouvernance consiste à intégrer ces différences dans un système unique et où l'hétérogénéité politique est généralement le résultat d'un compromis (par exemple, Pologne-Lituanie, Autriche-Hongrie, Finlande sous contrôle russe), et que le

pouvoir impérial tente progressivement de dissoudre.

Les modes de gouvernance coloniaux et impériaux mettent en œuvre des stratégies différentes de codification des différences. Alors que la colonialité établit des systèmes de gouvernance distincts pour les colonisés et les colonisateurs, la colonie étant un État effectivement subordonné, l'impérialisme intègre de nombreuses catégories de personnes dans un système de gouvernance unique. La Grande-Bretagne pouvait rester un petit État européen tout en gérant le plus grand empire du monde, car (à l'exception, sans doute, de l'Irlande) les colonies n'étaient pas traitées comme faisant partie de la Grande-Bretagne elle-même. Mais même des empires composites comme la Pologne-Lituanie, l'Autriche-Hongrie ou la Russie après la prise de la Finlande et de la Pologne centrale partageaient encore une structure composite particulière. La Grande-Bretagne n'a jamais voulu faire de l'Inde une partie de la Grande-Bretagne; la Russie était impatiente d'abolir l'autonomie qu'elle avait d'abord accordée à la Pologne.

La colonialité et l'impérialité génèrent différents types de sujets

La colonialité crée des sujets coloniaux déclassés, qui peuvent être à peine traités comme des sujets, à peine reconnus comme des êtres humains, transformés en purs objets de la politique coloniale ou en facteurs purement étrangers à isoler de systèmes qui ne trouvent aucun moyen utile de les exploiter. L'impérialisme, en revanche, classe ses sujets et domine les populations en les incorporant dans son système.

La colonialité et l'impérialité tracent des frontières différentes

La colonialité délimite clairement la frontière entre les colonisateurs et les colonisés, même si elle franchit continuellement les frontières géographiques, s'étendant dans des espaces politiquement faibles; les frontières les plus importantes de la colonie ne sont pas territoriales, mais juridiques, entre les sujets colonisateurs et les objets colonisés. L'empire, au contraire, crée des frontières mouvantes où les peuples se mélangent à la jonction des empires, où le pouvoir capillaire des centres impériaux

12. M. Todorova, «On Public Intellectuals and Their Conceptual Frameworks», art. cité, p. 711.

se croise et où les sujets impériaux s'accroissent, contournent ou résistent à ce pouvoir ; ici, les frontières territoriales sont décisives, tandis que les frontières juridiques entre les sujets de l'empire sont rompues dès que les sujets commencent à se battre pour leur position.

La colonisation et l'impérialisme produisent des structures économiques différentes

Les colons et les suzerains exploitent et extraient les ressources locales ou les populations indigènes, produisant des marchandises immédiatement destinées au marché mondial. Les sujets impériaux trouvent leur place dans des systèmes économiques composites mis en place par la conquête, où les anciens systèmes féodaux peuvent être protégés dans l'intérêt de la noblesse, les marchés locaux peuvent être protégés de la concurrence mondiale, les industries nationales peuvent être suscitées dans l'intérêt de l'État impérial et de ses partisans en compétition.

Enfin, le colonialisme et l'impérialisme provoquent différentes formes de résistance

Parce que le colonialisme apparaît aux colonisés comme une force étrangère, l'anticolonialisme tend à se concentrer sur l'élimination de l'élément étranger. L'objet colonial devenant un sujet anticolonial, il met l'accent sur la résistance à quelque chose d'absolument distinct de lui-même, à quelque chose de strictement extérieur, tandis que les traits internes de la société colonisée échappent à la critique nécessaire, à ses propres problèmes non résolus. Dans un mouvement purement anticolonial (non marqué par l'anti-impérialisme ou l'internationalisme anticapitaliste), tout ce qui n'est pas colonial peut être valorisé car dévalué par les colonisateurs. Cette attitude est compréhensible et légitime, mais elle peut avoir pour conséquence tragique de retarder le processus d'autotransformation de la décolonisation. Il peut laisser sans réponse la différenciation interne des sujets coloniaux, ignorant leur stratification économique ou culturelle interne, puisque le mouvement anticolonial cherche à s'unir contre le colonisateur. Mais

l'impérialisme, parce qu'il n'est jamais pur, oblige les mouvements anti-impériaux – lorsqu'ils reconnaissent leur adversaire comme impérial – à se demander qui ils sont.

Cette dernière affirmation mérite d'être clarifiée. Tous les mouvements identifiés comme anticoloniaux ne retardent pas le traitement des problèmes internes de la société colonisée tout en luttant contre une puissance extérieure absolument distincte. De même, tous les mouvements identifiés comme anti-impériaux ne prennent pas au sérieux l'imbrication de la domination externe et intériorisée qui, selon moi, est fondamentale pour l'impérialisme. Ce que je veux dire, c'est que ces différentes formes de résistance sont les conséquences logiques des différentes façons de comprendre la domination. Si ces logiques peuvent être démêlées, nous pourrions mieux identifier quand une lutte anticoloniale peut être la plus urgente, et quand une forme distincte de lutte anti-impériale est de mise.

Un mouvement anti-impérial, s'il reconnaît la nature spécifiquement impériale de ce à quoi il s'oppose, doit s'attaquer dès le départ au problème de sa propre hétérogénéité. Des classes en conflit, des systèmes politiques enchevêtrés et des revendications culturelles concurrentes se mêlent au sein du sujet qui appelle à l'émancipation. Les puissances colonisatrices tendent à homogénéiser les colonisés sous leur contrôle, mais les puissances impériales intègrent leurs sujets tout en les différenciant, et les mouvements anti-impériaux sont obligés de travailler avec cette différence dans le processus d'éradication de l'empire.

Le sujet purement anticolonial peut être présenté comme un sujet pur, précolonial, qui ne pense qu'à éliminer le colonisateur. Le sujet anti-impérial ne peut jamais être pur, car l'empire gouverne par le mélange et l'intégration plutôt que par la séparation et l'excision. Le sujet anti-impérial est mélangé, intégré, et doit se frayer un chemin dans ce marasme.

L'une des grandes tragédies des mouvements historiques de libération nationale en Europe de l'Est est qu'ils ont généralement commencé par comprendre leur statut déshonoré de sujets impériaux, recherchant des modes de libération transnationaux, mais qu'ils se sont ensuite transformés en



quelque chose qui ressemble davantage à des mouvements anticoloniaux, affirmant leur propre pureté nationale et identifiant l'empire comme une force purement extérieure. (Snyder appelle cela, dans le passage cité ci-dessus, le modèle «balkanique» du nationalisme, mais ce n'est pas spécifiquement balkanique, et ne se réfère qu'à un moment dans les mouvements historiques de la région). Dans ce processus, les mouvements ont été largement aidés par les puissances coloniales occidentales, qui ne comprenaient guère les empires orientaux, mais étaient heureuses de projeter les attitudes de leurs propres peuples colonisés sur les sujets d'autres empires.

Dans la mesure où les Ukrainiens luttent contre le colonialisme russe, il est logique d'identifier les Russes d'Ukraine comme des colonisateurs et la culture russe comme une importation étrangère. Et il peut être raisonnable d'aider les Russes d'Ukraine à se débarrasser des caractéristiques coloniales de leur vie culturelle. Mais la lutte anticoloniale, si elle est purement anticoloniale, peut chercher à purifier son propre sujet en déclarant que tout ce qui est russe est l'outil d'un ennemi intérieur à éliminer.

Dans la mesure où les Ukrainiens luttent contre l'impérialisme russe, l'impératif change. Les Russes d'Ukraine, ainsi que les nombreux russophones qui ne se

considèrent pas comme des Russes, apparaissent comme des sujets du même système de classification hiérarchique, et ils peuvent tous combattre ce système ensemble. Ils peuvent combattre non seulement le colonisateur extérieur, mais aussi l'empire qui fait partie de leur système social commun. Et la cible de la lutte n'est pas seulement dans la colonie, mais partout où se trouve l'empire et où il doit être vaincu.

Un mouvement anticolonial réussi libère la périphérie du centre, ce qui n'est pas une mince affaire. Mais un mouvement anti-impérial réussi devrait libérer la périphérie en libérant le centre de lui-même. Cela peut être quelque chose de vraiment monumental.

Joseph Grim Feiberg est anthropologue à l'Institut de sociologie de l'Académie de Slovaquie.

Article paru dans [Commons](#). Traduction Patrick Le Tréhondat

Des pensées décoloniales à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Pierre Madelin

Le 24 février dernier [2022], l'armée russe envahissait l'Ukraine dans le cadre d'une opération militaire de grande ampleur dont le but était de décapiter rapidement le pouvoir ukrainien et de soumettre le pays. Cette invasion brutale, rapidement accompagnée par des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité massifs – bombardements intensifs des infrastructures et des populations civiles, urbicides comme à Marioupol, massacres comme à Boutcha, usage fréquent et parfois même systématique du viol et de la torture – a plongé les gauches mondiales dans un abîme de perplexité. « Des militants d'habitude si résolus dans leur soutien de toutes les victimes de la guerre et du capitalisme sont soudainement devenus extrêmement nuancés et "réflexifs"¹ », ironisait alors le politologue ukrainien Denys Gorbach dans *lundimatin*. De fait, une frange importante de la gauche, de l'Amérique latine à l'Inde en passant par la France, adopta des positions dites « campistes ».

« Vérité criante
On peut avancer
toutes les théories du monde
sur les dessous de cette guerre-ci
rappeler tous les crimes commis
dans le passé
proche ou lointain
par les génocidaires
les esclavagistes
les colonialistes
contre l'ensemble des peuples de la terre
mais on ne pourra pas nier
la vérité simple
criante
irrécusable

1. Denys Gorbach, « Une guerre gênante : que faire lorsque la Russie attaque l'Ukraine mais que tu es de gauche ? », *lundimatin*, 21 mars 2022.

que dans la guerre
qui nous occupe aujourd'hui
les Ukrainiens défendent leur terre
leur liberté
et les soldats russes
agissent
en esclaves aveugles
d'un tyran »
Abdellatif Laâbi

« Qu'est-ce que le campisme ? », s'interrogent les philosophes Pierre Dardot et Christian Laval :

C'est la bêtise politique aux effets les plus sinistres qui consiste à penser qu'il n'y a qu'un seul ennemi. On le définira comme un anti-impérialisme à sens unique. De l'unicité de l'Ennemi découle la conséquence imparable suivante : ceux qui s'opposent à l'ennemi ont droit sinon aux bénédictions, du moins aux excuses, selon le principe que les ennemis de l'Ennemi sont, sinon des amis, du moins des « alliés objectifs » dans un juste combat².

L'influence du campisme

En France, cette position bénéficie de relais politiques, médiatiques et intellectuels influents, qui lui donnent un poids non négligeable auprès d'un public qui, leur faisant confiance, adopte spontanément leurs analyses : Jean-Luc Mélenchon et une grande partie de l'appareil de la France Insoumise, qui ont relayé pendant de nombreuses années des éléments de langage proches de la propagande du Kremlin³, ou les journalistes

2. Pierre Dardot et Christian Laval, « Réinventons l'internationalisme (2/4). La faillite d'un "anti-impérialisme à sens unique" », *Mediapart*, 18 mars 2022.

3. Pour une bonne synthèse concernant les positions de Jean-Luc Mélenchon en matière de politique internatio-



Pierre Rimbert et Serge Halimi du *Monde diplomatique*, qui se défendent de céder au campisme mais qui en ont adopté à bien des reprises le lexique dans l'un des médias les plus entendus de la gauche francophone sur les questions internationales.

Dans le monde, le campisme est présent de longue date dans les analyses de conjoncture proposées par le linguiste américain Noam Chomsky⁴, sans doute l'une des figures les plus influentes de la gauche au niveau international. Également très vigoureux au sein de la gauche latino-américaine, il s'est exprimé dans les positions du président brésilien Lula, affirmant en mai 2022 que Zelensky est «aussi responsable de la guerre que Poutine» et qu'«il voulait la guerre. S'il n'en voulait pas, il aurait négocié un peu plus⁵», ou dans celle de l'ancien président bolivien Evo Morales, pour sa part

nale, voir cette remarquable note de blog de Jean-Yves Pranchère et ses nombreux liens : «L'inutilité du vote utile», *Mediapart*, 27 mars 2022.

4. Pour une critique précise des positions de Chomsky sur la politique internationale, voir la «*Lettre ouverte à Noam Chomsky*» publiée par un groupe d'universitaires; l'article de l'écrivain Syrien Yassin Al-Haj Saleh, «*Chomsky is no Friend of the Syrian Revolution*»; et celui du chercheur français Jonathan Piron, «Y a-t-il un problème Chomsky?», *La Revue nouvelle*, n° 1, 2022/1, p. 90-97.

5. *Le Monde*, 5 mai 2022.

ouvertement rallié à Poutine, dont il saluait l'anniversaire le 7 octobre 2022 par un tweet chaleureux :

Toutes nos félicitations au frère Vladimir Poutine pour son anniversaire. Les peuples dignes, libres et anti-impérialistes accompagnent sa lutte contre l'interventionnisme armé des USA et de l'OTAN. Les USA doivent cesser de porter atteinte à la vie⁶.

Tout en condamnant la plupart du temps l'invasion de l'Ukraine et les exactions de l'armée russe, cette gauche campiste s'est efforcée, usant d'une rhétorique qui se voulait subversive - non-alignée sur les «médias dominants» et leur «voluptueux bourrage de crâne» anti-russe⁷ - mais dont les termes semblaient bien souvent sortir tout droit de la propagande du Kremlin, de minimiser la responsabilité de la Russie si ce n'est dans le déroulement de la guerre, tout au moins dans son déclenchement. Anti-impérialistes «coincés dans les coordonnées des années 1960-1970, d'une part, de la deuxième guerre d'Irak et de la présidence de George Bush Jr, d'autre part⁸» ou souverainistes hantés par le spectre d'une nation française dépossédée de son autonomie stratégique par les forces «euro-atlantistes» s'employèrent à convaincre leurs auditoires respectifs que la responsabilité en dernière instance de cette guerre revenait aux États-Unis et à l'OTAN.

L'«expansion» vers l'Est de l'OTAN après la fin de la guerre froide, d'autant plus intolérable qu'elle aurait trahi d'obscures promesses faites au pouvoir russe dans les années 1990, aurait été menée dans le but d'«encercler» et d'acculer la Russie, agresseur ainsi honteusement transformé en victime. Ce faisant, ils ne semblaient pas réaliser qu'ils cautionnaient l'idée, profondément antidémocratique, selon laquelle le monde doit être partagé entre grandes puissances, chacune d'entre elles disposant d'une «sphère d'influence» non contestée par les autres. Ni qu'ils tiraient de la factualité des «jeux» géopolitiques la conclusion que les États et les

6. <https://twitter.com/evoespueblo/status/1578423391828049924>.

7. Pour reprendre l'expression de Pierre Rimbert et Serge Halimi, plumes du *Monde diplomatique*.

8. *Dixit* Jean-Yves Pranchère, «Anti-impérialisme ou complicité avec l'agression russe?», *Esprit*, mars 2022.

sociétés, en l'occurrence ceux d'Europe de l'Est, pourtant entrés dans l'Alliance de leur plein gré quelle qu'ait pu être par ailleurs la stratégie d'influence des États-Unis pour les y intégrer, auraient dû se conformer à ce jeu. Dès lors, il était en effet naturel à leurs yeux que la Russie, voyant s'échapper vers l'Europe sa périphérie ukrainienne lui revenant de droit, intervienne pour la ramener dans sa sphère.

Certains allèrent même plus loin et, épousant un récit aux accents complotistes, en vinrent à suggérer que les États-Unis avaient tout fait pour provoquer la guerre afin de briser le rapprochement entre l'Europe et la Russie, obligeant ainsi le vieux continent à rester, quant à lui, dans la sphère d'influence américaine. Position où l'on retrouve la trace d'une «vieille grille de lecture géopolitique, selon laquelle l'Eurasie constitue, compte tenu de sa taille, de sa démographie et de ses ressources, la clé de la puissance mondiale. Selon cette vision, les États-Unis savent qu'ils ne font pas le poids s'ils restent isolés sur leur "île" périphérique. Ils poursuivraient donc inlassablement un travail de sape visant à fracturer l'unité eurasiatique, en fomentant des guerres en son sein. La politique américaine consisterait donc à diviser l'Eurasie, pour mieux régner sur le monde⁹».

La Russie, humiliée, encerclée, provoquée, serait en quelque sorte tombée dans le piège qui lui était tendu, déclenchant une guerre certes criminelle, mais néanmoins compréhensible de son point de vue, pour dompter le «cheval de Troie» de l'expansion impérialiste américaine en Europe: l'Ukraine. S'appuyant sur ces postulats discutables et discutés, la gauche campiste, une fois la guerre déclarée, n'a cessé de présenter celle-ci non comme une guerre de libération nationale menée par une «petite nation» face à l'agression de son puissant voisin, mais comme une guerre interimpérialiste entre la Russie et les États-Unis, secondés par le gouvernement «aux ordres» de Zelensky. L'Ukraine, vidée de toute existence et de toute volonté propre, ne serait finalement que le théâtre sanglant de cet affrontement, et les Ukrainien·nes ses acteurs·rices et

ses victimes le plus souvent inconscient·es. «Les ventriloques de Washington mènent la danse sur le Vieux Continent», écrivait ainsi Serge Halimi dans un article au titre évocateur, «Saigner la Russie¹⁰», publié dans *Le Monde diplomatique* du mois de juin.

Les responsabilités ainsi symétrisées, et l'Ukraine en tant qu'entité politique autonome, dotée de sa propre agentivité, ainsi effacée, une conclusion fut rapidement tirée: engageons-nous en faveur de la paix et gardons-nous de donner à Kiev les moyens de sa défense en lui fournissant des armes, car nous risquerions alors non seulement de «mettre de l'huile sur le feu», mais aussi de faire le jeu de l'«Empire» en octroyant un avantage décisif à Washington dans ses ambitions hégémoniques. Non que la paix ne soit pas pour l'Ukraine comme pour le monde un objectif désirable, mais face à un agresseur irrédentiste et idéologiquement radicalisé, ces appels à la paix ont tout d'un vœu pieux, et le refus de soutenir militairement le camp agressé équivaldrait à le livrer à ses bourreaux.

Obsession anti-américaine, méconnaissance de l'histoire post-soviétique et déni de l'agentivité des États et des sociétés qui en sont issus font partie des raisons qui expliquent que cet «anti-impérialisme des imbéciles¹¹», pour reprendre l'heureuse formule de la Syrienne Leïla Al-Shami, véritable naufrage éthique, politique et intellectuel de notre temps, se soit imposé dans des pans entiers de la gauche mondiale. Fort heureusement, et pour s'en tenir au champ intellectuel francophone, de nombreux·ses auteur·trices issu·es des rangs du libéralisme politique, d'un certain trotskisme ou des milieux libertaires et autonomes, se sont employés dès le mois de mars 2022 à dénoncer les faiblesses de ces positions et de leurs présupposés, offrant en ces temps troublés une précieuse ressource à tous·tes ceux et celles qu'indignait la rhétorique campiste¹².

9. Florian Louis cité par Joseph Confavreux et Fabien Escalona dans leur article «Ukraine, cette gauche qui n'a rien appris», *Mediapart*, 27 novembre 2022.

10. Serge Halimi, «Saigner la Russie», *Le Monde diplomatique*, juin 2022.

11. Leïla Al-Shami, «L'«anti-impérialisme» des imbéciles: faire disparaître le peuple syrien par la désinformation», *À l'encontre*, 27 mars 2021.

12. Citons pêle-mêle les Polonais du parti Razem et l'historien ukrainien Taras Bilous dans *Le Courrier d'Europe centrale*, Daria Saburova dans *Contretemps*, Denys Gor-

Un campisme décolonial

Un point n'a cependant peut-être pas été assez souligné par ces différent·es auteur·trices: la gauche campiste n'a pas été cantonnée à des courants politiques souverainistes ou issus d'un marxisme suranné focalisé sur la seule puissance du capitalisme anglo-saxon, elle s'est également exprimée dans des médias et chez des penseur·euses associée·es à la gauche dite «décoloniale».

Dans le monde anglo-saxon, l'historien Sandew Hira, coordinateur du Réseau décolonial international, présentait le 26 février la Russie comme une victime de l'Occident, allant même jusqu'à comparer la diabolisation dont Poutine ferait aujourd'hui l'objet dans les médias occidentaux à celle des populations autochtones des Amériques chez les théologiens aux premiers temps de la colonisation¹³! En France, le média *QG Décolonial* évoquait le 21 février, quelques jours avant l'invasion, «la menace d'un conflit majeur en Ukraine», en imputant la responsabilité au «rapprochement entre l'Ukraine et l'OTAN et à la perspective d'une installation de forces militaires occidentales à ses portes» et au «putsch de Maïdan mené par les forces les plus réactionnaires et anti-russes d'Ukraine avec le soutien sans faille des Occidentaux», qui aurait poussé la Russie à «déployer d'importants moyens militaires à la frontière avec ce pays¹⁴». Et l'auteur du texte d'en conclure à la nécessité d'une dissolution de l'OTAN, persuadé que celle-ci apaiserait la Russie et la conduirait à renoncer à ses appétits guerriers... Mais sans doute aurait-il été malhonnête de tenir ce média, relativement marginal et proche de figures controversées, telle

bach dans *Lundimatin*, Perrine Poupin dans *Mouvements*, Jean-Yves Pranchère dans *Esprit*, Edwy Plenel, Fabien Escalona et Joseph Confavreux dans *Mediapart*, le duo Dardot/Laval et le collectif internationaliste La Cantine syrienne dans le blog de ce même journal, les Brigades éditoriales de solidarité mises en place par les éditions Syllepse, ou bien encore Vincent Présumey dans *Aplutsoc*, pour n'en citer que quelques-un·es.

13. *Decolonial international Network*.

14. <https://qgdecolonial.fr/2022/02/21/edito-46-en-ukraine-comme-ailleurs-lotan-est-ladversaire-de-la-paix/>; voir quelques mois plus tard sur ce même site un appel incantatoire à la paix: <https://qgdecolonial.fr/2022/10/10/plus-que-jamais-contre-la-guerre-plus-que-jamais-pour-la-paix-revolutionnaire/>.

Houria Bouteldja, comme représentatif du champ décolonial.

Aussi me tournais-je vers les positions d'intellectuel·les issu·es de la sphère académique, dans l'espoir d'y trouver des interventions à tout le moins plus nuancées, mais pour aussitôt découvrir que plusieurs figures de proue des études décoloniales, des universitaires parmi les plus influents d'Amérique latine, le Portugais Boaventura de Sousa Santos et deux des membres emblématiques du groupe Modernité/Colonialité¹⁵, le Portoricain Ramon Grosfoguel et l'Argentin Walter Mignolo, avaient été, eux aussi, des agents actifs de diffusion de la propagande russe. Sousa Santos, dans un article publié le 10 mars 2022, évoque ainsi la stratégie de «provocation de la Russie et de neutralisation de l'Europe» mise en place par les États-Unis: «L'expansion de la Russie fut provoquée pour pouvoir ensuite être critiquée¹⁶.» Une thèse réitérée le 23 décembre 2022, dans un entretien où il affirme que l'on assiste en Ukraine à «une guerre entre les États-Unis et la Russie¹⁷». Grosfoguel, de son côté, dans une interview accordée le 8 mars 2022, alla encore plus loin, déclarant que les «États-Unis ont atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixé depuis plusieurs années», en orchestrant à l'aide de «milices nazis» un «coup d'État international pour reprendre le contrôle politique, économique et militaire de l'Europe¹⁸».

Un mois plus tard, alors que l'Ukraine était sous les bombes et que les premières images du massacre de Boutcha parvenaient aux yeux du monde, il évoquait à nouveau, prétendant lutter contre la censure, «une guerre fabriquée aux États-Unis [...] un génocide mené par des néonazis pour exterminer les Ukrainiens russophones [...] et un coup d'État international mené contre la Chine et

15. Pour une bonne présentation de ce groupe et de ces idées, voir Claude Bourguignon et Philippe Colin, «De l'universel au pluriversel. Enjeux et défis du paradigme décolonial», *Raison présente*, n° 199, 2016/3.

16. Boaventura Sousa Santos, «El lamentable papel de Europa en la guerra Rusia: Ucrania y las lágrimas que desató», *Página 12*, 10 mars 2022.

17. Boaventura Sousa Santos, «Ucrânia: "Estamos diante de uma guerra entre os EUA e a Rússia"», *RFI*.

18. Ramon Grosfoguel, «Golpe de Estado internacional de EEUU contra Rusia», *Observatorio de trabajadores, en lucha*, 8 mars 2022.

l'Europe, transformée en néocolonie américaine par l'intermédiaire de la marionnette Zelensky¹⁹.» Mignolo, enfin, s'il n'a pas pris publiquement position sur l'invasion de l'Ukraine de 2022 à ma connaissance, avait salué l'annexion de la Crimée en 2014 sur son blog. Et dans un article publié en 2017, il se félicitait, en l'assimilant à une forme de décolonisation en acte, de «l'émergence de divers projets de désoccidentalisation, parmi lesquels: la réémergence politique de la Chine, le redressement de la Russie après l'humiliation de la fin de l'URSS, qui lui a permis de s'opposer à l'occidentalisation de l'Ukraine et de la Syrie, et la coopération de l'Iran avec la Chine et la Russie²⁰».

Autant dire que je fus surpris en découvrant ces interventions, qui reproduisaient jusque dans ses aspects les plus délirants le discours du Kremlin, tant il me semblait évident que la guerre d'annexion menée par la Russie, vieille puissance impériale et coloniale, aurait dû orienter la solidarité de ces auteurs vers l'Ukraine. La logique de l'anticolonialisme ou de l'anti-impérialisme voudrait en effet que les pays ou les peuples qui le subissent se solidarisent avec ceux qui le subissent ailleurs, même si c'est sous la botte d'une puissance rivale de celle qui les opprime eux-mêmes. Avant d'esquisser des pistes pour comprendre ces propos, je tiens à souligner que, de même qu'il serait abusif de parler de pensée décoloniale en général, abstraction faite de toute hétérogénéité interne à ce courant, il ne saurait être question de suggérer que tous·tes les auteur·trices se revendiquant du champ des études décoloniales les ont adoptées, mais de s'interroger sur les raisons qui ont poussé certain·es de ses plus éminent·es représentant·es à une telle complaisance envers le régime de Poutine. Il est de fait probable que d'autres figures aient pris fait et cause pour l'Ukraine agressée, même si je n'ai pas trouvé de prises de position publiques allant dans ce sens.

Il ne s'agit pas non plus, comme nous le verrons, de rejeter tous les présupposés de

cette pensée. À titre personnel, ayant longtemps vécu au Mexique, j'y avais constaté que la structuration socioraciale du pays, même si elle n'était plus légalement ou constitutionnellement codifiée comme telle, loin d'être purement résiduelle, témoignait à certains égards d'une «colonialité» persistante. En tant que traducteur, j'avais également remarqué, non sans regret, qu'à qualité égale, il m'était beaucoup plus difficile de convaincre un·e éditeur·trice francophone de traduire un ouvrage de sciences sociales quand il était hispanophone que quand il était anglophone; je touchais ainsi du doigt à ces phénomènes de colonialité du savoir et d'*injustice épistémique* pointé à juste titre par les décoloniaux.

En tant qu'écologiste, je ne pouvais pas ignorer que les territoires sacrifiés par l'extractivisme se trouvaient majoritairement dans des pays du Sud, ni que dans d'anciennes colonies le régime plantationnaire hérité de l'esclavage, en verrouillant les trajectoires économiques et écologiques de certains territoires, continuait à avoir des effets dévastateurs sur la santé des habitant·es, comme dans les Antilles françaises, gravement polluées par le chlordécone, pesticide massivement épandu sur les bananeraies pendant plusieurs décennies²¹. L'histoire de l'écologie elle-même n'était pas exempte de pratiques coloniales, de nombreux parcs nationaux, en Amérique, en Afrique et en Asie, ayant été fondés en excluant les populations autochtones qui les habitaient. Quant à l'histoire des idées, je savais également à quel point la philosophie occidentale, et plus encore moderne, tout au moins dans ses expressions dominantes, n'ayant cessé de dévaloriser la Terre et d'ériger des systèmes de pensée anthropocentriques tout en exacerbant le dualisme nature/culture, avait sa part de responsabilité dans la catastrophe en cours.

Attirer l'attention sur les effets asymétriques persistants, sur les sociétés comme sur les milieux, des différentes vagues de colonisation européennes et de l'esclavage, mettre en lumière la double «fracture» coloniale et raciale qui gît au cœur de la

19. «Del golpe de Estado internacional de EEUU al nuevo orden mundial de Rusia», [youtube](#).

20. Walter D. Mignolo, «Coloniality Is Far from Over, and So Must Be Decoloniality», *The University of Chicago Press Journals*.

21. Voir sur ce point l'article de Malcom Ferdinand et Erwan Molinié, «Des pesticides dans les outre-mer français», *Écologie et politique*, n° 63, 2021.

modernité capitaliste par-delà la simple division de la société en classes me semble non seulement légitime, mais nécessaire. À bien des égards, il paraît pertinent, dans différents contextes historiques et géographiques, d'établir une équivalence entre les couples «dominant/dominé» et «centre/périphérie» d'un côté, et les couples «Nord global/Sud global», «Occident/reste du monde» ou encore «Blanc/non-blanc (racisé)» de l'autre.

Une conception culturaliste des rapports de domination

Comment rendre compte, dès lors, de la réaction des penseurs décoloniaux que j'ai cités face à la guerre en Ukraine ? Par certains aspects, l'antiaméricanisme de ces derniers, latino-américain-es pour deux d'entre eux, s'explique par la responsabilité des États-Unis dans la violence à laquelle leur continent a été soumis au 20^e siècle, les conduisant spontanément à voir partout la «main» de la puissance qui a soutenu tant de dictatures, si besoin est par l'intervention militaire, dans leurs propres pays. Sur ce point, leurs positions ne diffèrent pas fondamentalement de celles de campistes comme Jean-Luc Mélenchon lorsque celui-ci déclare qu'il ne croit pas «à une attitude agressive de la Russie ou de la Chine. Seul le monde anglo-saxon a une vision des relations internationales fondée sur l'agression²²».

Mais à cette vision essentialiste et unilatérale des relations internationales s'ajoute chez eux, me semble-t-il, une forme d'essentialisme plus profond, généralement absent des positions souverainistes comme celles de Mélenchon, qu'ils puisent directement dans leur propre élaboration de la pensée décoloniale : la tendance à ériger l'Occident moderne tel qu'il s'est affirmé depuis 1492 et la conquête des Amériques jusqu'à nos jours, ce que Grosfoguel nomme le «système-monde européen/euro-nord-américain moderne/colonial capitaliste/patriarcal²³», en un bloc inchangé et pour ainsi dire interchangeable. Sont ainsi rangés pêle-mêle sous la bannière

de l'«épistémé» moderne-coloniale «le capitalisme et le communisme, la théorie politique des Lumières (libéralisme, républicanisme, Locke, Montesquieu), l'économie politique (Smith) ainsi que son adversaire, le socialisme-communisme²⁴». Quant aux tensions et contradictions internes à l'histoire de l'Europe et de ses idées, elles sont tout simplement effacées, comme le relève à juste titre Daniel Inclan, soulignant qu'il n'y a pas de place dans leurs réflexions pour une «vision dialectique de l'Europe, celle-ci étant présentée comme une unité, comme une substance maligne qui se répand à travers le monde²⁵».

Or ce cadre, à l'intérieur duquel l'analyse des situations concrètes semble céder le pas à une métaphysique de l'histoire où un hyper-sujet tout-puissant détient le quasi-monopole du mal dans le monde, est évidemment inopérant pour saisir la spécificité et la complexité de la guerre en Ukraine, tout comme il n'était guère probant pour comprendre la révolution et la guerre civile syrienne. Un point qui a d'ailleurs été relevé avec justesse par le grand écrivain syrien Yassin Al-Haj Saleh. Si celui-ci critique ici l'approche «postcoloniale», qui renvoie à un courant de pensée légèrement différent, et s'il parle de la Syrie, il me semble néanmoins intéressant de le citer tant sa réflexion s'applique également très bien à l'approche de nos auteurs et à l'Ukraine :

La lecture post-colonialiste ne fournit pas d'outils pertinents pour expliquer et comprendre l'histoire de la Syrie. Ni avant la révolution, ni après. La marginalisation de la cause syrienne dans les milieux de la gauche internationale a grandement partie liée, à mon avis, avec l'hégémonie du prisme postcolonial ou, dans une langue plus classique, avec l'anti-impérialisme hérité des années de guerre froide. Or la cause syrienne vient précisément révolutionner la pensée libératrice mondiale par sa «complexité», comme on l'entend partout dire

22. «Ma ligne, c'est l'indépendance de la France», *Le Figaro*, 12 novembre 2021.

23. Ramon Grosfoguel, «Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global», *Multitudes*, n° 26, 2006.

24. Walter D. Mignolo, «Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobésissance épistémologique», *Mouvements*, n° 73, 2013.

25. Daniel Inclan «La historia en disputa: el problema de la inteligibilidad del pasado», dans Pierre Piel blanca, *máscaras negras, crítica de la razón decolonial*, Mexico, Bajo Tierra, 2020, p. 57.



et répéter. «Complexe», au sens où elle échappe à toute exhaustivité analytique d'un quelconque cadre théorique donné. Or ce réel complexe exige une réflexion complexe, qui dépasse les «salafismes» (dans le sens de poncifs traditionnels et rigides) de la gauche. Nous sommes au cœur d'un processus dont on peut espérer qu'il participe à une révolution de la théorie, faute de théorie de la révolution²⁶.

Bien sûr, certains éléments de la guerre en Ukraine et de ses effets ont pu donner raison à nos auteurs. Ainsi, il est évident que l'accueil privilégié dont bénéficièrent les réfugié·es ukrainien·nes, non seulement par rapport aux réfugié·es syrien·nes, afghan·nes ou soudanais·ses avant elles et eux, mais aussi par rapport aux étudiant·es africain·nes ou sri-lankais·ses qui vivaient en Ukraine et furent souvent refoulé·es à la frontière polonaise, était en partie lié au privilège racial que leur conférait leur blancheur. De même, certains propos tenus sur les Ukrainien·nes fuyant leur pays, qualifié·es d'«Européens de culture» et d'«immigration de grande qualité²⁷», ou encore la déclaration pour le moins polémique de Josep Borell, le vice-président de la commission européenne, comparant

l'Europe à un «jardin» et le reste du monde à une «jungle» menaçante²⁸, avaient d'évidents accents racistes et coloniaux, confirmant à bien des égards la persistance d'une «hiérarchie ethnoraciale globale²⁹». Enfin, il est vrai que la cause ukrainienne, contrairement à la cause syrienne quelques années auparavant ou à la cause palestinienne, a bénéficié d'une visibilité médiatique et d'un soutien diplomatique, économique et militaire important de la part des puissances occidentales, symptomatiques d'une indignation à géométrie variable en matière de respect du droit international.

Mais la critique légitime de ce double standard ne saurait à elle seule expliquer, et encore moins justifier l'absence d'un soutien sans faille à la résistance et la mobilisation massive de la société ukrainienne. Ce manque de solidarité doit également se comprendre à l'aune des limites inhérentes à la pensée de ces auteurs eux-mêmes. En opposant «la peau et les emplacements géo-historiques des migrants du tiers-monde» à la «peau des "Européens de souche" du premier monde³⁰», en affirmant

26. «Entretien avec Yassin Al Haj Saleh», *Diacritik*, 9 décembre 2021.

27. Ellen Salvi, «Réfugiés ukrainiens: l'indignité derrière la solidarité», *Mediapart*, 1^{er} mars 2022.

28. «Billet de Josep Borrell», *Libération*, 19 octobre 2022.

29. Ramon Grosfoguel, «Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global», art. cité.

30. Walter Mignolo, «Géopolitique de la sensibilité et du savoir...», art. cité.

que «l'épistémologie a une couleur³¹» et que «le système-monde renvoie à une articulation spatiale du pouvoir³²» où le fondamentalisme eurocentrique et son prolongement nord-américain, le «plus dangereux de la planète» (Grosfoguel)³³, occupent une place centrale que rien ne semble pouvoir remettre en question, ceux-ci donnent en effet l'impression de postuler une équivalence entre les couples «dominant/dominé» et «centre/périphérie» et les couples «Occident/Sud global» et «Blanc/non-Blanc». Or si cette thèse est à bien des égards pertinente d'un point de vue *historique* (valide aujourd'hui encore dans de nombreux contextes socio-politiques) elle devient en revanche extrêmement problématique lorsqu'elle prend la forme d'une thèse *essentialisante et totalisante*. Elle échoue alors à saisir l'historicité propre de nombreux événements majeurs de notre temps, qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans la continuité de l'histoire coloniale et impériale européenne.

D'un point de vue historique, l'on pourrait bien sûr souligner que la situation du monde n'a jamais correspondu complètement à cette thèse. Même à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, alors qu'une bonne partie du globe était sous domination européenne, que les lois Jim Crow et l'apartheid racial s'imposaient aux États-Unis, consacrant le triomphe du suprémacisme blanc, et que nombre de pays d'Amérique latine étaient gouvernés par des élites postcoloniales désireuses de blanchir leur population par le recours à l'immigration européenne, des pôles de domination indépendants subsistaient ou s'épanouissaient, comme l'empire ottoman, dont les dernières années furent marquées par le génocide des Arméniens, ou l'impérialisme japonais alors en plein essor. Au cœur même de l'Europe, de nombreuses populations immigrées blanches qui n'étaient pas issues de territoires colonisés faisaient l'objet d'une xénophobie virulente allant parfois jusqu'à déclencher des

massacres, comme celui des ouvriers italiens à Aigues-Mortes en France en 1893³⁴, sans même parler de l'antisémitisme omniprésent, qui s'appuyait sur la racialisation d'un «peuple» que rien ne distinguait, d'un point de vue phénotypique, du reste de la population blanche, et qui allait conduire quelques décennies plus tard à la Shoah. Cependant, entre la fin du 15^e siècle et la moitié du 20^e, force est de reconnaître que la position défendue par Mignolo et Grosfoguel est globalement juste, tant la domination de l'«Occident» sur le monde a été massive.

C'est lorsqu'elle entend s'appliquer au monde contemporain dans sa totalité que cette thèse devient plus fragile. À cet égard, nos auteurs gagneraient à se remémorer les travaux d'historien·nes ayant montré qu'aux États-Unis, les immigrant·es italien·nes ou irlandais·es avaient d'abord été «racisé·es» avant d'être intégré·es à la sphère de la blancheur³⁵, ou les travaux d'auteurs ayant soutenu que le concept de Sud global ne renvoie pas nécessairement à un emplacement géographique, qu'il existe des «Nord» à l'intérieur des «Sud», et vice versa. Même si pour la plupart d'entre nous, il ne sera jamais possible de dissocier entièrement le mot Sud du point cardinal auquel il fait originellement référence, ou le mot blancheur de la couleur de peau correspondante, ce remaniement lexical et conceptuel aurait peut-être permis à nos auteurs de «voir» et de reconnaître la souffrance et la résistance des Ukrainien·nes agressé·es au lieu de prendre fait et cause pour leur agresseur, tout aussi blanc et nordique d'ailleurs, mais dont la rhétorique a manifestement le mérite à leurs yeux de s'en prendre à l'«Occident collectif», ennemi désigné de Vladimir Poutine (nous y reviendrons).

«Simplisme historiographique, manichéisme permanent, essentialisme culturaliste, provincialisme latino-américain» font partie des raisons qui expliquent cet échec, auxquelles il faut ajouter une «apparente critique de l'eurocentrisme, qui cache en réalité un occidentalisme tenace», comme l'ont bien mis en évidence Pierre Gaussens

31. Ramon Grosfoguel, «Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global», art. cité.

32. Walter Mignolo, «Géopolitique de la sensibilité et du savoir...», art. cité.

33. «Entretien avec Ramon Grosfoguel», Réseau décolonial.

34. Gérard Noiriel, *Le massacre des Italiens*, Paris, Pluriel, 2018.

35. Nell Irvin Painter, *Histoire des Blancs*, Paris, Max Milo, 2019.

et Gaya Makaran³⁶. Le paradoxe veut en effet que la pensée de ces auteurs, dont l'une des vocations premières, parfaitement légitime, était de critiquer l'«eurocentrisme» et de «provincialiser l'Europe³⁷», est souvent profondément eurocentrée et occidentalocentrée lorsqu'elle se propose de comprendre le présent, la célébration béate de l'Occident et de sa «mission civilisatrice» ayant laissé place à la sempiternelle dénonciation de ses méfaits, sans jamais que sa centralité, même lorsqu'elle ne correspond plus tout à fait aux évolutions du monde contemporain, ne soit véritablement contestée. Il y a là-dedans comme une théologie politique impensée : une cause première (en l'occurrence les États-Unis/l'Occident) et des causes secondes qui en sont toujours le produit dérivé et réactif, voire carrément l'objet passif.

En ceci, le campisme décolonial d'un Mignolo ou d'un Grosfoguel rejoint les autres formes de campisme, qui tendent elles aussi à appréhender le monde au prisme exclusif de l'influence américaine/occidentale. Or ne vaudrait-il pas mieux le penser comme un enchevêtrement complexe et largement imprédictible d'agentivités sociales, politiques et géopolitiques qui ne répondent pas toutes à la puissance étatsunienne, qui ont leurs histoires et leurs dynamiques propres ? Admettre que d'autres peuples, d'autres États et d'autres puissances sont, pour le meilleur et pour le pire, capables d'agir de leur propre chef sans que l'«Occident» ou l'«Empire» ne les aient nécessairement provoquées ou poussées à le faire ?

Cet occidentalocentrisme inversé se retrouve jusque dans la culture historique de la gauche campiste, toutes sensibilités confondues. Si la longue histoire des interventions américaines dans le monde, du coup d'État au Guatemala en 1954 à la guerre en Irak de 2003 en passant par la baie des Cochons à Cuba en 1961, la guerre du Vietnam, le Chili de Pinochet dans les années 1970 et les

Contras nicaraguayennes des années 1980 est relativement bien connue et sans cesse rappelée, une étrange amnésie semble en revanche y entourer l'histoire tout aussi longue des interventions soviétiques dans nombre de ses périphéries, à Berlin en 1953, à Budapest en 1956, à Prague en 1968 ou encore à Varsovie en 1980, sans même parler, dans le cas précis de l'Ukraine, de l'Holodomor³⁸ ou de la déportation des Tatars de Crimée³⁹, alors même que ces différents événements font l'objet d'un grand nombre de travaux d'historien-nes. Une méconnaissance qui apparaît clairement dans la pensée décoloniale de Grosfoguel et de Mignolo, focalisée sur l'Europe de l'Ouest et l'Amérique, et par conséquent incapable de faire place à la diversité des histoires coloniales et de leurs legs. À cet égard, un décolonialisme polycentré pourrait être une perspective féconde.

Certes, à la différence des empires coloniaux espagnol, britannique ou français, qui se sont essentiellement développés «outre-mer», le colonialisme russe a été un colonialisme d'«outre-terre» pour reprendre la judicieuse distinction du géographe Michel Foucher⁴⁰. Ceci explique sans doute qu'il soit moins aisément discernable, puisque les territoires conquis du 17^e siècle jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale l'ont été, par couches successives, en périphérie immédiate du territoire-noyau initial. Et si certains de ces territoires se sont émancipés de la tutelle soviétique après la chute de l'Union, les séquelles de cette longue histoire coloniale restent vives, notamment dans le Caucase et en Asie centrale, où les populations subissent un racisme persistant⁴¹. Ce à quoi il faudrait ajouter que dans les premiers mois de la guerre, ce sont les minorités ethniques de la Fédération de Russie, notamment Bouriates ou Yakoutes, qui ont payé le plus lourd tribut sur le champ de bataille ukrainien, alors que les classes moyennes moscovites ou

36. Pierre Gaussens et Gaya Makaran, «Autopsia de una impostura intelectual», *Critica de la razon decolonial*, p. 21.

37. Pour reprendre le titre d'un texte célèbre de Dipesh Chakrabarty, penseur du postcolonialisme dont rien n'indique, je le précise pour éviter tout malentendu, qu'il ait diffusé les éléments de langage de la propagande russe. Voir *Provincialiser l'Europe, la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Amsterdam, 2015.

38. «Holodomor», *Wikipédia*.

39. «Déportation des Tatars de Crimée», *Wikipédia*.

40. Michel Foucher, *Une guerre coloniale en Europe*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2022.

41. Voir le remarquable article de Mathilde Goanec, «De Bichkek à Kazan, un douloureux réveil postcolonial», dans *Mediapart*, 24 juillet 2022.

saint-pétersbourgeoises, blanches, étaient relativement épargnées.

Une dangereuse convergence avec la propagande des régimes autoritaires

Mais s'il n'en allait que d'un déficit de complexité dans l'analyse, les choses ne seraient finalement pas si graves. Le problème, c'est que ce réductionnisme provoque un aveuglement inquiétant quant à la nature et à la diversité des menaces auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés, quand il ne conduit pas à une complaisance ou une complicité active avec des régimes autoritaires. À cet égard, il semble grand temps d'admettre que nous ne vivons plus dans un système-monde *monocentré*, si tant est que celui-ci ait jamais existé, où l'«Occident blanc» occuperait seul, simplement traversé par des rivalités internes à sa dynamique et à son essence supposées, la position hégémonique, mais dans un système-monde *polycentré*, où la violence autoritaire, nationaliste et raciste peut surgir de toutes parts, sans avoir été ourdie ou provoquée en dernière instance par l'OTAN, la CIA, l'Europe ou quelque autre entité occidentale.

Bien sûr, les puissances occidentales continuent à jouir de nombreux privilèges et à bénéficier d'échanges économiques et écologiques impérialistes et inégaux, tout en assumant, pour la première d'entre elles, les États-Unis, des ambitions hégémoniques persistantes. Bien sûr, l'ethnonationalisme et le suprémacisme blanc ne cessent de gagner du terrain dans l'Amérique de Trump et dans la France de Zemmour où prolifèrent les angoisses de «Grand Remplacement». Mais il faut également compter sur la menace du nationalisme grand-russe, dont on mesure aujourd'hui en Ukraine (et hier en Tchétchénie ou en Syrie) la violence sans limites, sur l'ethnonationalisme et le suprémacisme hindous dans l'Inde de Modi⁴², d'ores et déjà meurtrier pour les musulman·es victimes de pogroms ou pour les *adivasis* (nom par lequel sont désignées les populations autochtones de l'Inde), ou encore sur l'ethnonationalisme et le suprémacisme Han en Chine, où

un processus d'autoracialisation est à l'œuvre au sein de l'ethnie majoritaire, reléguant à un statut inférieur les populations non-Han⁴³, victimes pour certaines d'entre elles, comme les Ouïghours, de crimes contre l'humanité que d'aucun·es n'hésitent plus à qualifier de génocide.

Or la pensée des auteurs décoloniaux que nous avons évoqués, en dénonçant «un objet fétichisé dénommé "Occident", accusé de tout, et le pouvoir occulte universel d'une caste rentière "occidentale"⁴⁴», tout en assimilant sans nuance l'engagement en faveur des «droits humains [...] aux conceptions globales impériales et à la hiérarchie ethno-raciale globale entre Européens et non-Européens⁴⁵», entre malheureusement en résonance avec l'idéologie et la propagande de ces régimes politiques, qui tendent à présenter leur croisade contre l'Occident comme un processus de décolonisation de l'ordre mondial. Ainsi Poutine, égrenant dans son discours du 27 octobre 2022, abondamment commenté, la longue liste des méfaits commis par «l'Occident» au cours de son histoire : la traite d'esclaves, l'extermination des Indien·nes d'Amérique, l'exploitation des ressources en Afrique et en Inde, les guerres coloniales, les bombardements alliés de villes allemandes, la destruction de Hiroshima et de Nagasaki, les guerres de Corée et du Vietnam, etc. Puis poursuivant en affirmant que «la Russie n'acceptera jamais le diktat de l'Occident agressif, néocolonial» ni les manigances des «Européens», de l'«OTAN», des «pays anglo-saxons» et des «États-Unis» pour imposer au monde entier «totalitarisme, despotisme et apartheid», «nationalisme et racisme », avant de conclure : «Ils ne veulent pas que nous soyons libres ; ils veulent que nous soyons une colonie⁴⁶. »

42. «Inde : l'effrayante montée du nationalisme et de l'islamophobie», *Mondialisation*, 29 juin 2022.

43. «Taïwan, Ouïghours : les dérives nationalistes de Xi Jinping», *Mediapart*, 11 octobre 2022.

44. Vincent Présumey, publication du 30 septembre 2022 sur Facebook.

45. Grosfoguel, «Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global», art. cité.

46. Pour une analyse détaillée du discours de Poutine, voir ce remarquable article de Wiktor Stoczowski, «Poutine a-t-il déclaré la guerre à l'Occident?», *Desk Russie*, 14 octobre 2022.

Ainsi Sergueï Lavrov, son ministre des affaires étrangères, renchérissant au cours d'une tournée diplomatique en Afrique :

Notre pays n'a pas terni sa réputation par les crimes sanglants du colonialisme et a toujours sincèrement soutenu les Africains dans leur lutte pour la libération du joug colonial⁴⁷.

Ainsi Erdogan, l'autocrate turc, auteur d'un ouvrage « où transparaît à chaque page la vision d'un monde injuste et binaire : d'un côté l'Occident, les pays colonisateurs et impérialistes, aveuglés par leurs privilèges ; de l'autre les opprimés musulmans⁴⁸ ». En Inde, les philosophes Shaj Mohan et Divya Dwivedi ont mis en lumière la convergence entre certaines théories postcoloniales et l'ultra-nationaliste hindou, unis dans une même dénonciation du caractère « eurocentrique » des demandes de respect des droits humains ou des revendications féministes⁴⁹. Et bien sûr, en Chine, Xi Jinping et le PC, dont l'Occident et ses « valeurs » sont désormais la cible désignée⁵⁰.

Pour revenir plus précisément sur la propagande du régime russe, il faut en effet bien voir qu'elle joue sur deux tableaux. À l'adresse de la droite et de l'extrême droite, qui partage avec Poutine une même volonté de liquider l'héritage de la modernité politique dans ses aspects émancipateurs et démocratiques pour laisser place à un monde où toutes les dominations – capitaliste, raciale, patriarcale, anthropocentrique, etc. – seront libres de s'exprimer sans aucun contrepoint, et où toute opposition sera écrasée par un régime de terreur, elle exalte la tradition et l'autorité, notamment religieuse (avec la bénédiction du patriarche orthodoxe Kiril) tout en mettant l'accent sur la décadence morale de l'Occident sous l'effet conjugué des « envahisseurs » immigrés venus du Sud, de la dévirilisation induite par le féminisme et les

mouvements LGBTQI+, et *last but not least*, du « wokisme » et de la « *cancel culture* » dont la Russie serait aujourd'hui victime.

Mais à l'adresse de nombreux pays du Sud et de certaines franges de l'extrême gauche, notamment décoloniale, elle se présente comme une puissance anti-impérialiste – la Russie libérerait l'Ukraine et les Ukrainien·nes de leur gouvernement à la botte de l'impérialisme américain depuis le « coup d'État de Maïdan » en 2014 – et anti-colonialiste capable d'offrir un contrepoint appréciable à l'hégémonie américaine. C'est évidemment grossier quand on connaît la longue histoire, encore inachevée, du colonialisme russe rappelée précédemment, mais cela marche jusqu'à un certain point. En accusant l'OTAN d'être en dernier ressort le responsable de la guerre et en s'opposant aux livraisons d'armes au nom d'un pacifisme aussi doucereux que faussement vertueux, une certaine gauche semble en effet convaincue qu'un peu d'« équilibre des puissances » et de « multipolarité » ne ferait pas de mal.

Ainsi, soit par naïveté, soit par enfermement dans des bulles idéologiques, elle contribue à son insu à la barbarisation en cours du capitalisme et à l'avènement du monde rêvé par l'extrême droite et par toutes les forces illibérales en présence, quand bien même elle le combat parfois honnêtement par ailleurs. L'idéal d'un monde multipolaire



47. « Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov en tournée pour rassurer et soigner ses partenaires africains », *Le Monde*, 26 juillet 2022.

48. Jean-François Pérouse, « Dans la tête de Recep Tayyip Erdogan », *L'Histoire*, juillet-septembre 2022.

49. Joseph Confavreux, « En Inde, être philosophe peut conduire à la mort », *Mediapart*, 20 mai 2018.

50. Frédéric Lemaître, « L'Occident, ennemi désigné de la Chine », *Le Monde*, 14 octobre 2022. .

n'a évidemment rien de mauvais en soi, mais dans le contexte actuel, force est de constater qu'il n'engagerait malheureusement pas de regain d'autonomie, de liberté et de justice pour les peuples du monde, encore moins un relâchement de la pression extractive et productive de plus en plus infernale exercée sur la Terre. Il s'agirait plutôt d'un monde où les blocs géopolitiques les plus puissants se reconnaîtraient le droit de préserver ou de rétablir en interne les ordres sociaux les plus brutaux et inégalitaires, si besoin est en perpétrant toutes sortes de crimes atroces sans que personne n'y trouve rien à redire (ah la souveraineté!) tout en jouissant à leur périphérie d'une sphère d'influence vassalisée et non contestée par les autres blocs. Bref, un monde où chacun pourrait vaquer à ses petits massacres comme bon lui semble, et où toute la fragile architecture normative des relations internationales érigée depuis des décennies, fondée malgré ses immenses imperfections, inachèvements et hypocrisies sur une référence de principe au respect du droit des peuples à l'autodétermination, des droits humains et des libertés fondamentales, serait liquidée. Une Syrie mondialisée sur fond d'effondrement des conditions d'habitabilité de la Terre, voilà aujourd'hui le véritable horizon du « non-alignement » et de la « multipolarité ».

Dans un texte remarquable, « La multipolarité, le mantra de l'autoritarisme⁵¹ », la féministe indienne Kavita Krishnan a bien mis en lumière la convergence objective qui s'opère entre certaines critiques de l'« Occident » venues de la gauche et l'idéologie de régimes nationalistes et autoritaires qui cherchent à discréditer toute référence à l'universalisme, à la démocratie et aux droits humains – tout en incarcérant les militant·es qui les défendent, accusé·es d'être des « agent·es de l'étranger » – au prétexte de leur supposée « essence » occidentale, et donc coloniale :

La multipolarité est la boussole qui oriente la compréhension de la gauche dans les relations internationales. Tous les courants de la gauche en Inde et dans le monde plaident depuis longtemps pour un monde multipolaire par opposition à un monde

unipolaire dominé par les États-Unis impérialistes.

Dans le même temps, la multipolarité est devenue la clé de voûte du langage commun des fascismes et des autoritarismes mondiaux. C'est un cri de ralliement pour les despotes, qui leur sert à déguiser leur guerre contre la démocratie en guerre contre l'impérialisme. Le déploiement de la multipolarité pour déguiser et légitimer le despotisme est rendu possible par l'acceptation retentissante par la gauche mondiale de la multipolarité en tant qu'expression bienvenue de la démocratisation anti-impérialiste des relations internationales.

En définissant sa réponse aux confrontations politiques au sein ou entre les États-nations comme une option à somme nulle entre l'approbation de la multipolarité ou de l'unipolarité, la gauche perpétue une fiction qui, même à son meilleur, a toujours été trompeuse et inexacte. Mais cette fiction est ouvertement dangereuse aujourd'hui, servant uniquement de dispositif narratif et dramatique pour attribuer des rôles flatteurs aux fascistes et aux autoritaires.

Les conséquences malheureuses de l'engagement de la gauche en faveur d'une multipolarité sans valeur sont illustrées de manière très frappante dans le cas de sa réponse à l'invasion russe de l'Ukraine. La gauche mondiale et indienne ont légitimé et amplifié (à des degrés divers) le discours fasciste russe, en défendant l'invasion comme un défi multipolaire à l'impérialisme unipolaire dirigé par les États-Unis.

Conclusion

De cette convergence entre les positions de certains représentants de l'un des courants les plus en vue de la gauche radicale contemporaine, spontanément associé au camp de l'émancipation, et la rhétorique de certains des pires régimes politiques de notre temps, que conclure? Il serait bien évidemment absurde d'en déduire que tout doit être rejeté dans la pensée décoloniale en général. En revanche, pour échapper au campisme, il semble indispensable que des auteurs importants de ce champ, comme Grosfoguel et Mignolo, renoncent à leurs tendances totalisantes et essentialisantes au profit d'approches circonscrites et historicisées, historicisation qui pourrait elle-même

51. Kavita Krishnan « La multipolarité, le mantra de l'autoritarisme », *Aplutsoc*, 24 décembre 2022.

conduire au décolonialisme polycentré que j'évoquais, ce qui permettrait notamment de mieux penser, par-delà la relation entre l'Europe de l'Ouest et ses anciennes colonies, la situation spécifique des espaces post-soviétiques, comme le font par exemple les chercheuses ukrainien·nes Adrian Ivakhiv⁵² et Hanna Perekhoda⁵³.

De ce point de vue, il pourrait être intéressant de s'inspirer des zapatistes du Mexique. Engagé·es de longue date dans une lutte aux accents décoloniaux contre le capitalisme et l'État mexicain, ils n'ont rien cédé au campisme, et le 13 mars 2022, ils défilaient par milliers dans les villes du Chiapas en soutien à la résistance ukrainienne et aux cris de «Poutine dehors!». Dans un deuxième temps, il conviendrait également d'admettre que toutes les dominations politiques ne peuvent pas pour autant être pensées au prisme du concept de «colonialité», que nombre d'entre elles s'inscrivent dans d'autres dynamiques historiques. Enfin, en renonçant aux approches culturalistes de la domination, il serait possible de se focaliser sur l'analyse des différences proprement politiques entre les États qui s'affrontent aujourd'hui sur la scène internationale et d'échapper ainsi au relativisme de tous·tes ceux et celles qui semblent persuadé·es que «dans la nuit du capitalisme tardif, tous les régimes sont gris⁵⁴.»

Il faut bien sûr se garder de céder à la rhétorique du «monde libre» brandie par des élites néolibérales hypocrites qui se posent en défenseuses de «valeurs» qu'elles ne cessent par ailleurs de bafouer, abandonnant des personnes migrantes à une mort certaine en Méditerranée et parfois même des peuples entiers, comme en Syrie, à leur anéantissement programmé. Mais tout en restant vigilants face au cynisme de nos gouvernants, tentés de sanctuariser les tendances les plus inégalitaires et écocides de

nos sociétés en brandissant la menace du «il y a pire ailleurs», il est primordial de reconnaître que la guerre de libération nationale ukrainienne est aussi un affrontement entre une dictature criminelle, qui n'esquisse pour tout avenir que la multiplication des ruines et des charniers, et un régime où l'arbitraire du capitalisme et de l'État est contrebalancé par des institutions et des contre-pouvoirs (sociaux, médiatiques, intellectuels) permettant de garantir un minimum de vitalité démocratique et d'État de droit, de telle sorte que des percées émancipatrices y sont possibles et que l'avenir y est ouvert à la contestation. L'historien Taras Bilous, auquel je laisserai le mot de la fin, remarque à ce propos que s'il avait été irakien en 2003, il aurait condamné l'agression américaine mais ne se serait pas risqué à défendre le régime de Saddam Hussein. En tant qu'Ukrainien, en 2023, il s'est en revanche engagé sans hésitation dans les forces de défense territoriale pour défendre «la fragile démocratie ukrainienne qui, loin d'être parfaite, mérite néanmoins d'être protégée du régime parafasciste de Poutine⁵⁵».

Pierre Madelin vit à San Cristóbal de Las Casas (État du Chiapas, Mexique). Il a notamment publié *Après le capitalisme : essai d'écologie politique*, Montréal, Écosociété, 2017 et *La tentation écofasciste*, Montréal, Écosociété, 2023.

Source : *Lundi matin*, 28 mars 2024.

52. Adrian Ivakhiv, «Decolonialism and the Invasion of Ukraine», *eflux*, 23 mars 2022.

53. Hanna Perekhoda, «Why Does Russia Still Think in Imperialist Categories and Does Not Recognize the Agency of Ukrainians? What Is Subaltern and What Does Colonialism Have to Do With It?», *Zaborona*, 15 décembre 2022.

54. Fabien Escalona et Jonseph Confavreux, «Ukraine : cette gauche qui n'a rien appris», *Mediapart*, 27 novembre 2022.

55. Taras Bilous, «La démocratie ukrainienne, loin d'être parfaite, mérite d'être protégée du régime parafasciste de Poutine», *Le Courrier d'Europe centrale*, 18 mai 2022.

À propos des révolutions déficientes et des tendances autoritaires

Volodymyr Ishchenko

Ferenc Laczó

Dans votre nouveau livre vous insistez sur le fait que l'Ukraine contemporaine doit être interprétée de manière à contribuer à notre compréhension des processus mondiaux. Vous lancez ainsi un appel à une déprovincialisation plus productive des discussions qui irait au-delà des tentatives actuelles d'inclure les voix ukrainiennes dans ce que l'on appelle généralement, bien que de manière quelque peu imprécise, des «projets de décolonisation».

Quelles sont, selon vous, certaines des lacunes des discussions internationales dominantes sur l'Ukraine aujourd'hui, et comment l'étude et les interprétations de ce pays pourraient-elles devenir plus fructueuses ?

Volodymyr Ishchenko

Les discussions sur l'Ukraine, ou sur les pays post-soviétiques, et peut-être même sur l'ensemble de l'Europe de l'Est, ont souffert de provincialisme dès le début. Il ne s'agit pas d'une évolution très récente, elle a commencé par la façon dont le socialisme d'État était considéré comme une anomalie. Puis le socialisme d'État s'est effondré et la question s'est posée de savoir à quels pays comparer l'Ukraine. D'autres pays post-soviétiques, l'Europe de l'Est, la Chine et le Vietnam ont été les cas presque exclusifs d'une analyse comparative de l'Ukraine. Les tentatives de placer l'Ukraine dans des discussions différentes qui incluraient l'Amérique latine, l'Afrique, d'autres parties de l'Asie et le Moyen-Orient ont été plutôt rares.

La façon la plus typique de globaliser la discussion sur les pays post-soviétiques, y compris l'Ukraine, était l'agenda de Fukuyama - non pas dans le sens où tout le monde croyait à la fin de l'histoire, mais la plupart des gens répondaient aux questions de

Fukuyama - est-ce une voie vers la démocratisation, vers la démocratie libérale, ou, si ce n'est pas le cas, pourquoi exactement ? Le problème n'est pas seulement qu'il s'agissait d'un récit et d'un paradigme superficiels et très spécifiques à une classe, mais que lorsque vous commencez à répondre aux questions - par exemple, pourquoi l'Ukraine est-elle une démocratie déficiente, ou une démocratie tout court, ou pourquoi la Russie n'est-elle pas démocratique - vous entrez dans des histoires très particulières.

Dans le cas de l'Ukraine, il s'agit de la fameuse division entre l'Est et l'Ouest. Une façon de répondre à la question de savoir pourquoi l'Ukraine est plus démocratique que la Russie serait de dire qu'elle est pluraliste par défaut. Il s'agit d'une réponse bien connue du politologue Lucan Way. Ou si la question est de savoir pourquoi l'Ukraine n'est pas aussi démocratique que l'Europe occidentale, nous faisons également référence à ces divisions internes parce qu'elles empêchent la construction d'un État-nation moderne doté de toutes les institutions démocratiques libérales nécessaires.

Quoi qu'il en soit, nous entrons dans des détails particularistes qui ne nous permettent pas d'élaborer et de globaliser cette discussion.

« Les réponses à ces questions sur les problèmes de démocratie en Ukraine ou dans la région post-soviétique au sens large, qui incluraient, par exemple, des concepts tels que le néolibéralisme, le concept de périphérisation de l'analyse du système mondial ou le concept de dépendance dans les

théories de la dépendance, sont généralement très rares.»

Cela est directement lié au type de personnes qui étudient l'Ukraine et à l'agenda politique dans lequel elles le font. Cela concerne également l'état des intellectuels de la société civile dans notre partie du monde. Les personnes les plus à gauche et les plus critiques à l'égard du néolibéralisme, de la dépendance ou du néocolonialisme étudieront avant tout l'Amérique latine ou l'Afrique. Un autre type de personnes étudie l'Ukraine, à la fois dans les pays occidentaux et en Ukraine.

Puis la guerre a commencé et l'attention mondiale s'est tournée vers l'Ukraine. Mais le problème est que l'exceptionnalisme dans les discussions sur l'Ukraine n'a fait qu'augmenter. Le problème n'est pas vraiment résolu, malgré tous les efforts déployés pour mettre l'Ukraine au premier plan de l'agenda mondial, et ce pour de bonnes raisons.

«La manière dont nous discutons de l'Ukraine intensifie l'exceptionnalisme.»

Il y a plusieurs raisons à cela. La première est la propagande de guerre. Par exemple, les gens ont tendance à dire que c'est la société civile exceptionnellement dynamique, qui est extraordinairement résistante, qui a arrêté l'agression russe. Ou encore que l'Ukraine est, une fois de plus, exceptionnellement démocratique par rapport au Bélarus, à la Russie, etc. Il y a également une résistance à la prétendue relativisation de ce que fait la Russie. C'est le cas, par exemple, lorsque les guerres dans d'autres parties du monde et leurs atrocités sont comparées. Il s'agit là d'exemples parmi les plus extrêmes.

Un autre problème est que certaines des autres comparaisons, récits et paradigmes qui sont en fait importants pour comprendre l'Ukraine et son histoire, en particulier dans l'Union soviétique ou même avant l'Union soviétique, sont devenus gênants au moment où un récit très spécifique de construction de la nation est si proéminent. Il est devenu extrêmement inconfortable de discuter du fait qu'en Union soviétique, l'Ukraine était en fait un pays en voie de modernisation et de développement.

«Les concepts, les programmes et les paradigmes qui pourraient réellement déprovincialiser l'histoire de l'Ukraine, l'ajouter aux discussions mondiales ou créer un dialogue avec l'Amérique latine ou l'Afrique, deviennent difficiles pour des raisons politiques évidentes.»

Dans ce contexte, la «décolonisation» est censée permettre de raconter l'histoire de l'Ukraine de manière plus globale. Une grande partie du monde a connu la décolonisation. Mais encore une fois, de quelle manière discutons-nous de la décolonisation en relation avec l'Ukraine? Il s'agit d'un type de décolonisation très différent de ce qui s'est passé, par exemple, dans la plupart des pays dits du tiers-monde au milieu du 20^e siècle. Ces projets de décolonisation étaient immédiatement liés à l'agenda développementaliste qui consistait à construire un État solide avec un secteur public fort et à développer les domaines de l'économie qui étaient sous-développés sous la domination coloniale.

L'Ukraine a aujourd'hui un programme complètement différent avec l'improvisation néolibérale et toute la discussion sur la décolonisation entre dans un domaine exclusivement symbolique, restant fondamentalement une question d'identités. Mais tout cela nous ramène à la question des spécificités de l'impérialisme russe et à la mesure dans laquelle nous pouvons considérer ce qui se passe actuellement en Ukraine comme une manifestation de l'impérialisme russe. Pour des raisons évidentes, cela ne correspond pas à l'analyse léniniste classique de l'impérialisme en tant que stade suprême du capitalisme. Cela ne signifie pas que c'est la seule façon d'analyser l'impérialisme, mais nous devons avoir de meilleurs concepts pour dire qu'il y a un impérialisme russe et qu'il se manifeste dans la guerre en Ukraine. Dire simplement qu'«un grand pays a attaqué un petit pays, c'est donc de l'impérialisme» n'est qu'une description tautologique superficielle, ce n'est pas un concept théorique.

Pour résoudre ce problème, les gens se tournent vers une interprétation très spécifique et contestée de l'histoire des relations

entre la Russie et l'Ukraine et de l'identité ukrainienne. L'argument «Écouter les voix» est un programme fondamentalement particulariste. Dans le cas de l'Ukraine, il s'agit de l'agenda de la politique identitaire nationaliste ukrainienne.

«Il existe d'autres aspects de l'histoire ukrainienne et de la politique ukrainienne contemporaine qui sont beaucoup plus intéressants, beaucoup plus racontables et beaucoup plus compréhensibles pour la majeure partie de l'humanité.»

Il s'agit notamment de la participation de l'Ukraine à la révolution bolchevique, à la construction de l'État soviétique, à la Seconde Guerre mondiale et à la lutte contre l'Allemagne nazie, ainsi qu'aux percées scientifiques et technologiques de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Mais pour des raisons politiques, principalement pour soutenir un projet très spécifique de construction de la nation ukrainienne, cette partie de l'histoire est passée sous silence, au détriment de la discussion sur l'Ukraine.

Par ailleurs, il existe de riches concepts théoriques qui peuvent émerger de l'Ukraine. L'un d'entre eux concerne les révolutions de Maïdan et renvoie au problème de savoir pourquoi les révolutions contemporaines n'entraînent pas de changements révolutionnaires. Nous pourrions également étudier le populisme contemporain dans le cas de Zelensky. Nous pourrions également étudier la dégradation néolibérale du secteur public hautement développé qui a subsisté après le socialisme d'État. Il ne s'agit pas d'histoires à dormir debout. Cependant, elles pourraient en fait être plus compréhensibles, mieux traduites pour les publics internationaux, et elles pourraient réellement faire progresser notre compréhension de questions globales et universellement pertinentes.

Lorena Drakula

Dans les discussions générales sur l'Ukraine, il est souvent mentionné que l'Euromaïdan a transcendé les clivages régionaux et annoncé l'unité nationale. Votre analyse s'attaque à cette représentation et brosse un

tableau plus complexe. Selon votre interprétation, les deux principaux soulèvements du début du 21^e siècle en Ukraine ont apporté «des solutions déficientes à des problèmes très réels de représentation politique». Bien que ces soulèvements aient eu des aspirations révolutionnaires et des répertoires d'action collective, vous affirmez qu'ils ont été combinés à des programmes vaguement articulés, à des structures de mobilisation lâches et à un leadership faible et dispersé. Vous affirmez notamment que l'Euromaïdan s'apparentait à un soulèvement armé qui répondait à la violence sporadique du gouvernement par sa propre violence, qu'il était fortement déséquilibré en termes de soutien régional et qu'il comportait une présence significative de l'extrême droite. Pourriez-vous expliquer ce qui a conduit à ces révolutions déficientes et quels sont, selon vous, leurs principaux résultats?

Volodymyr Ishchenko

La question des révolutions ukrainiennes du Maïdan est l'un des moyens de raconter une histoire globale sur l'Ukraine. Au lieu d'entrer dans les détails de la structure régionale ukrainienne, pensons au fait qu'il y a eu trois révolutions au cours de la vie d'une seule génération – en 1990, la révolution sur le granit, en 2004, la révolution dite orange, et en 2014, la dernière révolution, la plus massive et la plus violente, Euromaïdan, qui pourrait ne pas être la dernière. Ces révolutions étaient des réponses à la crise de la représentation politique ou, en termes plus gramsciens, à une crise d'hégémonie, qui n'existe évidemment pas qu'en Ukraine ou dans les pays post-soviétiques.

Il pourrait y avoir une crise extraordinairement profonde de la représentation politique en Ukraine. Mais il s'agit là d'un exceptionnalisme en termes de quantité et non de qualité. Nous pouvons observer des tendances assez similaires même dans les prétendues démocraties libérales consolidées d'Europe occidentale, en Amérique latine, en Afrique et partout où le peuple se sent de moins en moins représenté par les élites et les partis politiques dominants. Ce lien entre les représentants politiques dans la sphère publique et leur base sociale – les groupes sociaux qu'ils sont censés représenter – est devenu de plus en plus faible.



Il existe différentes réponses à la crise de la représentation politique. Certains se désintéressent de la politique, ne votent pas et font de moins en moins confiance au gouvernement et aux hommes politiques. D'autres rejoignent les mouvements populistes, votent pour des partis anti-establishment - de gauche comme de droite - et pour des personnalités comme Trump ou pour le Brexit. Certains passent à la violence. La réponse à cette crise mondiale pourrait être différente en fonction des circonstances et des conditions locales concrètes. Dans des pays comme l'Ukraine, nous avons assisté à une escalade des révolutions au cours des dernières décennies, mais l'Ukraine n'est évidemment pas une exception mais s'inscrit dans cette tendance. Le printemps arabe en est un autre exemple frappant, de même que les manifestations massives en Amérique latine, les révolutions ou les coups d'État dans divers pays africains.

« Dans le contexte d'un régime politique comme l'Ukraine, qui est quelque peu pluraliste et dont les institutions démocratiques libérales sont faibles, mais dont les candidats aux postes de dirigeants autoritaires sont également

faibles, nous voyons cette escalade des révolutions comme une réponse spécifique à un problème mondial. »

Mais pourquoi cette escalade des révolutions? Parce que ces révolutions ne résolvent pas la crise de fond à laquelle elles répondent. Les peuples ne se sentent toujours pas représentés par l'élite politique. Ils descendent dans la rue, commencent à protester et veulent une vie meilleure, des gouvernements plus responsables, moins de corruption et plus d'égalité, mais ces demandes ne sont généralement que vaguement formulées. La seule chose qui unit généralement les participants à ces révolutions contemporaines est de se débarrasser du dirigeant ou du parti au pouvoir. Les manifestations sont très peu organisées et n'ont qu'un faible leadership organique.

« Les révolutions reproduisent la crise même à laquelle elles répondaient. L'étape suivante consistera à organiser une autre révolution Maïdan pour résoudre le même problème. »

Cette situation révolutionnaire crée des opportunités pour des groupes spécifiques avec des agendas particuliers de les exploiter dans une mesure qui n'était pas possible auparavant. Les nationalistes radicaux qui ont participé à la révolution de l'Euromaïdan, qui constituaient en fait une petite minorité des participants, ont réussi à généraliser les slogans qui, dans les années post-soviétiques, n'étaient utilisés que dans la sous-culture de droite avant l'Euromaïdan. Aujourd'hui, ce sont des salutations officielles. Les ONG néolibérales, qui dépendent généralement des donateurs occidentaux et qui représentent un groupe restreint de la classe moyenne, ont l'occasion de s'exprimer au nom de la soi-disant « société civile ukrainienne » et, par extension, au nom de la société ukrainienne dans son ensemble. Et ce, en dépit de leur programme et des réformes néolibérales qu'ils proposent et imposent au gouvernement, et qui, bien souvent, ne sont pas soutenues par la majorité de la population. Si vous regardez les sondages d'opinion, vous constaterez qu'il en va de même pour

certaines des réformes nationalistes qui ont eu lieu après la révolution Euromaïdan.

Nous avons donc une disjonction entre les agendas et les intérêts qui prennent de l'importance après la révolution et les attentes de la majorité qui ne participait pas simplement à des campagnes de protestation, pas simplement à un camp de tentes, mais qui croyait participer à une révolution. Ils avaient de vagues attentes quant à un changement radical pour le mieux qui ne s'est pas produit. Cette dynamique n'est pas propre à l'Ukraine.

« L'Ukraine présente peut-être une version extrême - trois révolutions en seulement vingt-cinq ans - mais il s'agit d'un processus mondial majeur. Nous avons de plus en plus de révolutions qui sont de moins en moins révolutionnaires. »

Qu'est-il arrivé aux révolutions contemporaines? Pourquoi n'apportent-elles pas de transformations révolutionnaires? Où sont passées les révolutions sociales, qui ont entraîné des transformations rapides et fondamentales des structures de classe et d'État? Ces questions sont à l'ordre du jour d'éminents spécialistes des sciences sociales comme Mark Beissinger, qui a également participé au podcast «Review of Democracy». Son livre, *Revolutionary Cities*¹, est une contribution majeure et méthodologiquement rigoureuse à la compréhension de ce qui ne va pas avec les révolutions contemporaines. Dans un livre récent et plus journalistique, *If We Burn: The Mass Protest Decade and the Missing Revolution*² (Si nous brûlons: la décennie des protestations de masse et la révolution manquante), Vincent Bevins publie des rapports sur une douzaine de pays à travers le monde concernant une décennie de soulèvements et de révolutions ratés qui n'ont pas apporté de changements pour le mieux, mais qui ont surtout reproduit

1. Mark R. Beissinger, *The Revolutionary City: Urbanization and the Global Transformation of Rebellion*, Princeton, Princeton University Press, 2012.

2. Vincent bevins, *If We Burn: The Mass Protest Decade and the Missing Revolution*, New York, Public Affairs, 2023.

et peut-être même intensifié les crises auxquelles ils répondaient.

L'Ukraine est donc un cas très important. C'est un cas paradigmatique des révolutions déficientes contemporaines. Mais cela peut ne pas sembler commode pour les personnes qui sont très investies dans les agendas liés à la guerre.

Ferenc Laczó

Vous affirmez également dans l'ouvrage que pour comprendre les clivages politiques ukrainiens, nous devrions réfléchir à la dynamique de la révolution sociale et de classe. Dans ce contexte, vous affirmez que ce qui se cache derrière le clivage régional souvent évoqué entre l'Ukraine orientale et occidentale est en fait un conflit de classe avec des camps politiques profondément asymétriques. Comment compareriez-vous les deux camps politiques - ou peut-être même plus - actifs en Ukraine, et comment décririez-vous l'évolution de leurs relations?

Volodymyr Ishchenko

Il s'agit là d'une autre excellente occasion de discuter de l'Ukraine d'une manière beaucoup plus déprovincialisée. Une façon d'aborder cette question est d'analyser les clivages régionaux comme provenant d'un conflit ethnolinguistique entre les Ukrainiens de langue ukrainienne et les Ukrainiens de langue russe, ou comme provenant de cultures régionales divergentes issues des différentes histoires des territoires ukrainiens qui étaient auparavant contrôlés par l'Empire des Habsbourg ou l'Empire Romanov. Une autre approche consisterait à affirmer qu'il n'y a pas de conflit social derrière les clivages politiques en Ukraine. La notion même de «deux Ukraine» est une manipulation des élites à des fins électorales et l'héritage de la domination russe, qui recouvre une réalité sociale beaucoup plus fluide et diversifiée de «vingt-deux Ukraine» (selon l'expression d'un éminent historien ukrainien, Yaroslav Hrytsak). Au lieu de ces deux façons typiques et assez particularistes d'aborder la question, on pourrait considérer cette division comme l'histoire d'une modernisation inégale - la perspective qui permet d'inscrire le clivage dans des processus globaux.

Revenons aux empires russe et habsbourgeois au début du 20^e siècle: au début de la

Première Guerre mondiale, la majorité de la population ukrainienne de Galicie, contrôlée par l'empire habsbourgeois, était alphabétisée et les enfants allaient à l'école. L'école est un mécanisme très important, sinon le plus important, par lequel les paysans acquièrent une identité nationale, par lequel ils acquièrent la conviction qu'ils n'appartiennent pas simplement à leur village ou à leur localité, mais à la nation ukrainienne qui a une très longue histoire de vie sur un territoire aux frontières spécifiques et très souvent contestées et distinct des nations voisines. En revanche, dans l'empire russe, une grande majorité d'Ukrainiens sont restés analphabètes à cette époque. C'est la raison pour laquelle l'identité des «petits Russes», les *Malorosi*, en tant que branche du peuple russe avec les «grands Russes» et les «Russes blancs» (Biélorusses), n'est restée qu'une relique historique et ne s'est pas profondément enracinée parmi les Ukrainiens. Elle n'est restée une identité pertinente que pour une très petite minorité de personnes vivant en Ukraine à cette époque. Le politologue Keith Darden a analysé en détail le rôle crucial du processus inégal de scolarisation de masse dans les anciens empires européens dans les divisions politiques contemporaines de l'Ukraine et d'une plus grande région d'Europe de l'Est.

Ces différences en matière d'alphabétisation résultent de l'inégalité de la modernisation. L'empire des Habsbourg s'est modernisé plus rapidement que l'empire russe. Cette situation a changé dans l'Union soviétique, mais le concept soviétique des Ukrainiens était très différent. Les Ukrainiens n'étaient pas considérés comme une branche du grand peuple russe, mais comme une nation distincte, même si elle entretenait des relations fraternelles avec les Russes. L'Ukraine s'est immensément modernisée pendant l'ère soviétique, ce qui a créé une base pour une compréhension globale de l'identité ukrainienne. Cependant, le mouvement de modernisation soviétique a commencé à ralentir et à se dégrader bien avant l'effondrement de l'Union soviétique, et c'est là que nous voyons les sources et l'intensification de la crise de la représentation politique lorsque la bureaucratie communiste a commencé à être perçue par les masses de citoyens soviétiques comme ne se souciant

que de leurs intérêts corporatistes et comme manipulant l'idéologie communiste.

Dans les années post-soviétiques, cette crise politique n'a pas été résolue mais s'est au contraire aggravée. La classe dirigeante post-soviétique ne disposait d'aucune source de légitimité - ni traditionnelle, ni idéologique, ni religieuse - pour la privatisation rapide et à grande échelle de la propriété. Elle était largement perçue - et l'est encore aujourd'hui - comme une «mafia» qui vole le peuple. Dans le même temps, lorsque l'appareil hégémonique communiste s'est dégradé, la plupart des citoyens ordinaires de l'ère post-soviétique se sont atomisés et désorganisés. Les grèves de masse ont diminué depuis le début des années 1990. Voici les racines du clivage ukrainien.

«Le clivage entre les camps “occidental” et “oriental” semblait symétrique sur les cartes électorales, mais il était immensément asymétrique dans les coalitions de classe qui se tenaient derrière les deux camps et dans leur capacité politique.»

Le clivage «régional» de l'Ukraine était fondamentalement une manifestation nationale spécifique du conflit de classe qui traversait la plupart des pays post-soviétiques dans le contexte de la crise hégémonique. Ce même conflit a structuré la politique, non seulement de pays comme le Belarus ou la Moldavie, dont la dimension ethnolinguistique est quelque peu similaire, mais aussi de pays monoethniques comme l'Arménie et, surtout, de la Russie elle-même.

D'un côté de ce clivage, en Ukraine, il y avait un camp dit «pro-russe» ou, je dirais simplement, «oriental» de la politique ukrainienne, qui reflétait principalement les intérêts de la classe dirigeante post-soviétique, généralement appelée «oligarques», bien que «capitalistes politiques» soit un concept théorique approprié pour eux, qui a été spécifiquement développé en relation avec le post-socialisme par, par exemple, Ivan Szelenyi et Branko Milanović. Les capitalistes politiques pouvaient compter exclusivement sur le soutien passif de certains secteurs de la classe ouvrière, principalement ceux qui

travaillaient dans le secteur public ou dans l'industrie lourde. Ils ont été typiquement qualifiés de «pro-russes»; cependant, ils ne pouvaient offrir aucun développement «pro-russe» à l'Ukraine. Le *soft power* de tout ce que la Russie pouvait offrir était bien plus faible que le *soft power* de l'intégration euro-atlantique occidentale, qui connaissait également de très gros problèmes, mais il n'en reste pas moins que le camp dit «pro-russe» était fondamentalement un camp «pro-stabilité», ce qui signifie une perpétuation de la crise et de la stagnation. Nous ne parlons pas de la stabilité de la Suisse, mais de la «stabilité» d'un État post-soviétique stagnant et dégradé, où il y avait un besoin de développement et de changement.

Le camp pro-occidental était soutenu par une coalition de classes très différente. Les classes moyennes professionnelles étaient beaucoup plus représentées dans ce camp, et elles étaient alliées au capital transnational et à certains des représentants les plus opportunistes et dissidents de l'élite politique capitaliste. Elles s'appuyaient sur d'autres groupes de travailleurs plus intégrés dans les marchés occidentaux, tels que les travailleurs immigrés dans l'UE ou les employés des technologies de l'information. Même si l'intégration européenne est restée illusoire et irréalisable pendant très longtemps et que, comme nous pouvons le voir aujourd'hui, les discussions sur l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne sont encore très incertaines, il y avait toujours une projection d'un certain développement, une façon d'aller de l'avant. C'était le cas, même si cette voie était en fait périphérique pour une grande partie de la classe ouvrière ukrainienne qui s'en tenait à la «stabilité» sans grand enthousiasme.

« En raison des différentes coalitions de classes, les camps avaient des capacités politiques différentes pour universaliser leurs intérêts et programmes particuliers, pour présenter les intérêts particuliers d'une classe, ou d'une faction au sein de celle-ci, comme représentant les intérêts nationaux de l'Ukraine. »

Le camp de l'Est ne disposait pratiquement pas de sa propre société civile, c'est-à-dire de groupes de réflexion, d'intellectuels, de magazines ou d'universités capables d'universaliser les intérêts des capitalistes politiques et de les soutenir par une mobilisation civique soutenue. Dans le contexte de l'atomisation post-soviétique, de la fragmentation et de la désintégration du travail et de la lente dégradation de la gauche communiste, ce sont les groupes les plus ingénieux - en premier lieu la classe moyenne professionnelle d'apparence occidentale ou les groupes politiques bénéficiant d'un héritage de la tradition politique du nationalisme radical ukrainien préservé, en particulier, dans la diaspora ukrainienne - qui ont progressivement pris une place de plus en plus importante dans la sphère publique et dans la politique extraparlamentaire. Cette asymétrie politique et de classe cruciale s'est reproduite au cours des années post-soviétiques en Ukraine, et les révolutions de Maïdan n'ont fait qu'amplifier cette asymétrie. Pendant les révolutions de Maïdan, le camp occidental, même s'il ne représentait pas nécessairement la majorité de la société, a bénéficié d'opportunités importantes pour faire avancer ses propres agendas très spécifiques. Ces programmes étaient évidemment basés sur l'identité antisoviétique et antirusse de l'Ukraine.

Lorena Drakula

Tout au long du livre, vous mentionnez les tendances autoritaires qui se sont développées en Ukraine, et en particulier le fait qu'avec le gouvernement post-Maïdan, il y a eu de nombreux changements politiques qui, comme vous le dites, auraient été considérés comme radicaux auparavant. Vous mentionnez ici la décommunisation, les restrictions sur les produits culturels russes, l'interdiction des partis politiques et la sanction des acteurs liés à la gauche communiste ou à la Russie en général, qui sont tous devenus partie intégrante de cet agenda libéral national. Quel est, selon vous, le moteur de ces tendances autoritaires et quelle a été l'ampleur de leur impact sur la politique ukrainienne?



Volodymyr Ishchenko

La révolution Euromaïdan de 2014, qui a reproduit et intensifié la crise hégémonique, a été un facteur important dans le développement de ces tendances. Pourquoi avez-vous besoin de plus de coercition? Parce qu'avec vos agendas, vos intérêts, vous ne pouvez pas mobiliser le consentement actif de la majorité de la population. C'est pourquoi vous comptez sur la mobilisation de la menace et de la peur, ainsi que sur la coercition, la répression et la violence dans les rues - parce que leur capacité politique à convaincre et à diriger le peuple n'est pas suffisante. La situation politique post-Euromaïdan a créé des opportunités pour cela.

« Au fur et à mesure que la société civile néolibérale-nationaliste prenait de l'importance, elle a acquis plus de ressources pour faire avancer son programme. »

Dans le cas des nationalistes radicaux, ce sont en fait les armes qu'ils ont reçues depuis 2014 et la possibilité pour eux de former leurs unités armées semi-autonomes (Azov est devenu l'exemple le plus marquant), ainsi que d'étendre leur capacité de mobilisation dans la rue, qui ont fait d'eux un facteur dans la politique ukrainienne.

Outre les arguments peu convaincants concernant la faible représentation électorale de l'extrême droite ukrainienne, certains affirment que l'extrême droite ukrainienne est comme « un chien qui aboie mais ne mord pas ». Eh bien, elle a mordu - elle a joué un rôle important dans l'échec des accords de Minsk. Elle a joué un rôle important dans

la campagne électorale de 2018-2019. C'est pourquoi les ambassadeurs du G7 ont adressé une lettre publique commune à l'Ukraine pour interpeller le ministre ukrainien de l'intérieur - largement considéré comme un protecteur d'Azov - sur la menace que représente l'extrême droite ukrainienne. Les ambassadeurs occidentaux ont compris que le mouvement Azov pourrait devenir un facteur de déstabilisation lors des élections de 2019. En effet, ils ont mené un certain nombre d'événements discréditant Porochenko en raison de la corruption de ses partenaires commerciaux.

Si Zelensky n'avait pas décidé pas de participer au scrutin en 2019, il y aurait un match serré entre Petro Porochenko et Yulia Tymoshenko ou Yuri Boiko, ce que les sondages prédisaient à la fin de l'année 2018. On craignait alors que l'extrême droite ne joue un rôle déstabilisateur majeur dans les élections. Cependant, lorsque Zelensky a soudainement décidé de faire campagne et que les sondages prévoyaient sa victoire, il y a eu une réunion des ambassadeurs du G7 avec Zelensky qui lui ont demandé: « D'accord, vous dites que vous allez négocier avec Poutine au sujet du Donbass parce que vous êtes prêt à négocier même avec le diable. Mais qu'allez-vous faire avec les nationalistes? » Zelensky n'avait pas de réponse à ce moment-là.

La structure du régime politique ukrainien était basée sur un « pluralisme oligarchique », comme on l'appelle généralement, ce qui est différent de la Russie, où la pyramide patrimoniale de Poutine domine le régime politique.

« L'Ukraine comptait des factions politiques capitalistes »

concurrentes, mais aucune n'était capable, du moins avant l'invasion, de devenir réellement dominante. Dans leur compétition, elles pouvaient utiliser les agendas des groupes actifs de la société civile pour compenser l'absence de changements liés aux attentes de la majorité de la population.»

Les personnes qui ont participé aux révolutions de Maïdan s'attendaient à une amélioration de leur niveau de vie. Au lieu de cela, ils ont eu droit à un programme nationaliste, car il est beaucoup plus facile de changer le nom des rues, d'enlever les monuments communistes, de limiter l'utilisation de la langue russe et de montrer une sorte de changement symbolique que, par exemple, de faire de réels progrès dans l'amélioration du niveau de vie. Il est important de noter que les tendances à la radicalisation nationaliste ne peuvent pas être simplement expliquées par la guerre. Elles n'aident en aucun cas à gagner contre la Russie et ne font que nuire à l'unité nationale.

« Dans la sphère intellectuelle publique, il existe également une autre dynamique où l'on investit tellement dans le récit selon lequel l'Ukraine s'est unie, s'est consolidée, a construit une nouvelle nation civique inclusive, que lorsque des voix divergentes apparaissent pour dire quelque chose de différent, elles deviennent un danger en elles-mêmes. »

Peu importe leur importance, leur audience ou la menace politique qu'elles représentent. Leur simple existence est la preuve que la situation ukrainienne est plus compliquée qu'on ne le dit. Cela devient un outil pour légitimer le silence, l'ostracisme et l'attaque des personnes qui tentent de discuter des questions qui ne conviennent pas à l'agenda très spécifique de la construction de la nation.

Mais je ne suis pas sûr que l'Ukraine soit exceptionnelle dans le développement de ces tendances. Nous devons également les examiner dans la perspective de la crise hégémonique mondiale. Nous vivons une période où la superstructure politique démocratique du capitalisme s'érode dans de nombreux autres endroits du monde. L'Ukraine n'est pas une exception à cette tendance. Elle peut être un miroir de l'avenir de nombreuses régions du monde - un endroit où certains des développements mondiaux sont allés un peu plus loin. En ce moment, nous constatons qu'il devient très difficile d'exprimer certains points de vue dans la sphère publique. En France, les manifestants peuvent protester pendant des années sans succès, et ils se heurtent à des réactions très dures de la part de la police. Le niveau de violence policière aux États-Unis est un problème très connu. Les problèmes liés aux tendances autoritaires en Hongrie sont également bien connus. Certaines tendances répressives sont spécifiques à l'Ukraine et à sa situation de guerre ; cependant, certaines pourraient être une manifestation locale d'une tendance globale.

Volodymyr Ishchenko est chercheur associé à l'Institut d'études est-européennes de la Freie Universität de Berlin. Il est l'auteur de *Towards the Abyss: Ukraine from Maidan to War* (Londres, Verso, 2024).

Transcription et traduction d'un entretien diffusé sur le podcast *RevDem*, 17 janvier 2024.

Déclaration sur le génocide à Gaza

Feminist Dissent

Depuis que nous avons écrit cette déclaration, un nouveau cycle de violence s'est ouvert au Moyen-Orient, déclenché par l'attaque israélienne contre le consulat iranien en Syrie et par l'attaque massive de drones et de missiles iraniens contre Israël, qui a été abattue avec l'aide des forces britanniques et américaines. Où cela se terminera-t-il ?

Le dimanche 7 avril 2024 a marqué exactement six mois depuis qu'Israël a déclenché sa guerre brutale contre le peuple palestinien à Gaza, une guerre qui ne semble pas près de s'arrêter.

À Feminist Dissent, nous avons du mal à trouver les mots pour décrire la douleur et la rage que nous ressentons face à la cruauté et à l'injustice qui se sont manifestées depuis le 7 octobre 2023. Ce jour-là, le Hamas et ses associés ont attaqué, torturé et assassiné de nombreux et nombreuses civil·es israélien·es et ressortissant·es étranger·es, y compris des femmes et des enfants - 1 200 personnes ont été tuées et 253 prises en otage, dont seulement 112 ont été libérées ou sauvées et 12 corps ont été retrouvés. Parmi les personnes agressées et tuées figuraient des militant·es pacifistes, dont certains·e étaient elleux-mêmes des survivant·es de l'Holocauste, qui s'étaient engagées depuis longtemps à vivre au service de l'humanisme, de la compassion et de la réconciliation entre les deux peuples. Le Hamas ne faisait pas de distinction entre la population civile et l'État israélien.

Israël ne l'a pas fait non plus lorsqu'il a entamé sa campagne de vengeance - ostensiblement contre le Hamas - qui s'est avérée être une guerre brutale et totale contre la population de Gaza qui continue d'être diabolisée, déshumanisée, disloquée et tuée en masse. Au cours des six derniers mois,

33 494 Palestiniens·ne sont mort·es, dont plus de 13 000 enfants et 8 400 femmes. Huit mille autres personnes sont portées disparues. Ces chiffres ne tiennent pas compte des blessé·es et des mort·es en Cisjordanie.

Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une guerre symétrique ou d'une guerre sans contexte. Si le Hamas et l'État israélien représentent tous deux des forces fondamentalistes et antidémocratiques de terreur et de répression qui se nourrissent l'une de l'autre, ils le font dans une dynamique profondément inégale dans laquelle Israël est la force dominante, en raison de sa puissance militaire et du soutien occidental. Depuis des années, Gaza est pratiquement une prison à ciel ouvert et Israël a longtemps cru que sa politique de division et de domination des différentes factions palestiniennes lui permettrait de continuer à dominer les Palestiniens·nes sans être inquiété. Il aspire à une «normalisation» avec d'autres pays du Moyen-Orient tout en ignorant la question palestinienne. L'attaque du Hamas montre les limites de ces politiques, en particulier dans un Israël néolibéralisé et religieux qui a abandonné la plupart de ses citoyen·nes au profit d'intérêts économiques spécifiques et surtout d'intérêts religieux et nationalistes.

La relation entre Israélien·nes et Palestinien·nes doit être comprise à travers une histoire de colonialisme de peuplement, d'occupation et d'apartheid racialisé, alimentée par le projet sioniste de peuplement et, de plus en plus, par la politique juive de droite et fondamentaliste. La tragédie de cette guerre est que l'attaque du Hamas a renforcé l'angoisse existentielle des Israélien·nes et ajouté la soif de vengeance à la déshumanisation croissante de l'«autre», qui s'est accrue dans les politiques d'occupation israéliennes. En conséquence, l'objectif de la

guerre visant à « en finir avec le Hamas », une organisation qu'Israël a encouragée pendant des années en tant que pouvoir politique intrapalestinien s'opposant à l'OLP laïque puis plus progressiste - est devenu dans la pratique une guerre visant à l'anéantissement total de la Palestine. En bloquant l'aide humanitaire et en détruisant l'infrastructure juridique, sociale, culturelle, religieuse et économique palestinienne nécessaire à la vie, Israël est passé du domicile à des politiques génocidaires permanentes qui utilisent la famine comme arme contre la population de Gaza. La campagne militaire d'Israël, pilotée par l'intelligence artificielle, lui a permis d'étendre la guerre dans toutes les directions pour englober toutes les parties de la société palestinienne, y compris les journalistes, les éducateurs et les éducatrices, les travailleurs et les travailleuses de la santé et de l'aide humanitaire, les personnes âgées et les malades. Les mort-es, les déplacements et la dévastation généralisés qui ont suivi ont conduit les Nations unies et de nombreuses agences humanitaires à mettre en garde contre le « danger imminent de famine », qui est en fait déjà une réalité pour un nombre croissant d'habitant-es de Gaza, en particulier dans le Nord.

Les signes avant-coureurs d'un génocide imminent étaient là depuis le début. À la suite du tollé international, en janvier 2024, l'Afrique du Sud a réussi à pousser la Cour internationale de justice à statuer provisoirement qu'Israël est engagé dans des actes plausibles de génocide et à appeler à un cessez-le-feu immédiat en conformité avec les obligations d'Israël en vertu de la Convention sur le génocide. Le rejet éhonté de la décision par Israël témoigne d'un stupéfiant sentiment d'impunité rendu possible par le soutien du Royaume-Uni et d'autres puissances occidentales. L'encouragement, le soutien militaire et financier d'Israël par les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et d'autres pays constituent un nouveau fiasco dans notre ordre mondial d'après-guerre fondé sur des règles. Il s'agit d'une démonstration flagrante de complicité opportuniste et de la dégradation d'un leadership mondial qui a atteint des niveaux dangereux de faillite juridique, morale et politique. C'est précisément cette collusion qui a conduit d'anciens juges et avocat-es de la Cour suprême



du Royaume-Uni à prendre la mesure sans précédent de publier une lettre avertissant que le Royaume-Uni risque lui-même d'enfreindre gravement le droit humanitaire international par le biais de politiques telles que son commerce d'armes avec Israël.

Les violences sexuelles et les viols commis par le Hamas à l'encontre des femmes israéliennes constituent une dimension supplémentaire de la guerre. En ce qui concerne le 7 octobre 2023, des preuves crédibles montrent qu'il s'agit d'une attaque calculée contre des femmes israéliennes dont les corps ont été violés, mutilés et utilisés comme armes de guerre. Nous dénonçons ces actes de brutalité et de dépravation dans les termes les plus forts possibles et soutenons les enquêtes indépendantes sur ces événements en tant que crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Bien que les violences sexuelles n'aient pas atteint l'ampleur des guerres de Bosnie ou du Rwanda, il est clair que le Hamas avait l'intention de se venger en humiliant et en dégradant les femmes israéliennes.

Mais les actes de viol et de mutilation du Hamas proviennent de la même source idéologique qui se manifeste sur le corps des femmes palestiniennes. À l'instar de tous les mouvements fondamentalistes religieux, le Hamas a fait reculer les droits des femmes à Gaza en imposant des normes et des lois discriminatoires de la charia qui considèrent les femmes comme inférieures et justifient les restrictions de leurs mouvements, leur oppression et d'autres formes de violence

à leur rencontre. Par exemple, le nombre de femmes palestiniennes agressées ou tuées, y compris dans des crimes dits d'honneur, par des hommes violents a augmenté d'année en année à Gaza et dans d'autres territoires palestiniens.

Ce n'est là qu'une des nombreuses raisons pour lesquelles le Hamas ne symbolise pas une lutte héroïque pour la libération de la Palestine, comme l'ont prétendu de nombreux membres de la gauche. Il s'agit d'un groupe islamiste militant qui a été créé à partir des Frères musulmans fondamentalistes par l'État israélien à Gaza pour semer la division et affaiblir la lutte des Palestinien·nes pour la liberté. Il ne se préoccupe pas plus des droits humains des femmes que l'État israélien, qui n'a pas hésité à instrumentaliser le viol et la violence sexuelle des femmes israéliennes pour justifier le massacre des Palestinien·nes. Nous ne devons pas oublier qu'Israël a lui aussi une longue et sordide histoire d'utilisation de la violence sexuelle contre les femmes, voire les hommes et les garçons palestiniens, comme arme de torture. Dans le même temps, il apaise également les forces fondamentalistes juives et ultraorthodoxes qui exigent un plus grand contrôle patriarcal des femmes au sein de la société israélienne.

Le recours au viol et à la violence contre les femmes dans n'importe quel contexte doit être condamné, mais il en va de même pour l'assujettissement du peuple palestinien par Israël, qui dépend non seulement d'une violence et d'une surveillance aveugles, mais aussi d'un génocide en soi.

Il est difficile d'avoir de l'espoir en ces temps très sombres. Mais nous ferions bien de nous rappeler qu'en Israël, la résistance au mépris de Netanyahu pour la vie des otages et de leurs familles et à sa politique belliciste se développe, même si c'est pour des raisons politiques différentes. Si l'existence d'Israël en tant qu'État ethnonationaliste et d'apartheid n'est pas encore sérieusement menacée, sa prétention douteuse à la démocratie et à la recherche de la paix s'effiloche rapidement.

Alors que la plupart des hommes politiques continuent d'excuser ou de défendre les actions d'Israël, en dehors d'Israël, la résistance de tous les secteurs de la société civile prend de l'ampleur. Guidés par les

notions de liberté, d'État de droit et de justice sociale, de plus en plus de personnes réclament non seulement la fin de la guerre ou même de l'occupation post-1967, mais aussi la transformation de la Palestine/Israël en un État où tous les résident·es, quelle que soit leur origine ethnique, nationale, leur sexe ou leur classe sociale, peuvent jouir de droits humains et civils individuels et collectifs égaux. Pour celles d'entre nous qui se considèrent comme des féministes laïques, anti-racistes, antifondamentalistes et socialistes, la lutte pour la survie de notre humanité et des valeurs fondamentales qui devraient la sous-tendre est devenue une lutte politique urgente.

Feminist Dissent est une revue en ligne qui rassemble des points de vue critiques sur notre compréhension de la relation entre le genre, le fondamentalisme et le pouvoir dans une perspective internationale.

Déclaration de *Feminist Dissent* publiée le 16 avril 2024.

Feminist Dissent tient à remercier l'artiste palestinienne Malak Mattar de l'avoir autorisée à utiliser l'image de sa peinture *Thawra/Révolution*. Malak Mattar est âgée de 22 ans et est originaire de Gaza.

Émancipation nationale, internationalisme et révolution en Irlande et en Grande-Bretagne

Richard Poulin

Je suis de plus en plus arrivé à la conviction – et il ne s’agit que de l’inculquer à la classe ouvrière anglaise – qu’elle ne pourra jamais rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant qu’elle ne rompra de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes; tant qu’elle ne fera non seulement cause commune avec les Irlandais, mais encore ne prendra l’initiative de la dissolution de l’Union forcée de 1801 et de son remplacement par une confédération égale et libre¹.

Nous autres, démocrates allemands, nous sommes particulièrement intéressés à la libération de la Pologne. [...] Une nation ne peut pas devenir libre tout en continuant d’opprimer d’autres nations. La libération de l’Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans qu’on libère la Pologne de l’oppression allemande².

Aux États-Unis, tout mouvement ouvrier indépendant resta paralysé tant que l’esclavage souillait une partie de la République. L’ouvrier blanc ne saurait s’émanciper là où l’ouvrier noir est stigmatisé. Mais la mort de l’esclavage fit éclore une vie nouvelle. Le premier fruit de la guerre civile fut l’agitation des huit heures. [...] Le Congrès général des ouvriers de Baltimore, le 16 août 1866, déclare : «Ce qu’il faut revendiquer tout d’abord pour soustraire le travail de notre pays à l’esclavage capitaliste, c’est une loi qui fixe à huit heures pour tous les

États de l’Union la journée de travail normale»³.

L’émancipation des esclaves aux États-Unis ainsi que la lutte des Irlandais-es et des Polonais-es contre leur oppression nationale constituent des moments importants dans l’élaboration des thèses de Friedrich Engels et de Karl Marx sur la nécessité d’un mouvement ouvrier s’organisant de façon indépendante de la bourgeoisie et sur la question nationale comme levier pour assurer cette indépendance. Leur compréhension des rapports nationaux, qui sont imbriqués avec les rapports de classe, a été nourrie par leurs nombreux combats au sein de l’Association internationale des travailleurs (AIT), la 1^{re} Internationale, en particulier dans le mouvement ouvrier du Royaume-Uni. Ils comprenaient que, pour assurer l’indépendance du mouvement ouvrier à l’égard de la bourgeoisie, il importait que non seulement le mouvement lutte pour les droits politiques, sociaux et économiques des groupes opprimés, mais aussi qu’il promeuve leur libération nationale, laquelle est une condition à l’émancipation même de la classe ouvrière de la nation dominante. Si le mouvement ouvrier ne fait pas la promotion des droits des groupes opprimés, alors les révolutionnaires doivent envisager de créer des organisations ouvrières des groupes opprimés sur une base nationale, non uniquement en fonction de l’État tel qu’il existe, ce siège du pouvoir politique.

Il n’y a donc pas, chez Engels et Marx, de fétichisme en ce qui concerne l’organisation du mouvement ouvrier. L’idée que dans

1. Karl Marx à Ludwig Kugelmann, 29 novembre 1869, dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance*, t. 10, Paris, Éditions sociales, 1984, p. 222.

2. Intervention de Friedrich Engels, dans Karl Marx, «Discours sur le parti chartiste, l’Allemagne et la Pologne», dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Écrits militaires*, Paris, L’Héne, 1970, p. 148.

3. Dans Karl Marx et Abraham Lincoln, *Une révolution inachevée : sécession, guerre civile, esclavage et émancipation aux États-Unis*, Mont-Royal/Paris, M Éditeur/ Syllepse, 2012, p. 205.

un État, il faut une organisation unifiant les classes ouvrières pour la prise du pouvoir, n'est valide que dans la mesure où le mouvement ouvrier de la nation dominante est révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il fait siennes les revendications des dominé-es. Dans le combat contre le réformisme nationaliste anglais des trade unions britanniques, Engels s'oppose, dans le cadre de l'AIT, à ce que les travailleur-euses irlandais-es soumettent leur propre organisation aux organisations ouvrières britanniques :

Les Irlandais, comme les autres nationalités opprimées, ne peuvent entrer dans l'Association que comme les égaux des membres de la nation dominante, et en protestant contre l'oppression⁴.

Aussi, la classe ouvrière irlandaise de Grande-Bretagne doit maintenir ses propres organisations indépendantes du conseil fédéral britannique :

Si les membres d'une nation dominante invitent la nation qu'ils ont conquise et oppriment encore à oublier sa nationalité et sa position spécifique, à «faire abstraction de distinctions nationales», etc., ce n'est pas de l'internationalisme, c'est tout simplement leur prêcher la soumission au joug et tenter de justifier et de perpétuer la domination du conquérant sous prétexte d'internationalisme. C'est sanctionner la croyance, trop répandue parmi les travailleurs anglais, qu'ils sont des êtres supérieurs en comparaison des Irlandais, et constituent une aristocratie tout autant que les Blancs déclassés des États esclavagistes se considèrent l'être vis-à-vis des Noirs. Dans un cas comme celui des Irlandais, le véritable internationalisme doit être nécessairement basé sur une organisation nationale distincte.

[...] En outre, les sections irlandaises d'Angleterre ne peuvent pas être séparées des sections irlandaises d'Irlande; il n'est pas possible, en effet, que certains Irlandais dépendent d'un conseil fédéral à Londres et d'autres d'un conseil fédéral à Dublin. Les sections irlandaises d'Angleterre sont notre base d'opérations en ce qui concerne

les travailleurs irlandais en Irlande; elles sont plus avancées, se trouvant placées dans des conditions plus favorables, et le mouvement et la propagande en Irlande ne peuvent être organisés que par leur intermédiaire. Allons-nous donc détruire délibérément notre propre base d'opérations et anéantir l'unique moyen par lequel l'Irlande peut être effectivement gagnée à l'Internationale? Car il ne faut pas oublier que les sections irlandaises, à bon droit, ne consentiront jamais à renoncer à leur organisation nationale distincte et à se soumettre au conseil britannique⁵.

L'intervention d'Engels semble être une véritable hérésie sur le plan de l'organisation des classes ouvrières si on s'en tient à une interprétation étroite du marxisme (qu'il soit prétendument léniniste ou pas).

Cette position d'Engels et de Marx est peu connue ou délibérément mise sous le boisseau au profit de thèses sur leur incapacité à penser ou à comprendre les questions nationales ou, dans le meilleur des cas, sur leur volonté à s'en servir de façon strictement instrumentale, c'est-à-dire totalement subordonnée à la question de classe quand, dans leur vision, elle est inextricablement liée à la question des classes sociales. Elle est même décisive pour développer la conscience révolutionnaire aussi bien chez la classe ouvrière de la nation dominante que chez celle de la nation dominée. C'est peut-être ce qui explique que les textes d'Engels et de Marx sur l'Irlande n'ont jamais été publiés en français dans leur intégralité. Ils donnent un tout autre aperçu de la façon dont ils concevaient la lutte politique et, par conséquent, la lutte contre l'oppression nationale.

Comment expliquer cette absence de traduction en français des textes d'Engels et de Marx sur la question irlandaise?

En France, les questions nationales ne semblent pas exister, seulement, prétend-on, des questions «régionales»! L'intérêt n'y était donc pas. En Belgique, parce que les francophones ont historiquement dominé l'État, les textes d'Engels et de Marx sur l'Irlande auraient pu leur poser problème sur la question de leurs rapports avec les Flamand-es et les positions politiques à développer pour

4. Friedrich Engels, Intervention à la séance du 14 mai 1872 du conseil général de l'AIT.

5. *Ibid.*



combattre l'oppression historique subie par les néerlandophones. Au Québec, c'est la faiblesse même du marxisme qui explique la non-traduction des textes d'Engels et de Marx, et un certain désintérêt aussi dans la mesure où le « marxisme » a été dominé par ses variantes stalinienne, lesquelles supposaient que la question nationale avait déjà trouvé sa solution, quand elles ne niaient pas l'existence même d'une nation opprimée (elle n'était même pas une nation, selon les critères empruntés à Staline⁶): elle devait rester subordonnée à la question de classe au profit d'un prolétariat mythique, à la fois asexué et non national (pancanadien), et cela, même si la classe ouvrière québécoise s'était dotée de ses propres organisations syndicales indépendantes de celles de la classe ouvrière du Canada anglais. Aux Antilles françaises et aux autres collectivités outre-mer ainsi qu'en Afrique francophone, c'étaient la question coloniale et l'impérialisme qui étaient au centre des préoccupations.

Bref, ces textes pourtant fondamentaux n'ont été connus que de façon partielle. Pourtant, au Québec, beaucoup lisent l'anglais et la compilation publiée par Progress Publishers⁷ aurait pu susciter un certain

intérêt. Cela n'a guère été le cas, y compris chez les organisations marxistes (trotskistes) favorables à l'indépendance du Québec. Peut-être parce que ces textes donnent une image passablement différente de la politique révolutionnaire telle que conçue par Engels et Marx et exigent une remise en question de certaines idées reçues. Pour l'essentiel, ces organisations s'appuyaient sur les thèses de Lénine⁸ et, par conséquent, se limitaient à défendre le droit à l'autodétermination nationale des Québécois-es au Canada anglais sans revendiquer l'indépendance du Québec. Mais au Québec, elles promouvaient l'indépendance nationale, car c'était aux Québécois-es de le faire dans le cadre d'une organisation révolutionnaire pancanadienne! La libération nationale du Québec ne semblait pas être le levier par excellence de la révolution socialiste au Canada. Ce sont sans doute les mêmes raisons qui expliquent que les analyses d'Engels et de Marx n'ont pas donné lieu « à autant de débats qu'on aurait pu s'y attendre » dans le monde anglo-saxon⁹ (9), et cela, même si elles ont été décrites comme essentielles par Lénine dans ses écrits sur l'autodétermination nationale¹⁰.

Or, les textes rassemblés sur l'Irlande, comme ceux sur la guerre civile états-unienne qui ont été publiés par les mêmes éditeurs, nous indiquent autre chose: l'attitude par rapport à l'oppression nationale permet de juger si le mouvement ouvrier est révolutionnaire ou pas. S'il ne l'est pas, alors les classes ouvrières des nations dominées doivent s'organiser indépendamment de lui, si ce n'est contre lui. L'indépendance nationale d'une nation dominée peut et doit être une revendication du mouvement ouvrier aussi bien de la nation dominée que de la nation dominante. Elle est fondamentale pour permettre à ce mouvement de combattre la bourgeoisie de la nation dominante et, dans le cas de la bourgeoisie de la

6. C'était la position du Parti communiste du Canada à partir de la fin des années 1920 jusqu'à la déstalinisation. Sa source : Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale*, 1913, www.marxists.org/francais/general/staline/works/1913/question_nationale.htm.

7. Karl Marx et Friedrich Engels, *Ireland and the Irish Question*, Moscou, Progress Publishers, 1971.

8. J'ai traité des thèses de Lénine et de leurs limites dans *La déraison nationaliste : conflits nationaux, pays « socialistes » et marxisme*, Ottawa, L'Interligne, 2000.

9. Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes : nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Saint-Joseph-du-Lac/Paris, M. Éditeur/Syllepse, 2015, p. 177.

10. Voir entre autres, Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916, www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700.htm.

nation dominée, de la concurrencer sur un terrain qui est habituellement le sien, sinon cela constitue une entrave à l'indépendance politique de la classe ouvrière des nations dominante et dominée à l'égard de «leurs» bourgeoisies respectives. Enfin, la politique révolutionnaire ne tombe pas du ciel, elle s'inscrit dans des rapports sociaux nationaux, de sexe et de classe imbriqués qui évoluent sans cesse, ce qui oblige à repenser continuellement les revendications en fonction du niveau des consciences et de la dynamique des luttes.

Engels et Marx n'ont jamais accordé une prééminence à la nation, y compris lorsqu'ils ont pris position en faveur de l'indépendance nationale de l'Irlande et de la Pologne. Les bases mêmes de leur analyse du développement des sociétés («L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes¹¹») n'accordent que très peu de valeur à la question de la nation en soi, tout simplement parce que la nation résulte elle-même historiquement de luttes entre les différentes classes sociales.

De plus, ces mêmes bases les amènent à opposer au nationalisme – une idéologie de rassemblement des classes sociales, une idéologie bourgeoise –, l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire une solidarité de classe, celle du prolétariat, par-delà les frontières nationales. Déjà, dans l'idéologie allemande¹², leur première élaboration du matérialisme historique, le concept d'universalisme prolétarien est opposé à celui de nationalisme. C'est en continuité avec cette thèse que Marx, dans un discours à Londres à un meeting international organisé par les Fraternal Democrats pour marquer le dix-septième anniversaire de la révolution polonaise de 1830, affirmait :

La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie sera en même temps la victoire sur les conflits des nations et des économies qui, de nos jours, poussent chaque peuple contre l'autre. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés.

11. Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales, [1847] 1976, p. 30.

12. Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, [1845-1846] 1976.

Conséquemment, la tâche des chartistes, c'est-à-dire du mouvement politique ouvrier qui s'est développé au Royaume-Uni au milieu du 19^e siècle, n'était pas de «formuler de vœux pieux pour la libération des nations», mais de renverser leurs «propres ennemis à l'intérieur¹³».

Leur prise de position pour l'émancipation nationale de l'Irlande découle des mêmes prémisses : «Le peuple qui subjugué un autre peuple forge ses propres chaînes¹⁴.» La libération nationale des Irlandais-es devient une tâche nécessaire pour que la classe ouvrière anglaise puisse se libérer du nationalisme anglais – une idéologie qui la lie et la soumet à sa propre bourgeoisie.

L'antagonisme national entre travailleurs anglais et irlandais a été jusqu'à présent un des principaux obstacles sur la voie de tout mouvement tenté en faveur de l'émancipation de la classe ouvrière¹⁵.

Aussi, pour la classe ouvrière anglaise, «l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle une question of abstract justice or humanitarian sentiment [question abstraite de justice ou de sentiments humanitaires], mais au contraire the first condition of their own social emancipation [la première condition de sa propre émancipation sociale]¹⁶». Autrement dit, l'indépendance de l'Irlande est un préalable à l'émancipation ouvrière en Grande-Bretagne, à celle du prolétariat anglais.

Dans une lettre à Kugelmann, Marx explicite sa pensée sur les liens entre la nécessaire libération nationale de l'Irlande et l'émancipation sociale de la classe ouvrière anglaise :

Je suis de plus en plus arrivé à la conviction – et il ne s'agit que de l'inculquer à la classe ouvrière anglaise qu'elle ne pourra jamais rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant

13. Karl Marx, «Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne», *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 9 décembre 1847, dans Friedrich Engels et Karl Marx, *Le parti de classe, Théorie, activité*, Paris, François Maspero, 1973, p. 124-126.

14. Karl Marx, «Le conseil général au conseil fédéral de la Suisse romande, circulaire datée du 1^{er} janvier 1870».

15. Déclaration du conseil général de l'Association internationale des travailleurs, 9 avril 1872.

16. Karl Marx, Lettre à Sigfrid Meyer et à August Vogt, à NewYork, 9 avril 1870.

qu'elle ne rompra de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes; tant qu'elle ne fera non seulement cause commune avec les Irlandais, mais encore ne prendra l'initiative de la dissolution de l'Union forcée de 1801¹⁷ et de son remplacement par une confédération égale et libre. Le prolétariat anglais doit suivre cette politique non par sympathie pour l'Irlande, mais parce que c'est dans son propre intérêt. Sinon le peuple anglais continuera à être tenu en lisière par les classes dirigeantes, car c'est lui qui est contraint de se rallier à elles pour faire front contre l'Irlande. Tout mouvement populaire en Angleterre même est paralysé d'avance par le différend avec les Irlandais qui forment, en Angleterre même, une fraction très importante de la classe ouvrière. Ici, la première condition de l'émancipation – le renversement de l'oligarchie foncière anglaise – reste impossible, car on ne pourra emporter la place d'assaut tant que les seigneurs fonciers garderont en Irlande leurs avant-postes fortement retranchés. Par contre, dès que le peuple irlandais prendra en main sa propre cause, dès qu'il sera devenu son propre législateur, dès qu'il se gouvernera lui-même et jouira de son autonomie, l'anéantissement de l'aristocratie foncière (en grande partie les mêmes personnes que les landlords anglais) deviendra infiniment plus facile qu'ici. En Irlande, le problème n'est pas seulement d'ordre économique: c'est la question nationale qui se pose en même temps, car, en Irlande, les landlords ne sont pas, comme en Angleterre, les dignitaires et les représentants traditionnels, mais les oppresseurs exécrés de la nation irlandaise. Et c'est non seulement l'évolution sociale intérieure de l'Angleterre qui est paralysée par les rapports existant avec l'Irlande, mais c'est encore sa politique extérieure et surtout sa politique envers la Russie et les États-Unis d'Amérique¹⁸.

En fait, pour Marx, l'antagonisme qui oppose les ouvrières anglaises et irlandaises «constitue le secret de l'impuissance

de la classe ouvrière anglaise en dépit de sa bonne organisation». Dans sa lettre à Meyer et à Vogt d'avril 1870, Marx soutient que l'émancipation de la classe ouvrière anglaise dépend de la capacité de cette classe à se libérer du nationalisme anglais, condition indispensable à la formation d'une conscience de classe.

Affirmer que l'émancipation de l'Irlande est la première condition à l'émancipation sociale de la classe ouvrière anglaise, c'est soutenir que pour se libérer de ses chaînes, cette classe doit absolument rompre avec sa propre bourgeoisie «nationale» et son nationalisme, une idéologie de collaboration de classes. Cette collaboration de classes s'effectue au détriment de la solidarité de classe avec la classe ouvrière irlandaise.

L'appui à la cause irlandaise ne répond donc pas à des motifs d'ordre national; il est fonction de l'émancipation ouvrière.

La justification de l'appui à la cause polonaise semble à première vue davantage d'ordre stratégique, ou même instrumentale, que l'appui à l'indépendance de l'Irlande – c'est du moins ce que plusieurs commentateur-trices des travaux de Marx et d'Engels ont soutenu. Comme la Russie tsariste est la puissance réactionnaire par excellence de l'Europe, l'émancipation nationale polonaise porterait un dur coup à la Russie. Cette émancipation serait un facteur de désagrégation de l'Empire russe, d'affaiblissement de cette puissance contre-révolutionnaire, ce qui pourrait, potentiellement, ouvrir la voie à l'émancipation sociale des classes ouvrières de l'Europe tout entière. Pour Marx et Engels, les révolutions de 1848 ont nettement montré le rôle que jouait la Russie comme facteur de stabilisation de l'ordre social réactionnaire en Europe¹⁹. Toutefois, cette interprétation, qui a un fondement dans des écrits de Marx, omet le fait que, pour Engels et Marx, la «libération de l'Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans qu'on libère la

17. Union imposée à l'Irlande au lendemain de l'écrasement du soulèvement irlandais de 1798.

18. Karl Marx à Ludwig Kugelmann, 6 avril 1868.

19. Voir à ce sujet, Fernando Claudín, *Marx, Engels et la révolution de 1848*, Paris, François Maspero, 1980; Karl Marx, *Œuvres politiques*, t.4 et 5, Paris, Alfred Costes, 1929 et 1930; Anderson, *Marx aux antipodes*, op. cit.; et Amy E. Martin, «"La fièvre feniane": l'anticolonialisme irlandais et l'Association internationale des travailleurs», dans Thierry Drapeau et Pierre Beaudet (dir.), *L'Internationale sera le genre humain! De l'Association internationale des travailleurs à aujourd'hui*, Saint-Joseph-du-Lac, M. Éditeur, 2015.

Pologne de l'oppression allemande²⁰». D'autant plus que «la puissance dont un peuple a besoin pour opprimer l'autre se retourne en fin de compte contre lui», réaffirme Engels en 1874²¹, ce qui est une entrave à sa propre révolution. Rappelons que la Pologne était dépecée, partagée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche-Hongrie. Ce qui a généré plusieurs insurrections contre les occupants, pour la réunification et l'indépendance du pays : 1830, 1848 et 1863.

Aussi longtemps qu'un peuple viable est enchaîné par un conquérant extérieur, il utilise obligatoirement tous ses efforts, toute son énergie contre l'ennemi extérieur ; sa vie intérieure est paralysée, il est incapable d'œuvrer à son émancipation sociale²².

Autrement dit, la lutte pour des objectifs nationaux donne une impulsion au nationalisme, lequel masque les conflits de classe et remplace la solidarité des classes laborieuses par la solidarité nationale entre des classes censément antagonistes, ce qui constitue une entrave à l'émancipation.

Les questions nationales sont donc jugées essentiellement à travers le prisme des luttes de classes, lesquelles sont comprises à la fois comme internationales et nationales. À chaque époque de ces luttes appartiennent des questions nationales particulières, et les réponses à ces questions sont nécessairement fonction de la configuration particulière dans laquelle se déroulent les luttes.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. [...] Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant la forme²³.

20. Marx et Engels, «Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne», *op. cit.*

21. Cité par David Riazanov, «Karl Marx und Friedrich Engels über die Polenfrage», *Archiv für Geschzchte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, vol. 6, 1916, p. 202.

22. Marx cité par Georges Haupt et ClaudieWeill, «Marx et Engels devant le problème des nations», dans Roman Rodolsky, Friedrich Engels et les peuples «sans histoire». *La question nationale dans la révolution de 1848*, Saint-Joseph-du-Lac/Lausanne/Paris, M. Éditeur/Page 2/Syllepse, 2018, p. 342.

23. Marx et Engels, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 54 et 46.

Pour déchiffrer ce que Marx et Engels veulent dire, il faut comprendre ce qu'ils entendent par le terme de «nation». Pour eux, la «nation» désigne la population d'un État. Souvent, ils ne distinguent pas l'État-nation, forme de l'État bourgeois, de la nation. En fait, comme le souligne Roman Rosdolsky, la lutte «nationale» du prolétariat concerne la prise du pouvoir d'État et ne passe pas par une lutte nationaliste ou n'exprime pas une indifférence aux questions nationales²⁴. Si, pour Marx et Engels, le prolétariat doit «s'ériger en classe nationale dirigeante», «devenir lui-même la nation», il doit d'abord se dresser dans les frontières des États nationaux, c'est-à-dire prendre le pouvoir, s'ériger en classe dirigeante à l'intérieur des États existants. C'est pourquoi le prolétariat sera provisoirement «encore national». Pour Roman Rosdolsky, cette analyse n'implique pas «l'élimination de la formation linguistique/ethnique existante. [...] Dans une société où, selon les termes du *Manifeste*, «l'autorité publique perd son caractère politique», où l'État en tant que tel «dépérira», il ne peut en tout cas plus y avoir de place pour des États nationaux distincts²⁵».

Les ouvriers n'ont pas de patrie parce que l'État national bourgeois est un instrument d'oppression qu'ils doivent détruire au profit d'un État ouvrier voué à l'internationalisation et au dépérissement. Pour Marx et Engels, l'État-nation bourgeois ne représentait qu'une phase du développement historique, une phase certes nécessaire, mais transitoire.

Il s'agit de la phase bourgeoise, car, «du seul fait qu'elle est une classe et non plus un ordre, la bourgeoisie est contrainte de s'organiser sur un plan national et non plus sur le plan local, et de donner une forme universelle à ses intérêts communs²⁶».

En fait, parce que le développement du capitalisme est inégal, des États-nations et des empires coexistaient dans l'Europe du 19^e siècle, soit des formes d'États modernes et des formes «désuètes», lesquelles sont des entraves au développement social et politique des classes sociales modernes, la

24. Roman Rosdolsky, «L'estravailleur e tla patrie», *Quatrième Internationale*, vol.1, n°13^e série, juillet-août-septembre 1980, p. 121-127.

25. *Ibid.*

26. Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, *op. cit.*, p. 105.



bourgeoisie et le prolétariat. C'est uniquement à la suite de la Première Guerre mondiale que disparaîtront les empires en Europe (Autriche-Hongrie, Allemagne, Russie, Empire ottoman). Or, en 1848, pour Marx et Engels, l'une des tâches des révolutionnaires était de lutter pour faire triompher la révolution bourgeoise démocratique. Dans cette conjoncture historique précise, le mouvement ouvrier devait lutter pour l'apparition d'États nationaux nouveaux et unifiés, particulièrement en Italie et en Allemagne.

Cela peut sembler paradoxal puisque, pour construire une société socialiste qui détruira l'organisation en États, a fortiori, en États nationaux, le mouvement ouvrier devait, au milieu du 19^e siècle, plonger dans la lutte pour créer de nouveaux États-nations bourgeois. Ce n'est qu'une apparence de paradoxe puisque chaque ère historique commande des tâches, des revendications et des formes de lutte précises. C'est pourquoi, avant 1848, Marx et Engels envisageaient une alliance de classe du prolétariat avec la bourgeoisie contre les classes et les ordres sociaux dominants de l'époque, à savoir les grands propriétaires terriens, la noblesse, les monarques et leurs bureaucraties.

Donc, l'engagement dans les révolutions démocratiques, dont la forme et l'idéologie sont nationales - il est question ici de révolutions nationales ou démocratiques bourgeoises -, posait inévitablement la question des alliances de classes dans la lutte pour la démocratie politique, c'est-à-dire dans l'établissement d'un État-nation bourgeois.

La leçon tirée des échecs révolutionnaires de 1848 va entraîner Marx et Engels à refuser désormais les alliances «démocratiques» des classes. Elle renforcera chez eux l'idée

d'une opposition irréconciliable entre la bourgeoisie et le prolétariat, d'où la nécessité de l'action politique ouvrière indépendante de la bourgeoisie. La circulaire écrite en 1850 pour relancer la Ligue des communistes appelle à la vigilance contre «les petits bourgeois démocrates», car «les petits bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au profit des prolétaires révolutionnaires, tendent à modifier l'ordre social de façon à leur rendre la société existante aussi supportable et aussi commode que possible». L'Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands souligne qu'au «lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises». Bref, «l'organisation autonome d'un parti du prolétariat» est vitale pour mener jusqu'à son terme la révolution, car «il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des

prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives²⁷».

Ainsi, pour Marx, la défaite des révolutions de 1848 atteste que la bourgeoisie est désormais incapable de diriger les révolutions nationales démocratiques, rôle qu'elle avait joué lors des révolutions anglaise, française et états-unienne. La classe ouvrière était d'ores et déjà trop puissante. Par peur de cette classe, la bourgeoisie préfère s'allier avec l'ancien ordre des choses, passer des compromis avec la monarchie et la noblesse au détriment même de la démocratie. Ce n'étaient pas uniquement les méthodes de lutte qui distinguaient désormais ces deux classes!

Du point de vue de Marx et d'Engels, l'expérience de la Commune de Paris en 1871 renforce encore plus le caractère irréconciliable de l'antagonisme des classes. Dans son analyse de la Commune²⁸, non seulement Marx pose les bases d'une analyse de la dictature du prolétariat (État ouvrier), donc de la destruction de l'État national, mais décrit aussi le nationalisme comme une mystification, car le gouvernement national, le gouvernement de Versailles, s'est allié aux troupes ennemies d'occupation contre sa propre classe ouvrière, la classe ouvrière parisienne.

Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale, et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et si on se débarrasse de cette mystification, aussitôt cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher dans un uniforme national; les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat²⁹.

La classe dominante française s'est appuyée sur une armée étrangère pour mater sa propre classe ouvrière « nationale ».

27. Karl Marx, « Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands », 1850, Paris, supp. à *Quatrième Internationale*, 1962,

www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/18500300.htm.

28. Karl Marx, *La guerre civile en France*, 1871, Paris, Éditions sociales, 1968.

29. *Ibid.*, p. 87.

L'expérience de 1871 renforce la leçon tirée des révolutions de 1848. À cette étape du développement du capitalisme, la classe bourgeoise a trop à perdre pour diriger la lutte pour la constitution d'États nationaux sans faire de compromis avec les forces de la réaction (noblesse, royauté, propriétaires fonciers, etc.). Seule la classe ouvrière peut le faire. Or, la Commune de Paris a posé d'emblée la question de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de l'État ouvrier, de la révolution sociale. La dynamique révolutionnaire est telle que la mobilisation de la classe ouvrière à des fins démocratiques bourgeoises déborde inéluctablement les limites de la démocratie bourgeoise nationale et, rapidement, cette classe lutte en son nom propre et pour ses propres buts et intérêts. Le nationalisme est d'autant plus rejeté que les possibilités d'alliances de classe pour des buts révolutionnaires n'existent pratiquement plus.

Pour Marx et Engels, l'histoire mondiale est façonnée par la lutte des classes et non par les affrontements nationalistes, même si les luttes des classes en revêtent l'aspect.

Hélène Carrère d'Encausse avait raison d'affirmer que les héritiers de Marx et d'Engels n'ont pas trouvé de théorie nationale cohérente dans leur patrimoine³⁰. On ne trouve pas non plus, chez ces auteurs, une théorie sur la question tribale à l'époque du communisme dit primitif.

Pour Marx et Engels, la nation est elle-même un produit de la lutte des classes. Il ne peut exister chez eux une théorisation nationale indépendante de celle de la lutte des classes sociales. Concernant le marxisme, c'est peut-être l'un des plus grands faux débats.

Lorsqu'en 1875 la social-démocratie allemande exprimait, dans le programme approuvé à Gotha, son internationalisme en ces termes: « La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre de l'État national, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples », Marx dans sa *Critique* qualifiait « d'étroitement

30. Hélène Carrère d'Encausse, « Unité prolétarienne et diversité nationale », *Revue française de sciences politiques*, n° 21, 1971, p. 221-255.

national» le point de vue du nouveau parti ouvrier. Il est «absolument clair, argumentait-il, que la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe, ceci étant son champ de bataille immédiat». Dans ce sens, de par sa forme, la lutte des classes est nationale, «non pas quant à son contenu³¹». Puisque tout pays fait partie du marché mondial et du système des États, ce qu'il faut opposer à ce tout mondial, ce ne sont pas des phrases creuses sur la fraternité des peuples, mais c'est la solidarité réelle des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes. Marx explique ainsi sa pensée :

Le «cadre de l'État national actuel», par exemple l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour économiquement, «dans le cadre» du marché universel, et politiquement «dans le cadre» du système des États. [...]

Et à quoi le parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? À la conscience que le résultat de son effort «sera la fraternité internationale des peuples» - expression ronflante empruntée à la bourgeoise Ligue de la liberté et de la paix, que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Des fonctions internationales de la classe ouvrière allemande, pas un mot ! Et c'est ainsi qu'elle doit faire paroli face à sa propre bourgeoisie, fraternisant déjà contre elle avec les bourgeois de tous les autres pays³².

L'internationalisme prolétarien est donc le fondement constitutif de la problématique marxiste à l'égard des questions nationales.

Si Marx a travaillé à convaincre le conseil général et d'autres sections de l'AIT de soutenir la lutte de la Irish Republican Brotherhood (Fraternité républicaine irlandaise - FRI)³³ et s'il a intégré une analyse de l'Irlande dans son analyse du capitalisme, cela découle du fait qu'Engels et lui ont étudié l'Irlande en

profondeur. Ils ont rencontré les dirigeants fenians. Ils étaient des lecteurs assidus des journaux nationalistes irlandais (modérés et radicaux), comme la Nation, le Irish People et le Irishman³⁴. Autant Marx qu'Engels entretenaient des liens personnels et politiques avec des Irlandais-es. Engels s'est rendu en Irlande à plusieurs reprises et la fille de Marx, Jenny, a écrit passionnément en 1870 sur le traitement des fenians emprisonnés³⁵.

De plus, il ne faut pas oublier le livre de jeunesse d'Engels³⁶. Dans cet ouvrage, La situation de la classe laborieuse en Angleterre³⁷ (37), Engels décrit en détail les conditions de vie et de travail abominables auxquelles sont soumis les ouvrier-ères en pleine révolution industrielle. Cependant, peu ont remarqué que, dans cet ouvrage, Engels répète souvent que les Irlandais-es représentent la frange la plus opprimée de la classe laborieuse en Angleterre. L'un de ses guides dans la découverte du Manchester ouvrier était Mary Burns, une ouvrière d'usine qui sera sa compagne pendant les deux décennies suivantes. Dans La situation de la classe laborieuse en Angleterre, il mène une analyse subtile du rapport de la classe avec l'ethnicité/nationalité, abordant la question des travailleur-euses immigré-es irlandais-es sous plusieurs angles. Entre autres, il souligne que le «rapide développement de l'industrie anglaise n'aurait pas été possible si l'Angleterre n'avait disposé d'une réserve : la population nombreuse et misérable de l'Irlande». Enfin, en 1843, avant que Marx et lui n'entament leur collaboration, Engels couvre, depuis Londres, le mouvement indépendantiste irlandais pour le compte d'un journal suisse, *Der Schweizerischer Republikaner*. Un article porte sur un meeting en plein air en Irlande où un vétéran du nationalisme,

31. Karl Marx et Friedrich Engels, *La critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions sociales, 1971.

32. *Ibid.*

33. Appelée à l'origine, en 1858, la Fraternité révolutionnaire irlandaise.

34. Eamonn Slater et Terrence McDonough, «Marx on Nineteenth Century colonial Ireland. Analyzing colonialism as a dynamic social process», *Irish Historical Studies*, vol. 36, n° 142, 2008, p. 158.

35. Sept articles en défense de prisonniers irlandais ont été publiés par Jenny Laura Marx sous le pseudonyme de J. Williams dans *La Marseillaise* en mars et avril 1870.

36. Publié quand l'auteur n'avait que 24 ans, il sera le livre d'Engels que Marx cite le plus dans *Le Capital*.

37. Friedrich Engels, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, Leipzig, Otto Wigand, 1845 ; *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éditions sociales, 1960.



Daniel O'Connell, prononce un discours qui appelle à l'abolition de l'Union entre l'Irlande et l'Angleterre³⁸.

Les liens entre le nationalisme révolutionnaire en Irlande et l'internationalisme socialiste en Europe ont conduit à une redéfinition de l'internationalisme tel que théorisé à l'origine par Marx lors de la fondation de l'AIT et dans laquelle le fenianisme est crucial. Comme l'écrivait Engels dans un compte rendu de la réunion du conseil général du 14 mai 1872 :

Si les membres d'une nation dominante invitent la nation qu'ils ont conquise et oppriment encore à oublier sa nationalité et sa position spécifique, à «faire abstraction de distinctions nationales», etc., ce n'est pas de l'internationalisme, c'est tout simplement leur prêcher la soumission au joug et tenter de justifier et de perpétuer la domination du conquérant sous prétexte d'internationalisme. [...] Dans un cas comme celui des Irlandais, le véritable internationalisme doit être nécessairement basé sur une organisation nationale distincte. Les Irlandais, comme les autres nationalités opprimées, ne peuvent entrer dans l'Association que comme les égaux des membres de la

38. Friedrich Engels, «Lettres de Londres», dans Friedrich Engels, *Esquisse d'une critique de l'économie politique, suivi de Lettres d'Angleterre, Lettres de Londres*, Paris, Aubier-Montaigne, 1974.

nation dominante et en protestant contre l'oppression³⁹.

Enfin, Engels a affirmé de façon énergique que «deux nations en Europe ont non seulement le droit, mais le devoir d'être nationalistes avant d'être internationalistes : les Irlandais et les Polonais. C'est lorsqu'ils sont bien nationalistes qu'elles sont vraiment internationalistes⁴⁰». Cette formulation étonnante suggère non seulement une imbrication, mais également une relation dialectique entre des formations politiques généralement considérées distinctes ou antinomiques. Ici, «le nationalisme de la nation opprimée se voyait donc uni dialectiquement à l'internationalisme prolétarien⁴¹». Engels nous invite à être attentifs à la particularité de l'Irlande, un des deux seuls pays (avec la Pologne) qui nécessitent un internationalisme imbriqué dans un nationalisme anti-oppression et pour qui le nationalisme est paradoxalement une forme d'internationalisme⁴².

39. Marx et Engels, *Ireland and the Irish Question*, *op. cit.*, p. 302-303.

40. *Ibid.*, p. 332.

41. Jie-Hyun Lim, «Marx's theory of imperialism and the Irish national question», *Science & Society*, vol. 56, n° 2, 1992, p. 170.

42. De son côté, Lénine distingue le nationalisme de la nation dominante, qui est totalement réactionnaire, de celui de la nation dominée qui est contradictoire et qui recèle un potentiel révolutionnaire de lutte contre la domination.

Le contexte historique dans lequel cette nouvelle compréhension de l'internationalisme surgit, ce qui est déjà très clair pour Marx et Engels en 1869, est celui de la relation indissociable entre empire et capital, d'une part, et capitalisme et oppression nationale, d'autre part.

Pour Marx, le fenianisme «se caractérise par une tendance socialiste (dans le sens négatif, en tant que dirigée contre l'appropriation du sol) et comme mouvement des classes inférieures⁴³». Le fenianisme⁴⁴ était un réseau transatlantique d'organisations - incluant la Confrérie des fenians aux États-Unis, la FRI en Irlande et celle en Grande-Bretagne : «Il est le fait en réalité d'Américains irlandais, d'Irlandais en Amérique. Ce sont eux les inspireurs et les dirigeants⁴⁵.» Leur but avoué était de renverser la domination britannique en Irlande par des moyens violents afin d'y établir une république irlandaise indépendante. Au cours des années 1860, les membres de la FRI se préparaient à s'engager dans de nouvelles stratégies d'insurrection, dont des attaques militaires de type guérilla. Cela s'inscrivait dans une variété d'autres formes de lutte - création de nouveaux journaux nationalistes en Irlande, déclenchement et financement d'une rébellion militaire armée en Irlande, organisation d'un soulèvement à Kerry, à Cork, à Dublin et à d'autres endroits en 1867, organisation d'un raid au château Chester pour y saisir des armes et tentative de libérer des militants emprisonnés en Angleterre. En 1867, instituant le «gouvernement provisoire» de l'Irlande, les membres de la FRI annoncent leur «but [de] créer une république fondée sur le suffrage universel, et qui doit garantir à tous la valeur intrinsèque de leur travail».

La presse britannique a décrit la lutte irlandaise comme du terrorisme. Les

représentation - véhiculées dans les articles de journaux, les caricatures et la théorie politique - «racialisaient» couramment l'insurrection irlandaise en soutenant implicitement que le fenianisme était la manifestation de la barbarie irlandaise. Ces idées sur le terrorisme avaient plusieurs fonctions idéologiques : dépolitisation de la violence indépendantiste irlandaise et justification de la répression de l'État non seulement de la résistance feniane, mais aussi des protestations de la classe ouvrière britannique.

Considérer le fenianisme comme une forme de terrorisme justifiait l'utilisation de mesures contre-insurrectionnelles de répression extrême comme celles de la suspension répétée de l'habeas corpus en Irlande ainsi que le recours aux détentions prolongées des membres présumés de la FRI, l'utilisation de la photographie des prisonniers fenians au profit des forces de la répression, la collaboration de l'État avec l'Église catholique et l'invocation de l'état d'urgence pour rationaliser la violence contre les immigré·es irlandais·es en Grande-Bretagne. En conséquence, pour Marx, les troubles en Irlande fournissaient «le seul prétexte du gouvernement anglais pour entretenir une grande armée permanente qui, en cas de besoin, comme cela s'est vu, a été lancée contre les ouvriers anglais après avoir fait ses études soldatesques en Irlande⁴⁶».

C'est dans le contexte de cette «panique feniane» que Marx reconsidère la libération nationale irlandaise et identifie l'Irlande comme «le point le plus faible⁴⁷» de la Grande-Bretagne. Au fil de ses lettres, articles et notes de discours préparés pour les activités de l'AIT et ses diverses sections, Marx explique pourquoi l'indépendance de l'Irlande de la Grande-Bretagne est le catalyseur nécessaire à la révolution socialiste internationale. En 1870, il écrivait à Paul et Laura Lafargue :

Pour accélérer l'évolution sociale de l'Europe, il faut précipiter la catastrophe de l'Angleterre officielle. Pour cela, il faut frapper en Irlande : c'est son point le plus faible.

43. Lettre de Karl Marx à Friedrich Engels, 30 novembre 1867.

44. Niall Whelehan définit le fenianisme comme «un terme générique qui réfère généralement au FRI de Dublin (fondé en 1858), à la Fraternité fenian (1858) et au Clan na Gael (1867)». *The Dynamiters. Irish Nationalism and Political Violence in the Wider World, 1867-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 1.

45. Karl Marx, *Ébauche d'un rapport sur la question irlandaise à l'Association légale des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction de Londres*, 1867.

46. Marx, «Le conseil général au conseil fédéral de la Suisse romande», *op. cit.*

47. Marx et Engels, *Ireland and the Irish Question*, *op. cit.*, p. 290.

La perte de l'Irlande, c'est la fin de l'«Empire» britannique, et la lutte des classes en Angleterre, qui jusqu'à présent a un caractère chronique, mais ne sort pas de sa léthargie, prendra des formes aiguës. Mais l'Angleterre est la capitale mondiale du landlordisme et du capitalisme⁴⁸.

En Angleterre, pays capitaliste «par excellence», donc potentiellement le pays où pouvait se produire une révolution prolétarienne, la réalité des classes ne correspondait pas à la conscience de classe. Les ouvrières anglaises étaient si imprégnées de mépris, en réalité de racisme, envers les Irlandais-es – aussi bien contre la minorité irlandaise dans la classe ouvrière britannique que contre les habitant-es de l'Irlande – qu'ils avaient tendance à être solidaires de la classe dominante anglaise. Marx était tellement convaincu de la gravité de cette situation qu'il entretenait une correspondance privée avec des camarades de l'AIT, dans le but de clarifier sa position et de préparer le débat dans l'organisation :

Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les Blancs pauvres vis-à-vis des Noirs dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance

de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente⁴⁹.

Cet «antagonisme», tel que Marx le décrivait, était l'obstacle le plus important aux efforts de l'AIT et, ultimement, ce sur quoi le pouvoir capitaliste était fondé. En effet, cette «panique feniane» représentait un important défi pour les membres de l'AIT, dont certains résistaient à fournir leur plein soutien à la cause irlandaise.

Cette compréhension de la place de l'Irlande dans le capitalisme britannique a conduit Marx et Engels à mettre la question irlandaise au centre de leur stratégie politique internationaliste à la fin des années 1860. Marx et Engels encourageaient l'AIT à soutenir les fenians, plus particulièrement la FRI, de plusieurs façons. En novembre 1869, Marx livrait une série de discours au conseil général plaidant pour un soutien sans équivoque de l'Internationale à la lutte irlandaise, en expliquant l'importance de la libération nationale de l'Irlande pour la révolution internationale. Cela lui a permis de faire passer une résolution pour l'Irlande au conseil, une résolution qui, malgré un débat houleux, a été finalement adoptée à l'unanimité. L'adoption de la résolution a eu lieu simultanément avec l'appui de l'AIT au mouvement pour l'amnistie des fenians ainsi que sa participation à de grandes manifestations populaires contre la pendaison publique de fenians condamnés – puisqu'ils étaient considérés comme des criminels plutôt que comme des prisonniers politiques – et les mauvais traitements subis par les membres de la FRI détenus dans des prisons anglaises⁵⁰.

Engels et Marx pensaient qu'une révolution en Irlande pouvait surmonter l'impasse que représentait l'antagonisme entre les classes ouvrières anglaise et irlandaise, pas seulement en libérant l'Irlande de

49. Lettre de Karl Marx à Sigfrid Mayer et August Vogt, 9 avril 1870.

50. Ce point de vue diffère de celui de son adversaire anarchiste Mikhaïl Bakounine, qui estimait que l'AIT n'avait pas à se mêler de cette question. Il s'opposait à une campagne proposée par le conseil général pour réclamer la libération des prisonniers politiques irlandais, car cette question ne concernait pas, de son point de vue, la lutte des classes.

48. *Ibid.*

l'oppression britannique, mais également en ouvrant de nouvelles potentialités en Grande-Bretagne elle-même. Ils étaient convaincus «que le coup décisif contre les classes dominantes anglaises (et il sera décisif pour le mouvement ouvrier du monde entier) ne peut pas être porté en Angleterre, mais seulement en Irlande⁵¹». C'est pourquoi ils militaient pour que l'AIT appuie la lutte pour l'indépendance de l'Irlande. Ils réfutaient le point de vue selon lequel cette question nationale n'intéressait pas le mouvement ouvrier. Ils s'opposaient à la politique des organisations anglaises qui refusaient aux Irlandais·es le droit de constituer une section autonome. La lutte pour le socialisme passait donc par la lutte pour l'indépendance de l'Irlande, y compris par rapport à la classe ouvrière anglaise et ses organisations.

Plus précisément, Marx préconisait trois mesures :

- Autonomie et indépendance vis-à-vis de l'Angleterre.
- Une révolution agraire. Les Anglais, avec la meilleure volonté du monde, ne peuvent faire cette révolution pour les Irlandais, mais ils peuvent leur donner les moyens légaux de la faire eux-mêmes.
- Des tarifs protectionnistes contre l'Angleterre⁵².

Par ailleurs, la FRI a manifesté son appui au socialisme international de l'AIT. Dans sa proclamation de 1867 pour une république irlandaise citée plus haut, bien avant la résolution d'appui de l'AIT à la lutte irlandaise, les fenians déclaraient leur internationalisme et leur solidarité avec le prolétariat britannique : «Les républicains du monde entier, notre cause est votre cause. Notre ennemi est votre ennemi. Laissez vos cœurs s'ouvrir à nous. Quant à vous, les travailleurs d'Angle-

terre, ce n'est pas seulement votre cœur que nous souhaitons, mais vos bras⁵³.» Alors que la politique socialiste de la FRI était un peu rudimentaire, elle était cohérente et suffisamment sérieuse pour trouver sa place dans ses documents de fondation. Ce qui est confirmé par le fait que d'importants dirigeants fenians ont été influencés par le socialisme européen et devinrent membres de l'AIT. En 1870, par exemple, les fenians avaient créé des sections de l'Internationale à Dublin et à Cork ainsi que dans d'autres centres urbains en Angleterre comme Manchester⁵⁴. La FRI comprenait en son sein d'importants courants internationalistes et socialistes. En fait, durant les premières années du fenianisme, les journaux nationalistes assuraient une couverture des réunions du conseil général de l'AIT sur l'Irlande⁵⁵. Par conséquent, dès le début des années 1860, l'internationalisme socialiste a été imbriqué avec le nationalisme en Irlande. [...]

Richard Poulin est le fondateur de M Éditeur (Québec). Professeur à l'Université d'Ottawa, il est associé à l'Institut d'études et de recherches féministes de l'UQAM.

Ce texte est l'introduction à Friedrich Engels, Karl Marx, *Irlande, classes ouvrières et libération nationale*, textes réunis et présentés par Richard Poulin, Paris/Lausane/Montréal, Syllepse/Page 2/M. éditeur, 2021.

51. «J'ai longtemps cru que c'est l'essor du mouvement ouvrier anglais qui permettrait de renverser le régime irlandais. J'ai toujours défendu cette opinion à la New York Tribune. Une étude plus sérieuse m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise ne fera rien avant de s'être débarrassée de l'Irlande. C'est en Irlande que doit être appliqué le levier. Voilà pourquoi la question irlandaise a une telle importance pour le mouvement social en général.», Lettre de Karl Marx à Friedrich Engels, 10 décembre 1869.

52. Lettre de Karl Marx à Friedrich Engels, 30 novembre 1867.

53. Peter Beresford Ellis, *The History of the Irish Working Class*, Londres, Pluto Press, 1996, p. 133-134.

54. *Ibid.*, p. 135.

55. Kevin Anderson, *Marx aux antipodes : nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, op. cit., p. 127.

Un dialogue irlandou-ukrainien

Conor Kostick et Vladyslav Starobutsev

Quels étaient les défis auxquelles vos nations respectives étaient confrontées ?

CONOR KOSTICK

L'Irlande a été la première colonie de l'empire britannique. Tout au long des 18^e et 19^e siècles, le contrôle britannique sur l'Irlande a été exercé avec une brutalité considérable : répression de la religion catholique pratiquée par la majorité des Irlandais, interdiction de l'usage du gaélique, la langue irlandaise, exclusion de la majorité du peuple irlandais de la vie publique et du pouvoir politique. Sur le plan économique, la Grande-Bretagne a empêché toute émergence d'une industrie irlandaise, à l'exception du Nord-Est du pays. Dans les années 1847-1853, elle a conduit le pays à une famine - qui aurait pu être évitée - qui a fait passer la population irlandaise, par la mort et l'émigration, de plus de 8 millions à 3 millions.

En 1916, le gouvernement britannique a été formel : si l'Irlande pouvait bénéficier d'un certain niveau de « Home Rule », elle ne devait pas accéder à l'indépendance. Londres était prêt à être impitoyable pour empêcher une rupture. Au plus fort de la guerre d'indépendance, entre 1918 et 1921, la Grande-Bretagne a mené une politique de la terre brûlée, incendiant les villes et tuant les activistes avec l'aide d'une force fasciste créée pour la circonstance, les Black and Tans. La philosophie politique britannique a été formulée par un personnage clé, Sir Henry Wilson : la Grande-Bretagne devait s'emparer de l'Irlande sous peine de perdre des territoires dans tout l'empire. Vers la fin de la guerre, Winston Churchill, alors membre du gouvernement, a fait élaborer un plan de réoccupation de l'Irlande par 100 000 soldats.

Il y avait cependant un défi supplémentaire sur le plan intérieur. Les élites économiques du Nord-Est de l'Irlande, autour de Belfast, dirigeaient le plus grand chantier naval du monde, ainsi que des industries connexes. Fidèles à la source de leur richesse, l'empire britannique, ces élites ont créé le Parti unioniste ainsi qu'une organisation de masse sectaire, l'Ordre d'Orange, pour s'assurer que les nationalistes ne les forceraient pas à créer une Irlande indépendante.

VLADYSLAV STARODUBTSEV

L'Ukraine était une nation divisée entre deux empires : l'Autriche-Hongrie et la Russie. Dans les immenses territoires de l'Ukraine, le peuple ukrainien constituait la couche la plus pauvre de la population, sans accès à l'éducation, sans autonomie et soumise à une politique active d'assimilation. La langue ukrainienne était interdite et, si le servage avait été - récemment - aboli, les Ukrainiens subissaient toujours des conditions d'exploitation qui n'étaient pas si différentes de celui-ci. Concomitamment l'État russe à l'Est et les élites polonaises tentaient de mettre en œuvre un projet de colonisation. Les centres urbains servaient à contrôler la population ukrainienne. Il est notable de relever qu'encore en 1919, deux ans après la révolution, Kyiv, la capitale, ne comptait que 23 % d'Ukrainiens et 42 % de Russes.

L'immense majorité absolue de la population rurale était ukrainienne et n'avait accès ni à l'éducation, ni à la représentation et au pouvoir que les centres urbains offraient. Les Ukrainiens étaient une nation paysanne, sans classe de propriétaires ou de capitalistes, divisée et subissant une politique volontaire d'assimilation et de colonisation. Il existait de petits cercles politiques, principalement axés sur le travail culturel, l'éducation des paysans,

l'apprentissage de la langue et la diffusion de la culture ukrainienne, mais ils étaient activement persécutés. Le mouvement coopératif ukrainien était en plein essor et se concentrait sur l'«autodéfense économique» contre la pauvreté, mais aussi sur la défense de la culture ukrainienne et sur l'alphabétisation. Les premiers partis politiques ont alors été créés.

La double monarchie austro-hongroise étant beaucoup plus libérale que la monarchie russe, les Ukrainiens pouvaient y réaliser leurs ambitions au moins de manière semi-légale. C'est ainsi que la vie politique s'est développée de manière plus vigoureuse à l'Ouest. En 1890, un parti radical ukrainien a été créé en Ukraine occidentale et, en 1900, un parti révolutionnaire a vu le jour en Ukraine centrale et orientale. Les militants de ces partis étaient actifs dans les sociétés culturelles, les coopératives, les syndicats illégaux et les mouvements paysans.

Quels étaient les différents courants de la politique nationaliste à cette époque ?

CONOR KOSTICK

Avant 1916, le principal parti nationaliste était le Parti parlementaire irlandais. Parti des propriétaires terriens et des élites économiques, il prônait une forme limitée d'indépendance : des pouvoirs locaux au sein de l'empire. Ce parti s'est ainsi engagé à aider la Grande-Bretagne à gagner la Grande Guerre, dans l'espoir d'être récompensé par la suite.

Plus radical mais beaucoup plus petit, le Sinn Féin a été fondé par Arthur Griffiths en 1905. Sans être nécessairement en faveur d'une séparation complète de l'empire, il jouissait d'une grande popularité pour sa défense de la culture irlandaise face à la domination britannique. Au tournant du siècle, l'enthousiasme populaire pour la renaissance de la langue irlandaise s'est ainsi manifesté par l'adhésion de 100 000 personnes à la Ligue gaélique et par un nombre équivalent à l'Association athlétique gaélique, qui avait pour objet de faire revivre les sports irlandais. L'épine dorsale de ces mouvements et du Sinn Féin était la classe moyenne catholique et les intellectuels.

Au sein du Sinn Féin - et partageant sa base sociale dans le nationalisme irlandais revitalisé de la classe moyenne -, on

trouvait la société secrète, l'Irish Republican Brotherhood (IRB, Fraternité républicaine irlandaise). Celle-ci prévoyait de se soulever contre la Grande-Bretagne dès que l'occasion se présenterait, ce qu'elle estima être le cas à la suite de la guerre. Cette perspective a été renforcée par le développement d'une armée nationale irlandaise de volontaires à partir de 1913. Largement favorable au Parti parlementaire irlandais et ayant donc soutenu la Grande-Bretagne pendant la guerre, celle-ci s'est divisée et quelque 13 000 hommes refusèrent d'aider la Grande-Bretagne pour se préparer à un soulèvement contre l'empire.

Il y avait aussi le nationalisme de la classe ouvrière qui, bien que largement canalisé derrière le Parti parlementaire irlandais ou le Sinn Féin, avait trouvé une voix en la personne de James Connolly, le leader socialiste le plus important d'Irlande¹.

Le mouvement des femmes, qui cherchait à obtenir le droit de vote et l'égalité en général, comptait sur l'indépendance pour atteindre ses objectifs et, à l'exception des femmes unionistes du Nord, un grand nombre de militantes pour l'indépendance étaient des membres de Cumann na mBan, un mouvement semblable au Sinn Féin, mais composé uniquement de femmes.

VLADYSLAV STARODUBTSEV

C'est en Ukraine occidentale que le premier parti ukrainien a été créé : le Parti radical ukrainien dont le programme disait la chose suivante :

Nous agissons pour changer le mode de production selon les objectifs du socialisme scientifique, à savoir une organisation collective du travail et la propriété collective des moyens de production. [...] Nous voulons les libertés individuelles, la liberté de parole et d'association, de conscience pour tous, sans distinction de sexe. Nous voulons le contrôle le plus total sur tous les aspects de la vie politique pour tout ce qui concerne la vie des personnes ; nous voulons l'autonomie des communautés, des municipalités et des régions, ainsi que le pouvoir pour chaque nation de disposer de tous les moyens pour leur développement culturel.

L'idéologie du Parti radical était composée de socialisme non marxiste, de fédéralisme

1. Voir <https://independentleft.ie/socialism-in-ireland/>.

(décentralisation), de féminisme, de constitutionnalisme et de nationalisme romantique semblable à celui exprimé par les républicains italiens tels que Mazzini et Garibaldi. Une part importante de l'originalité du Parti radical se trouvait dans sa prise en compte des problèmes spécifiques de l'organisation agraire, qu'il avait appris de différents mouvements agraires dans le monde, mais aussi avec la Land League en Irlande.

Le deuxième parti ukrainien, le Parti révolutionnaire ukrainien, a été créé dans la partie de l'Ukraine contrôlée par la Russie. Il comportait une large palette de socialistes, mais la fraction sociale-démocrate (marxiste), victorieuse des luttes internes, finit par expulser tous les membres non marxistes. Le parti s'est alors rebaptisé Parti ouvrier social-démocrate ukrainien. Ce parti, qui agissait dans la clandestinité, luttait à la fois contre le Parti ouvrier social-démocrate russe, qui s'opposait aux revendications nationales ukrainiennes, et luttait pacifiquement pour exercer une influence sur le territoire ukrainien. Il luttait contre la police secrète tsariste, qui mettait constamment au point de nouvelles méthodes plus modernes pour lutter contre les agitateurs. C'est en 1905 que ce parti a fait sa première expérience révolutionnaire en participant aux soviets révolutionnaires et aux grèves.

Après la révolution de 1905 et la réaction qui s'ensuivit, il a été créée une Société des progressistes ukrainiens, une organisation non partisane, destinée à se défendre contre la marée montante du nationalisme russe. Elle était principalement composée de progressistes modérés mais comptait une minorité de membres du Parti ouvrier social-démocrate ukrainien.

Tous les partis influents de la révolution ukrainienne (à l'exception d'un seul, toujours fortement lié au Parti révolutionnaire ukrainien - le Parti ukrainien des révolutionnaires socialistes) ont été formés à partir de ces deux partis.

Le Parti radical ukrainien s'est scindé en trois: le Parti social-démocrate ukrainien (austromarxiste), le Parti radical ukrainien (non marxiste) et le Parti national-démocrate ukrainien (national-démocrate progressiste centre-gauche). Ils seront les principaux partis de la révolution en Ukraine occidentale.



Le Parti révolutionnaire ukrainien se transforma en Parti ouvrier social-démocrate ukrainien. Les socialistes non marxistes de la partie de l'Ukraine contrôlée par la Russie ne créèrent leur parti qu'en 1917, sur la base de ce qu'on appelait le *narodnikisme*, une idéologie agraire-socialiste et fédéraliste. Le nouveau parti s'appelait le Parti ukrainien des révolutionnaires socialistes et deviendra le plus grand parti d'Ukraine. La majorité des membres de la Société des progressistes ukrainiens forma le Parti socialiste-fédéraliste, un groupe progressiste modéré, qui n'avait de socialiste que le nom, et qui s'apparentait à ce qui sera, plus tard, décrit aux États-Unis sous le nom de «New Dealers».

Quel rôle la gauche a-t-elle joué dans la lutte pour l'indépendance ?

CONOR KOSTICK

La classe ouvrière a joué un rôle essentiel dans la rupture partielle de l'Irlande avec l'empire. Quatre grandes grèves générales ont eu lieu au cours de cette période et des centaines d'occupations d'usines, inspirées par ce qui se passait en Russie, ont formé ce qui s'est appelé des soviets et ont arboré

des drapeaux rouges². Grâce aux boycotts massifs, notamment des chemins de fer, la Grande-Bretagne avait alors des grandes difficultés à gouverner l'Irlande ou à réprimer durement les colonnes mobiles de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), devenue l'armée officielle d'un Parlement national constitué en 1919 pour braver la Grande-Bretagne.

S'il s'était agi d'une bataille directe opposant les forces britanniques et les unionistes à l'IRA, la Grande-Bretagne aurait facilement été victorieuse. Mais, comme personne ne payait d'impôts à l'empire, que personne ne se présentait devant les tribunaux britanniques et que les boycotteurs refusaient de livrer de la nourriture ou d'aider l'administration impériale, l'Irlande a pu maintenir une guérilla et finalement forcer le gouvernement britannique à négocier.

VLADYSLAV STARODUBTSEV

La Rada centrale ukrainienne, un gouvernement provisoire révolutionnaire formé dans l'Ukraine sous contrôle russe, était entièrement composée par les forces de gauche. La majorité était composée de députés soviétiques et de représentants des syndicats paysans, de minorités nationales et de deux partis ukrainiens qui s'affrontaient sur le «siège du pouvoir»: le Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien et le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien. Au cours de la révolution, ces forces ont permis la création de la République populaire d'Ukraine :

Grâce à votre force, votre volonté et votre parole, les Ukrainiens de la terre ukrainienne sont devenus libres dans la République populaire. Le vieux rêve de nos parents, combattants pour la liberté et les droits des travailleurs, est devenu réalité. [...]

Nous, la Rada centrale ukrainienne, élue par les congrès des paysans, des travailleurs et des soldats d'Ukraine [...] nous ne soutiendrons aucune guerre, parce que le peuple ukrainien veut la paix, et la paix démocratique devrait être instaurée le plus tôt possible [...].

En même temps, nous appelons les citoyens de l'Ukraine indépendante, nous

appelons la République populaire à rester fermement sur ses acquis, [à défendre] la volonté et les droits de notre peuple et à défendre notre destin de toutes nos forces contre tous les ennemis de la République indépendante des paysans et des travailleurs.

Contre la République populaire d'Ukraine, les bolcheviks ont monté une agression impérialiste, déclenchant une guerre expansionniste alors que les Ukrainiens militaient pour une «paix sans occupation et sans contributions». Là où les forces bolcheviques sont intervenues, elles ont organisé la violence de masse et, le plus souvent, la répression et la centralisation. Les soviets locaux ukrainiens furent contrôlés par le parti et les coopératives nationalisées, car elles représentaient une menace pour l'idée léniniste du parti unique et de l'État russe.

Les socialistes ukrainiens, les étudiants, les coopérateurs, les paysans et les travailleurs de tous sexes ont alors organisé une résistance massive contre l'intrusion bolchevique, mais ils ont été confrontés à une lutte inégale, où ils étaient isolés.

La gauche occidentale a organisé des campagnes contre la République populaire d'Ukraine, idéalisant déjà la conquête bolchevique-impérialiste russe d'innombrables colonies de l'empire russe, la réquisition des céréales, la répression nationale, culturelle et politique et la dictature du parti unique, comme étant une extension de la «révolution socialiste». L'Entente a imposé un embargo sur l'Ukraine, empêchant l'approvisionnement de la population souffrant d'épidémies et de la faim, ainsi que des munitions pour l'armée. La Pologne a envahi l'Ukraine occidentale et la Roumanie a occupé la petite région ukrainienne de Bukovine. L'armée française a organisé une invasion de la Crimée par la mer.

La révolution ukrainienne s'est retrouvée seule face à des forces impériales et coloniales venant de tous les côtés, sans armes ni munitions, avec un appareil d'État et une armée construits à partir de rien en l'espace d'un an, sans officiers compétents ni fonctionnaires expérimentés, avec une absence totale de contrôle sur les centres urbains et un manque d'éducation. Dans ces conditions, l'Ukraine a fait preuve d'une résistance phénoménale et s'est battue de 1917

2. <https://independentleft.ie/irelands-biggest-general-strike/>.

à 1921, les forces de gauche, les paysans et les ouvriers ukrainiens organisant des mouvements de partisans et des républiques révolutionnaires indépendantes, même après l'effondrement de la République populaire d'Ukraine elle-même.

Quelles étaient les différentes traditions et les différents partis de gauche à cette époque ?

CONOR KOSTICK

En Irlande, la plus importante tradition de gauche était le syndicalisme-révolutionnaire. L'Irish Transport and General Workers Union (ITGWU) s'inspirait de l'Industrial Workers of the World et comptait 100 000 membres à son apogée. Les syndicalistes ont mené des grèves de masse et des prises de contrôle «soviétiques». Malheureusement pour la gauche, les deux principales figures de la construction de l'ITGWU étaient absentes pendant ces années critiques. James Connolly avait été exécuté pour avoir dirigé l'insurrection de Pâques 1916, une insurrection ratée menée en grande partie par l'IRB. Jim Larkin, fondateur de l'ITGWU, était en prison en Amérique.

Après la révolution russe, un petit parti communiste a été créé, mais il était minuscule et presque insignifiant.

Il existait également un Parti travailliste, qui allait devenir un parti réformiste du type de la 2^e Internationale. Pendant la guerre d'indépendance, il ne se distinguait pas vraiment de l'ITGWU, puisqu'il était essentiellement composé de l'exécutif de l'ITGWU et d'autres personnes qui se présentaient aux élections au nom du Parti travailliste. Dans le Nord, principalement à Belfast, il y avait l'Independent Labour Party, un parti social-démocrate radical qui était assez influent jusqu'à ce qu'il soit écrasé par un pogrom unioniste en 1921.

VLADYSLAV STARODUBTSEV

La révolution ukrainienne n'a pas eu d'aile droite, car l'identité ukrainienne était considérée comme étant principalement l'identité de la gauche, tandis que la droite était associée à la domination russe et à la monarchie. Les gouvernements de la République populaire d'Ukraine étaient presque toujours aux quatre cinquièmes radicaux-socialistes et un

cinquième non-socialistes, généralement toujours de gauche ou progressistes d'une manière ou d'une autre. Les différences les plus importantes se situaient donc entre les factions de la gauche.

Dans la République populaire d'Ukraine (en Ukraine occidentale, il existait une République populaire d'Ukraine occidentale distincte), le parti le plus important était le Parti ukrainien des révolutionnaires socialistes. Dès 1918, il avait adopté un programme soviétique et syndicaliste et militait pour la création d'une République ukrainienne soviétique démocratique et indépendante. Le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien était plus petit, mais plus influent sur le plan intellectuel. Son aile radicale soutenait le type de gouvernement soviétique, tandis que son aile démocratique-socialiste modérée soutenait un gouvernement socialiste parlementaire, donnant aux soviets une place pour co-gouverner localement, mais pas pour former un gouvernement uniquement sur leur base.

L'influence du Parti socialiste-fédéraliste était minuscule et il n'a jamais été à même de former un gouvernement.

Le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USDWP) et le Parti ukrainien des révolutionnaires socialistes (UPSR) ont connu des scissions radicales. L'UPSR s'est divisé en UPSR (fraction borotbiste) et UPSR (courant central). Les deux UPSR ont adopté une plate-forme de type soviétique mais divergeaient sur la politique étrangère à l'égard des bolcheviks. Les borotbistes pensaient qu'il était encore possible de convaincre les bolcheviks d'abandonner leur projet impérialiste, tandis que le courant central était résolument antibolchevik. Une scission similaire s'est produite au sein de l'USDWP, mais elle portait également sur la question du système politique, basé sur les soviets ou de type parlementaire.

La République populaire d'Ukraine évoluait alors dans une direction déroutante, adoptant un système de gouvernement mi-soviétique, mi-parlementaire. Son économie était presque entièrement coopérative, avec un secteur étatique agissant selon des principes proto-keynésiens et avec un degré substantiel de contrôle ouvrier.

Les dissidences ont tenté de créer un «troisième centre»-communiste-indépendantiste (les borotbistes et les sociaux-démocrates

radicaux se sont alors rebaptisés partis communistes ukrainiens) - combattant les bolcheviks et neutres vis-à-vis de leurs camarades plus modérés de leur ex-parti. Ils ont même temporairement mis en place l'union avec la milice anarchiste de Makhno.

Plus tard, les communistes-indépendantistes ont abandonné l'idée d'un «troisième centre» et décidé de rejoindre les bolcheviks. Cette décision s'est cependant terminée de manière tragique. Leurs partis ont été dissous et une grande majorité de leurs membres ont été réprimés (généralement pas physiquement). Plus tard, une répression similaire frappera les communistes-indépendantistes, qualifiés de «nationalistes». Seuls les plus loyaux envers les bolcheviks ont été autorisés à être incorporés dans un État à parti unique.

À la même époque, le Parti bolchevique russe (il n'y avait pas de parti bolchevique ukrainien) comptait une fraction communiste-indépendantiste ukrainienne. Ses membres ont été exclus après avoir comparé le style de gouvernement de Lénine à celui de Louis XIV, «L'État c'est moi», et critiqué le chauvinisme russe des politiques bolcheviques en Ukraine.

Dans la République populaire d'Ukraine occidentale, le Parti national-démocrate a formé un gouvernement de coalition avec le Parti radical et le Parti social-démocrate. Dans un esprit de délibération, le Parti social-catholique (de droite) devait également cogouverner avec une représentation beaucoup plus importante que son influence réelle. [...]

Au cours de la révolution, les nationaux-démocrates ont évolué vers la gauche; influencés par le Labour britannique, ils ont changé de nom pour devenir le Parti travailliste du peuple ukrainien et adopté un programme socialiste modéré.

Ce qui était différent en Ukraine occidentale, c'est qu'après l'expérience d'un régime semi-démocratique, l'idée d'un gouvernement basé sur les soviets était (généralement à juste titre) considérée comme moins démocratique qu'une république parlementaire; les radicaux socialistes discutaient par exemple de la manière d'améliorer et de rendre plus solide une République parlementaire socialiste et non de la République des soviets. Cette dernière idée était obscure



et a provoqué de longues discussions, parfois houleuses, entre les politiciens de la République populaire d'Ukraine occidentale et ceux de la République populaire d'Ukraine.

La gauche a-t-elle réussi à être la voix de la lutte nationale? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?

CONOR KOSTICK

Non, malheureusement, elle a échoué. On prétend parfois qu'aucun résultat particulièrement radical n'aurait pu être obtenu au cours de ces années, parce que l'Irlande rurale était trop conservatrice. Il est vrai que des valeurs profondément conservatrices émanaient de certains des plus grands agriculteurs. Ils avaient créé la Farmers Freedom Force, sur le modèle du Ku Kux Klan aux États-Unis et le porte-parole du Farmers Party déclarait au Parlement qu'il n'y avait «pas assez de lampadaires pour pendre les agitateurs de Liberty Hall». En réaction il y a eu à gauche des mouvements de masse très radicaux de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles, qui ont créé une armée rouge autour de Waterford pour les contrer. Dans l'Ouest, les paysans ont pris le contrôle de grands domaines et les ont exploités en coopérative. En général, la gauche n'a pas manqué d'activités de masse audacieuses et imaginatives, comme les grèves générales et les soviets. Ainsi, la ville de Limerick a été pendant une courte période dirigée par des travailleurs.

Selon moi, si la gauche n'a pas réussi à sortir de ces années comme une force significative (et je pense qu'il était possible qu'elle arrive au pouvoir), c'est principalement parce que la social-démocratie de droite (incarnée par William O'Brien, Tom Foran et Tom Johnson) a fixé l'agenda pour l'ensemble de la gauche et des militants de la classe ouvrière. Particulièrement brillants pour donner l'impression d'être des révolutionnaires purs et

durs lorsqu'ils en avaient besoin, ils avaient en outre la crédibilité d'être d'anciens camarades de James Connolly. Il a fallu des années aux véritables révolutionnaires pour se rendre compte que ces bureaucrates étaient plus intéressés par la préservation des acquis syndicaux et la création d'un rôle pour le Labour dans une nouvelle Irlande que par la révolution. La social-démocratie de droite a fait don de l'énergie des grèves et des occupations au Sinn Féin, qui l'a utilisée pour obtenir une forme limitée d'autonomie au prix de la partition de l'Irlande, dont le Nord-Est a été détaché pour rester dans l'empire. Le Sinn Féin était devenu plus conservateur, l'élite du Sud passant massivement au Sinn Féin lorsqu'il est apparu clairement que le Parti parlementaire irlandais avait été détruit par son soutien à la Grande-Bretagne pendant la guerre. Seule une vision radicale de l'Irlande aurait pu séduire les travailleurs du Nord en nombre suffisant pour empêcher la partition du pays. Mais ce que proposait le Sinn Féin était catholique et socialement conservateur [...].

VLADYSLAV STARODUBTSEV

La gauche ukrainienne était la seule véritable force qui luttait pour l'indépendance nationale, mais elle faisait face aux forces écrasantes des pays impérialistes ou à des projets contradictoires d'autodétermination nationale. La Pologne a immédiatement mené une conquête contre les régions ukrainiennes pour mettre en œuvre l'idée de la «Grande Pologne», et les bolcheviks sous la direction de Lénine sont devenus une force contre-révolutionnaire régionale opposée aux socialistes indigènes en Europe de l'Est, dans le Caucase, en Asie centrale et en Extrême-Orient, face à de nombreuses Républiques socialistes et progressistes démocratiques autodéterminées. Les forces occidentales ont misé sur la Pologne et sur les armées blanches russes et ont traité les Ukrainiens comme des séparatistes et des radicaux nuisibles.

Comparant les Ukrainiens à des «bandes de sinn-feinites», le politicien russe de droite Miloukov déclarait ainsi que «l'Ukraine indépendante de la Russie» était aussi impensable que «l'Irlande indépendante de la Grande-Bretagne».

Néanmoins, la lutte des Ukrainiens a permis de réaliser quelque chose que personne ne pouvait imaginer. L'existence actuelle de l'Ukraine indépendante est une réalisation directe des socialistes ukrainiens de l'époque qui, au prix d'immenses sacrifices, ont mis l'Ukraine et le peuple ukrainien sur la carte. Même les bolcheviks, qui considéraient l'Ukraine comme une «province russe orientale» en 1917, et Lénine, qui prônait le centralisme à cette époque, ont radicalement changé de position, face aux rébellions massives des paysans et des travailleurs du mouvement national ukrainien, et ont accepté de créer une pseudo-République pour les Ukrainiens et de nous reconnaître une nationalité distincte. La République populaire d'Ukraine est devenue un cri de ralliement pour les générations futures luttant pour la liberté de l'Ukraine, mais elle a été vidée de sa «substance de gauche radicale» par les générations suivantes, qui ont associé le socialisme au projet bolchevique.

Après avoir lu les réponses des uns et des autres, quelles sont, selon vous, les différences et les similitudes entre la gauche irlandaise et la gauche ukrainienne de 1916 à 1923 ?

CONOR KOSTICK

Il me semble que les similitudes résident dans le fait que le même type de politique de gauche était actif à la fois en Irlande et en Ukraine. Cependant, dans le cas irlandais, l'influence du syndicalisme était beaucoup plus grande et celle de l'anarchisme moindre (pas d'équivalent de Nestor Makhno). Bien que les deux pays aient connu la tragédie et la défaite de la gauche, une partie de l'Irlande, 26 des 32 comtés, a au moins obtenu des concessions, ce qui a finalement permis au pays d'être totalement indépendant de l'empire au milieu des années 1930. La raison en est peut-être la force de la classe moyenne nationaliste. J'ai l'impression qu'elle était beaucoup plus cohérente en Irlande, tant sur le plan culturel que politique. Grâce à la Land League des années 1880, qui a permis aux agriculteurs irlandais de posséder beaucoup plus de terres que les propriétaires impériaux absents, grâce à une économie qui a permis à l'industrie des services de prospérer sous la forme de

nombreuses petites entreprises, et grâce à un sentiment d'identité culturelle remontant à plusieurs siècles, la classe moyenne nationaliste représentait une force substantielle et, après que l'élite nationaliste l'ait abandonnée pour se lancer dans la Grande Guerre, elle a trouvé ses propres moyens d'expression. Les fermiers pauvres, les enseignants, les cols blancs et les petites entrepreneurs ont constitué un réseau de soutien très solide pour le Sinn Féin et la guérilla menée par l'IRA. Cette situation, ainsi que l'ingouvernabilité de l'Irlande face aux manifestations populaires de masse, a contraint l'empire à faire des concessions sous la forme d'un traité autorisant une autonomie limitée (les concessions étaient si limitées que le mouvement national s'est divisé sur la question de savoir s'il fallait les accepter, l'élite s'empressant de revenir au pouvoir en étant favorable au traité, tandis que la classe moyenne et la classe ouvrière, plus pauvres, étaient perdantes).

L'autre différence très intéressante est que l'empire russe a connu une révolution qui a porté au pouvoir des gens qui se disaient socialistes et qui luttaient pour une transformation du monde vers une société sans classes où tous seraient égaux. Cette vision très attrayante semble avoir divisé la gauche en Ukraine, car il a fallu un certain temps pour comprendre que les actes des bolcheviks ne correspondaient pas à leurs revendications. En Irlande, il n'y avait qu'un seul ennemi, et cet ennemi était très clair. Les Britanniques ont déployé une armée de type fasciste créée à la hâte, les Black and Tans, avec pour mission d'écraser toute action nationaliste par le biais de la politique de représailles. Si l'IRA incendiait une caserne, les Black and Tans brûlaient une ville. Si l'IRA tuait une figure de proue de l'empire, les Black and Tans tuaient plusieurs activistes. La quasi-totalité de l'Irlande s'est alors unie pour refuser de les approvisionner, pour ne pas payer d'impôts à l'empire, etc. Cela a dû être plus compliqué en Ukraine, quand certaines des armées qui approchaient proposaient de se ranger du côté de la classe ouvrière et de contribuer à la révolution mondiale. Il fallait avoir des intuitions clairvoyantes pour déjouer les manœuvres des puissances impériales ainsi que celles des ennemis de l'intérieur et des bolcheviks. J'imagine que les débats entre

les partis de gauche étaient extrêmement âpres.

VLADYSLAV STARODUBTSEV

Il semble que l'Irlande ait eu plus de chance en termes de géographie et de confrontation avec son ennemi: un empire britannique épuisé. À force de sacrifices et d'un immense travail de collaboration, l'Irlande a obtenu des concessions qui ont conduit à l'indépendance. Il me semble que la géographie relativement réduite de l'Irlande, ainsi qu'un ennemi bien défini qui a agi avec brutalité, ont été les éléments déterminants de la victoire irlandaise. Ce fut une grande lutte nationale pour l'indépendance. Malheureusement, l'identité conservatrice d'une grande partie de la population irlandaise a empêché les mouvements de masse de gauche de mener la lutte pour l'indépendance. Je pense qu'il y avait de réelles possibilités pour la gauche de mener le combat, mais seulement si les actions précédentes parvenaient à créer une identité paysanne irlandaise de gauche distincte et attractive. Il y a une grande différence entre l'Irlande, où une grande coalition nationale s'est battue pour son indépendance, et l'Ukraine, où il n'y avait qu'une coalition de gauche, je dirais même une coalition de gauche radicale; ce qui est une différence énorme et qui a eu un impact considérable sur la stratégie. En ce qui concerne les similitudes, les socialistes ukrainiens et irlandais ont pratiquement été confrontés aux mêmes problèmes: agir sur des terres à majorité paysanne contrôlées par l'empire; cette expérience unique d'organisation paysanne n'a existé qu'en Irlande, en Ukraine, au Mexique et dans un petit nombre d'autres pays. Le même état d'esprit a prévalu dans la création d'une organisation culturelle et dans l'établissement de liens entre les identités nationales, démocratiques et de gauche. L'Ukraine n'avait pas de syndicalisme organisé en tant que mouvement à l'époque.

Y a-t-il des leçons à tirer de cette période révolutionnaire pour aujourd'hui ?

CONOR KOSTICK

Plus le mouvement de la classe ouvrière s'impose en Irlande, plus il est probable que les questions en suspens créées par la

partition seront résolues dans une Irlande unie à laquelle les gens du Nord sont heureux de faire partie. Plus l'Irlande glisse vers le racisme, les sentiments anti-immigrés, et plus elle accepte les arguments de l'élite selon lequel des luxes comme les droits des handicapés, le rôle des syndicats, la transition vers une agriculture durable, etc. ne sont tout simplement pas abordables, moins elle attirera les travailleurs du Nord, qu'ils soient catholiques ou protestants. Même s'il est probable que nous verrons bientôt le Sinn Féin au pouvoir au Nord et au Sud, il n'est pas certain qu'un «Border Poll» - un vote en faveur de la réunification - puisse être remporté avec des valeurs pro-marché aussi dominantes dans le Sud.

VLADYSLAV STARODUBTSEV

C'est la mémoire des transformations révolutionnaires et des idées démocratiques radicales qui nous attire. L'expérience des combattants pour la liberté et les visions du monde qui pourrait être. La valeur de ces visions pour aujourd'hui est immense - elles nous donnent un terrain sur lequel rester et une plateforme à partir de laquelle penser, développer et créer un meilleur mouvement. J'espère que l'expérience des deux révolutions sera mieux connue. Nous avons quelques traductions en ukrainien de James Connolly, y compris des articles de Connor Kostick lui-même. Cela signifie qu'il y a quelque chose à apprendre et à motiver. La République populaire d'Ukraine est bien sûr le point de division de l'histoire ukrainienne, le moment le plus fort où les Ukrainiens se sont levés. On s'en souvient comme d'une immense partie de notre identité. Et comme la droite n'essaie pas de laver la République populaire d'Ukraine de tout son «socialisme radical», son héritage est toujours vivant.



Conor Kostick est historien, membre de l'Irish Left With Ukrain et vit à Dublin.

Vladyslav Starodubtsev est historien et milite à Kiyiv.

Cet article a été publié en ukrainien sur le site de l'Institut Mazepa (voir [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 28) et en anglais sur [New Politics](#), 8 mars 2024.

Contre la domination et ouvrir la perspective d'un autre monde

Monique Chemillier-Gendreau

La Charte des Nations unies a de nombreuses fois montré son absence d'efficacité que ce soit dans la prévision et la gestion de la crise écologique ou plus encore dans le maintien de la paix et la résolution des conflits qui se multiplient tout autour de la planète.

Cela signifie-t-il que le droit international ne peut rien face aux crises générées par les multiples contradictions qui secouent un monde unifié et en même temps fragmenté ?

Si l'on conçoit le droit comme simplement une transposition des rapports de force entre classes sociales et blocs d'États, certainement.

Mais, « il ne faut pas oublier que le droit n'a pas plus d'histoire propre que n'en a la religion » (Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845). Le droit est indissociable de l'état des sociétés dans lesquelles il s'édicte. Cela signifie que c'est une production humaine et qu'il peut aussi devenir une ressource politique mobilisable dans les luttes émancipatrices.

Dans ce sens l'analyse de Monique Chemillier-Gendreau nous permet d'ouvrir notre angle de vue sur la situation globale du monde et des rapports de forces entre classes et États.

Le choc créé par la guerre de la Russie contre l'Ukraine sert de révélateur au caractère obsolète du système mondial. Elle donne aussi à voir la crise des systèmes politiques nationaux dominants, qu'il s'agisse de ceux dits démocratiques ou de ceux qui s'affichent comme autocratiques. Analyser la situation dans toutes ses dimensions, pointer les reniements de valeurs qu'elle révèle et esquisser un autre modèle de société internationale, telles sont les exigences du moment.

L'échec insurmontable du système de sécurité collective

La guerre en Ukraine succède en réalité à deux autres séquences et se cumulant tragiquement avec elles, elle acte l'impuissance définitive des Nations unies. La crise écologique est perceptible depuis des années. Et la crise sanitaire ouverte il y a deux ans, a confirmé l'insuffisance des solutions nationales. Il a été clair à l'occasion de ces crises que la société internationale ne disposait pas des institutions et des outils capables d'affronter ces menaces. L'instrument juridique qui domine le droit international et qui est le traité est inadapté à des avancées efficaces. Étant de la nature du contrat, il est de portée relative. Son contenu ne s'impose qu'à ceux qui y ont adhéré et pas aux autres. On a un droit à géométrie variable alors que la situation requiert des normes à portée universelle.

Nous voilà maintenant devant la crise militaire en cours avec la guerre d'agression déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Elle donne à voir l'incapacité structurelle des Nations unies à assurer la paix. L'idée centrale avait été en 1945 de mettre en place un mécanisme de nature à jouer le rôle de tiers impartial et cela, à l'échelle universelle.

Au lieu d'être réglés de manière bilatérale sur la base des rapports de force, les différends devaient l'être dans une enceinte publique et sous l'autorité d'un organe disposant de moyens adaptés à trouver une issue aux conflits. Le premier de ces moyens était dans l'interdiction faite aux États de recourir à la force. Mais toutefois, si se produisait une rupture de la paix, le Conseil de sécurité, chargé de qualifier la situation et de prendre les mesures adaptées, devait jouer le rôle de tiers impartial.

Malheureusement, un certain nombre de contradictions ou d'imprécisions dans la Charte des Nations unies, ont ruiné le cœur du projet. Car on prétendait imposer aux États le respect du droit international et notamment de celui de la Charte, tout en leur garantissant le principe de souveraineté. Or, la souveraineté est un pouvoir au-dessus duquel il n'y a rien. L'échec de la Charte était donc inscrit dans cette aporie. L'autre source d'échec était le statut des membres dits permanents. Cette rupture de l'égalité entre les États était accompagnée du droit de veto. Aucune décision ne peut ainsi être prise sans un accord entre eux. Cela supposait que l'entente éphémère entre ces États à l'occasion du conflit mondial perdurerait au-delà. Il n'en a évidemment rien été et le système a été bloqué. L'article 43 qui prévoyait la mise à la disposition du Conseil de sécurité de forces internationales lui permettant d'assurer sa mission, n'a jamais été mis en œuvre. Pas plus que l'article 26. Celui-ci prévoyait que le Conseil de sécurité devait réglementer les armements de manière à les réduire drastiquement, mais ce point n'a jamais été mis à l'ordre du jour du Conseil. Dès la guerre de Corée en 1950, il a été clair que le monde ne disposait pas d'un organe ayant la légitimité lui permettant d'arbitrer un conflit. Mais pour ne pas regarder en face une situation si inquiétante, et garder la main sur leurs intérêts, les États dominants, et plus particulièrement le groupe des États occidentaux ont développé des biais et palliatifs.

Pour des situations de moindre intensité, il y a eu toutes les forces d'interposition dites de maintien de la paix. Cinquante-sept sont à ce jour terminées et treize sont toujours en cours. Mais lorsque le Conseil de sécurité a été confronté à des menaces à la paix nécessitant d'activer le chapitre 7 relatif aux

sanctions, l'absence de forces réellement internationales a conduit à la recherche d'expédients. Ceux-ci ont été dans la plupart des cas des révéléteurs de la domination occidentale. En effet, en 1991, lors de la première guerre contre l'Irak après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, le Conseil de sécurité a autorisé tous les États à s'engager dans l'opération militaire qu'il décidait contre l'Irak¹. La résolution avait été adoptée avec l'abstention de la Chine. La Russie avait alors voté pour. Mais c'est l'armée américaine qui a mené les opérations.

Par la suite à diverses reprises, le même Conseil de sécurité, rendu impuissant par l'absence de forces internationales permanentes, a associé les forces militaires de l'OTAN à certaines interventions. Il y a eu en 1995 en Bosnie avec la résolution 1031 qui charge l'OTAN de mettre en œuvre les aspects militaires de l'accord de paix². Une force multinationale est mise en place sur ces bases. Toutefois des forces non otaniennes en font partie, dont un contingent russe. L'OTAN se voit alors reconnaître un rôle sécuritaire en Europe. Le relais sera passé à l'Union européenne en 2004. Celle-ci s'engage dans la politique européenne de sécurité et de défense. Puis en 1999, l'affaire du Kosovo va accroître la confusion. L'OTAN commence à intervenir dès la fin de 1998 pour sanctionner les massacres commis par Belgrade au Kosovo. Mais comme les exactions se poursuivent, l'OTAN déploie une campagne de bombardements à partir du 24 mars 1999 sans mandat des Nations unies. Ils ne permirent pas de véritable succès sur le terrain. C'est seulement en juin 1999 que le Conseil de sécurité autorisa l'envoi d'une mission internationale au Kosovo³. Mais c'est une mission de l'OTAN, la KFOR, à qui fut confiée au cours de longues années de présence, la mission de ramener la paix. Enfin en 2011, en Libye, le Conseil de sécurité

1. Conseil de sécurité, résolution 678, 29 novembre 1990 prise sous le chapitre 7 de la Charte et autorisant les États « à prendre tous les moyens nécessaires » pour faire appliquer les résolutions précédentes, c'est-à-dire pour obtenir que l'Irak se retire du Koweït.

2. Conseil de sécurité, résolution 1031, 15 décembre 1995. Voir Olivier Kempf, « Les opérations militaires de l'OTAN : de l'aiguillon du changement à la fatigue expéditionnaire », *Questions internationales*, n° 111, 2022.

3. Résolution 1244 du Conseil de sécurité du 10 juin 1999.

(résolution 1973) confia à l'OTAN une mission d'embargo naval, puis d'interdiction aérienne et enfin la coordination des opérations militaires contre les troupes du colonel Khadafi⁴. On remarquera cependant que la résolution ne fut adoptée que par dix voix, cinq États s'étant abstenus dont l'Allemagne, le Brésil, l'Inde, la Chine et la Russie. On remarquera aussi, que l'OTAN en menant cette opération sous mandat de l'ONU sortait de sa zone naturelle d'intervention. Mais elle en était déjà sortie par ses opérations en Afghanistan, bien qu'elle n'eût pas bénéficié alors d'un mandat explicite des Nations unies.

Ainsi à plusieurs reprises, et à l'occasion de conflits d'une particulière gravité, des forces de l'OTAN ont été mandatées par l'ONU pour accomplir des missions d'intervention dans le cadre du chapitre 7 de la Charte, c'est-à-dire à titre de sanctions. Elles l'ont fait, y compris et au-delà de la zone Atlantique Nord. Et dans la guerre en cours, le Conseil de sécurité est mis hors jeu et l'OTAN, bien que n'étant pas intervenu directement pour le moment, est à la manœuvre. Cette dénaturation du mécanisme des Nations unies, a contribué à sa déconsidération de la part des populations et des gouvernements des pays n'appartenant pas au camp occidental. Plus récemment, des décisions de sanctions ont été prises par un grand nombre de pays (majoritairement occidentaux) contre la Russie en riposte à son agression contre l'Ukraine. Mais ce ne sont pas des sanctions internationales au sens de la Charte des Nations unies. C'est ainsi que des pays comme certains pays arabes, refusent d'y participer. Et on ne peut pas leur opposer une obligation fondée sur une légitimité universelle.

Le reniement des valeurs affichées dans la Charte des Nations unies

L'ONU avait été créée, il est essentiel de le rappeler, pour être un tiers objectif mandaté par toute la communauté internationale pour intervenir dans les conflits et les régler en ramenant la paix. Pour fonder sa légitimité la Charte affirmait le principe d'égalité des États entre eux, espérance d'une sorte de démocratie mondiale. Et le régime juridique

alors esquissé était un régime à vocation universelle. Il ne s'agissait pas d'une alliance entre quelques pays pour sauvegarder leurs intérêts propres, mais d'un nouveau système de sécurité collective destiné à protéger les peuples du monde entier d'un retour de la guerre. Le but était donc bien de mettre en place des procédures de nature à arbitrer les disputes entre États, quels que soient ces États.

Son échec à remplir ce rôle a été acté dès qu'il est apparu que l'ONU, dominée par les membres permanents et leurs querelles, ne disposerait pas de forces militaires recrutées et équipées de manière indépendante des États. Mais la dérive consistant à utiliser les forces de l'OTAN comme substitut aux forces internationales inexistantes, ne pouvait pas convaincre l'ensemble des peuples du monde d'une nouvelle légitimité sur ces bases. Il n'est pas question ici d'entrer dans un débat sur la justification morale ou politique de telle ou telle opération. Il s'agit de constater que ces interventions ne peuvent pas être considérées comme menées en leur nom par tous les peuples formant la communauté mondiale.

Car il n'est pas possible d'effacer la nature originelle de l'OTAN. Il s'agit d'une alliance militaire entre les États-Unis et l'Europe occidentale, conçue comme un instrument de défense collective orienté à faire face à ce qui était perçu comme la menace militaire soviétique. Comme toutes les alliances, elle est le signe d'un clivage entre ceux qui en font partie et les autres. La chute du mur de Berlin en 1989 aurait dû entraîner sa disparition. Elle s'est au contraire étendue à des pays de l'ancien bloc socialiste, même s'il fut promis aux Russes en 1990 que les forces de l'OTAN ne stationneraient pas dans les Länder allemands de l'ancienne Allemagne de l'Est. Il y eut un court moment où il fut question d'une coopération étroite avec la Russie. Ce fut en 1997 avec l'Acte fondateur OTAN-Russie signé entre les dirigeants des pays de l'OTAN et Boris Elstine. Il ouvrait la voie à une coopération entre la Russie et l'OTAN qui commença à se concrétiser au début des années 2000. Mais la crise ouverte par l'intervention russe en Géorgie en 2008 a marqué un coup d'arrêt. Et l'OTAN reste ce qu'elle est, une alliance restreinte à certains États appartenant à un camp, destinée à la défense militaire de

4. Conseil de sécurité, résolution 1973, 17 mars 2011.



ce camp et ne pouvant en aucun cas agir au nom de l'ensemble de la communauté mondiale.

La guerre en Ukraine ne permet plus de s'aveugler. Les votes intervenus à l'occasion de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 1^{er} mars 2022 montrent que cinq États ont voté contre et 35 se sont abstenus. Comptant de très grands pays comme la Chine et l'Inde, le groupe de ceux qui ont refusé de condamner expressément la Russie correspond à plus de la moitié des habitants de la planète. Et pourtant, la cause ukrainienne est juste car la Russie s'est livrée à une agression caractérisée et les appuis fournis à l'Ukraine dont les habitants meurent sous les bombes russes, sont indispensables, et pour le moment insuffisants. Cela nous oblige à une analyse aussi juste que possible de la situation.

Par la structure du Conseil de sécurité, la Charte des Nations unies n'éliminait pas la domination, mais la laissait entre les mains des cinq États vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale (États-Unis, Royaume Uni, France, URSS, Chine). Dans les faits, la domination a été partagée entre le camp occidental d'une part et l'URSS et ses satellites de l'autre jusqu'en 1989. Puis, la Chine a commencé à défier l'Occident notamment à travers la politique des routes de la soie. Enfin, la Russie a tenté de se hisser au niveau d'un

véritable challenger comme on l'a vu avec l'annexion de la Crimée et maintenant la guerre en Ukraine. Ceci met en lumière que la domination du camp occidental sur le système international est aujourd'hui clairement mise en cause. Des sociétés qui sont montées en puissance pendant des décennies se positionnent aujourd'hui comme des rivaux affirmés (la Russie et la Chine). D'autres sociétés longtemps dépendantes de l'Occident, particulièrement en Afrique, n'acceptent plus de se soumettre et préfèrent changer de maîtres à défaut d'acquiescer leur propre indépendance. Ce déploiement de candidats à la domination est la preuve que le système mis en place a échoué à consolider les valeurs d'égalité entre les peuples et d'universalisme de la société mondiale.

La tentation de la domination est une constante de l'histoire des sociétés. Et nous savons selon l'adage célèbre de Lacordaire que «entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit». La société internationale a été pendant des siècles livrée aux rapports de force. Cela a donné les guerres de l'Antiquité gréco-romaine, les conquêtes du 16^e siècle, les guerres coloniales du 19^e siècle, puis les deux guerres mondiales, sans compter bien d'autres conflits de moindre ampleur. La Société des Nations, puis les Nations unies ont été des tentatives de pacifier le monde sur la base de

normes communes. Mais en dépit de l'interdépendance grandissante des diverses sociétés entre elles, le principe de souveraineté des États a été conforté. Par un contresens philosophique profond, cette notion a été assimilée à celle de liberté et on en a fait un objet de désir des peuples. Mais la souveraineté est une notion ambivalente. Une fois un pouvoir installé dans la souveraineté, deux risques se présentent. En interne ce pouvoir peut dériver en autocratie, ce qui peut se produire même dans les États ayant des institutions démocratiques. Et dans la sphère internationale, considérant la souveraineté comme un pouvoir au-dessus duquel il n'y a rien, il peut en l'invoquant, se soustraire à toute obligation internationale. Le retour du rapport de forces permet alors l'expansion des plus puissants et fait obstacle à la correction des inégalités. Depuis la création des Nations unies, le système bute sur cet obstacle. Car même les prétendues «grandes démocraties», s'inclinent rarement sans exception devant les exigences du droit international. Le meilleur exemple que l'on puisse en donner dans la situation actuelle, est celui de l'interdiction des armes nucléaires. Cette interdiction déjà dite à demi-mot par la Cour internationale de justice dans son avis consultatif de 1996⁵, a été confirmée par un traité⁶. Mais les puissances détentrices de ces armes ne sont pas liées par ce Traité auquel elles n'ont pas adhéré. Ainsi le veut leur souveraineté. Et la menace nucléaire évoquée par Vladimir Poutine, met en lumière l'illusion sur laquelle est construite la théorie de la dissuasion.

Mais non seulement, la souveraineté permet à ceux qui la détiennent de s'exonérer du respect du droit, mais encore le désir de souveraineté est-il le plus souvent à l'origine des conflits. Cette notion ne correspond pas aux avantages qu'on lui accorde (quel État a une position réellement indépendante aujourd'hui?). Mais, qui plus est, elle se trouve à l'origine de bien des illusions et des convoitises. Les désirs d'extension de souveraineté amènent à des annexions de territoires qui

seraient sources de richesses et l'illusion de nations homogènes sert de prétexte à la conquête de régions prétendument peuplées de groupes parlant la langue du voisin ou rattachés à lui dans des périodes antérieures.

Ainsi, le maintien de la souveraineté au cœur du système international rend-il impossible son évolution démocratique. Elle est à la fois, un obstacle à l'évolution du système mondial et un verrou à l'approfondissement de la démocratie dans les différentes sociétés du monde. Il est toujours hasardeux de porter un jugement à un moment donné sur l'état d'une société du point de vue de la démocratie. Celle-ci en effet, est une qualité des relations assurée dès lors qu'un groupe humain accepte le principe de la diversité en son sein, le fait qu'il soit multiple par nature. Et la démocratie se perd dès qu'il y a recherche d'une prétendue homogénéité entre les membres d'un groupe, ce qui exprime toujours le projet dominateur d'une fraction.

Pour en revenir à la situation actuelle des différentes sociétés qui composent le monde, il est vrai que certaines, notamment dans ce que l'on désigne comme le camp occidental, présentent des caractéristiques qui permettent de les considérer comme démocratiques. Toutefois, ces pays bénéficiant des meilleurs standards d'appréciation de la démocratie pour eux-mêmes, ont souvent déployé des politiques extérieures incohérentes à cet égard, en soutenant des régimes autocratiques ou en favorisant parfois leur accession au pouvoir. Telles ont été les politiques de la France à l'égard des pays d'Afrique ou des États-Unis vers l'Amérique latine. Il reste cependant et c'est là l'essence de la démocratie, que les ressortissants de ces sociétés y bénéficient d'espaces de liberté d'expression, de manifestation, de conscience qui n'existent pas ailleurs. Ces libertés fondamentales constituent un véritable trésor et il faut en être privé pour apprécier à sa juste valeur le fait d'en bénéficier. Sans compter avec le fait que l'exercice de ces libertés permet des pressions de la population sur les pouvoirs en place et donc des avancées du point de vue des autres droits, notamment économiques et sociaux. Et nous devons être attentifs à ne pas liquider ce qui a été acquis si longuement et difficilement. Et

5. Cour internationale de justice, avis du 8 juillet 1996, «Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires», Rec. p. 226 sq.

6. Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, 7 juillet 2017.

c'est parce que nous bénéficions de ces acquis qu'un devoir particulier nous incombe pour penser le système mondial autrement.

Nous ne partons pas de rien, car nous avons dans le champ international un outil de nature à favoriser des développements des principes démocratiques. Il s'agit tout simplement du respect du droit. Le monde s'est doté depuis 1945 d'un nombre important de grandes conventions sur les droits de l'homme dont le respect permet des avancées démocratiques. Malheureusement, la faiblesse du droit international, a pour conséquence que les engagements de bien des États sur ces conventions sont purement rhétoriques. Ainsi en l'absence de procédures judiciaires contraignantes, la société internationale donne à voir le cas de nombreux États ayant adhéré à des conventions sur les droits humains tout en les bafouant ouvertement.

Offrir aux peuples du monde des garanties en matière de droits et libertés à l'échelle universelle, suppose de conjurer un autre risque, celui par lequel l'universalisme serait confisqué par un groupe particulier ou par une idéologie. Or la concurrence est grande de ceux qui prétendent confisquer l'universel à leur profit. Tel a été le cas du Conseil de sécurité par les actions menées, notamment celles qui ont impliqué les forces de l'OTAN. Un groupe, celui des États occidentaux, a alors prétendu agir au nom de l'universel. Mais plus récemment, suite au retrait de l'Occident qui semble annoncer l'évolution de la politique étrangère des États Unis, d'autres acteurs, en particulier la Chine, cherchent à s'emparer à son tour de l'universel. Sans compter avec le fait que des idéologies entrent aussi en concurrence pour s'imposer à l'échelle du monde. C'est le cas depuis les origines du capitalisme, pour l'idéologie libérale. C'est aussi le cas, beaucoup plus récemment, pour l'idéologie djihadiste⁷.

Quelles perspectives ?

Il n'y en a pas si l'on n'ose pas rompre avec l'existant. Nous sommes devant cette très grande difficulté qu'il nous faut penser l'impossible, ou en tout cas, ce qui n'a encore

7. Sophie Bessis, *La double impasse : l'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchand*, Paris, La Découverte, 2014.

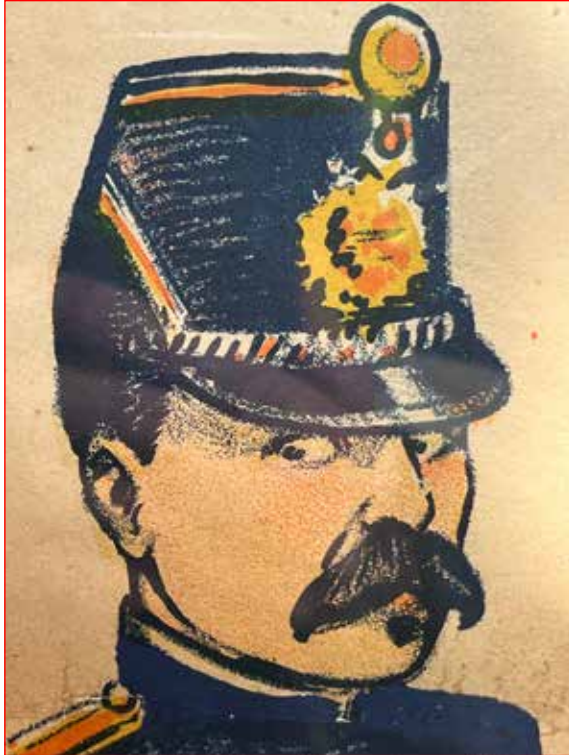
jamais existé, aller à la limite extrême du possible pour le déborder. Échappant à l'impératif destructeur du «réalisme» qui bride l'imagination et le courage, nous devons entrer dans l'inconnu par effraction si nous voulons inventer des conditions d'émancipation à l'échelle des défis en cours. Car il s'agit bien d'utopie, de cet élan utopique qui pousse les humains sans cesse à se réinventer un avenir, à pousser toujours plus avant le désir de liberté⁸.

On n'entrera pas ici dans un débat sur l'institutionnel. Celui-ci est nécessaire. J'en ai esquissé quelques traits à d'autres occasions. Il s'agit plutôt ici de revenir sur les valeurs qui ont été reniées et de dire un mot de la manière dont elles pourraient être revivifiées. Nous devons renouveler la réflexion sur les deux questions liées entre elles sur lesquelles on peut considérer que l'ONU est sur un échec : inclure l'ensemble des sociétés humaines dans un projet commun universel, le faire sur un pied d'égalité de tous les groupes qui composent l'humanité.

Pour contrer la domination et ouvrir la voie à une démocratie internationale, c'est-à-dire à la garantie que le système protège les plus faibles contre les forts, il faut ouvrir la page d'une autre approche des groupes humains, débarrassée de la concurrence sur la souveraineté et sur l'homogénéité des sociétés. Les outils conceptuels pour cela ont été développés par bien des penseurs. Ils se nomment le pluralisme juridique, la possibilité d'appartenances multiples, le respect d'un droit commun, avec des possibilités d'application en prenant en compte la marge nationale d'appréciation⁹. Alors, à partir de valeurs communes actées dans des textes de liaison, les applications sur le terrain se font en fonction des cultures singulières. Nous ne partons pas de rien à cet égard. La jurisprudence de certaines juridictions comme la Cour européenne des droits de l'homme ou la Cour interaméricaine des droits de l'homme sont des expériences positives.

8. Voir Haud Guéguen et Laurent Jeanpierre, *La perspective du possible : comment penser ce qui peut nous arriver et ce que nous pouvons faire*, Paris La Découverte, 2022.

9. Voir Mireille Delmas-Marty et Marie-Laure Izorche, *Marge nationale d'appréciation et internationalisation du droit. Réflexions sur la validité formelle d'un droit commun pluraliste*, RIDC 4, 2000.



Mais ce n'est plus à l'échelle d'un continent, mais à l'échelle du monde que le système commun doit se déployer et il faut repenser des institutions mondiales démocratiques à portée universelle qui font défaut pour le moment. Pour garantir une réelle universalité et faire obstacle à la confiscation de l'universel par l'une ou l'autre des composantes, il est une condition précise, à savoir que l'universel soit un lieu vide, c'est-à-dire un point de référence, une ligne d'horizon regardée en commun, un simple signal d'appartenance à une communauté¹⁰. Alors, tout système institutionnel doit être construit sur l'impossibilité pour les uns ou les autres de s'emparer du pouvoir en son sein. Sans doute faut-il définir des valeurs communes qui expriment l'appartenance à ce monde commun. Mais ces valeurs doivent être débattues par l'ensemble et remises en cause au fur et à mesure de l'évolution des sociétés.

La difficulté de cette projection utopique ne doit pas nous échapper. Il s'agit de sortir d'un monde pensé depuis des siècles sur la dialectique ami-ennemi. Non pas que l'on puisse sur un simple acte de volonté (encore faudrait-il que cet acte soit universellement partagé) éliminer cette dimension de l'humanité qui l'a souvent conduite au tragique. Mais nous pouvons nous inspirer de ce que les anthropologues nous apprennent de sociétés dites primitives¹¹. D'une part, le chef y

dispose de l'autorité, mais pas du pouvoir, celui-ci restant au sein de la société, d'autre part, même en déployant des alliances et des guerres, ces sociétés se maintiennent dans une politique de l'amitié. Cela signifie que toute dimension de volonté d'extermination de l'autre est absente. Or, notre monde a ouvert une séquence monstrueuse avec la possibilité de l'extermination de l'autre, simplement parce qu'il est un autre. Cette possibilité s'est concrétisée comme projet avec la solution finale de l'hitlérisme contre les juifs. Elle a conduit à la tragédie cambodgienne des Khmers rouges ou au génocide des Tutsis au Rwanda. Elle est devenue possible matériellement avec les bombardements aériens, cette guerre des lâches, et avec les armes chimiques, bactériologiques ou nucléaires.

Le caractère tragique de la situation actuelle, c'est qu'à rebours d'une percée vers un véritablement désarmement, elle engage le monde entier dans un renforcement des armements. Ainsi nous écartons-nous de manière insensée de ce que Spinoza nommait «le souverain bien». Et il s'en expliquait «ce serait d'entrer en possession, avec d'autres êtres, s'il était possible, de cette nature supérieure. Or, quelle est cette nature ? [...] Ce qui la constitue, c'est la connaissance de l'union de l'âme humaine avec la nature tout entière».

Loin des êtres en union avec les autres et la nature, les divisions mortelles en cours finissent de détruire cette dernière. Aujourd'hui, nous avons à affronter le retour de la guerre et la destruction de la nature.

Monique Chemillier-Gendreau est professeure émérite de droit public. Elle a notamment publié *Droit international et démocratie mondiale : les raisons d'un échec*, Paris, Textuel, 2002 ; *Régression de la démocratie et déchaînement de la violence : conversation avec Régis Meyran*, Paris, Textuel, 2019 ; et *Pour un Conseil mondial de la résistance*, Paris, Textuel, 2020.

Mars 2022

10. Voir Ernesto Laclau, *La guerre des identités : grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2000.

11. Pierre Clastres, *La société contre l'État*, Paris, Minuit, 1974 ; et Miguel Abensour (dir.), *L'esprit des lois*

sauvages : Pierre Clastres ou une nouvelle anthropologie politique, Paris, Le Seuil, 1987.

ON EN PARLAIT DÉJÀ HIER



Auto-administration communale et loi linguistique

Rosa Luxemburg

On trouve dans le Caucase un autre exemple remarquable des difficultés auxquelles se heurte le problème de l'autonomie nationale dans la pratique.

Aucun coin de la terre n'offre un tableau de nationalités aussi imbriquées les unes dans les autres que le Caucase, antique piste historique des grandes migrations de peuples entre l'Asie et l'Europe, jonchée de fragments et d'éclats de ces peuples. La population de cette région, comptant plus de neuf millions de personnes se compose (selon le recensement de 1897) des groupes raciaux et nationaux suivants: (en milliers)

Russes: 2 192,3; Allemands: 21,5; Grecs: 57,3; Arméniens: 975,0; Ossètes: 157,1; Kurdes: 100,0; Montagnards caucasiens: Tchétchènes: 243,4; Tcherkesses: 111,5; Abkhazes: 72,4; Lezguiens: 613,8; Kartveli-ens: Géorgiens, Iméritiens, Mingréliens, etc.: 1 201,2; Juifs: 43,4; Turco-tatars: Tatars: 1 139,6; Koumyks: 100,8; Turcs: 70,2; Nogays: 55,4; Karatches: 22,0 Kalmouks: 11,8; Estoniens, Mordves: 1,4.

Les principales nationalités concernées sont réparties territorialement comme suit: les Russes qui constituent le groupe le plus nombreux du Caucase sont concentrés au nord, dans les districts du Kuban et de la Mer Noire et dans la partie nord-ouest du Terek.

Les Kartveli-ens se situent plus au sud, dans la partie occidentale du Caucase; ils occupent le gouvernement de Kutais et la partie sud-est du gouvernement de Tiflis.

Encore plus au sud, le territoire central est occupé par les Arméniens dans la partie méridionale du gouvernement de Tiflis, la partie orientale du gouvernement de Kars et la partie septentrionale du gouvernement d'Ere- van, coïncés entre les Géorgiens au nord, les Turcs à l'ouest, les Tatars à l'est et au sud,

dans les gouvernements de Bakou, Ielizavet- pol et Erevan.

À l'est et dans les montagnes se situent les tribus montagnardes alors que d'autres groupes mineurs tels que les Juifs et les Alle- mands vivent entremêlés avec la population autochtone principalement dans les villes.

La complexité du problème des nationa- lités apparaît particulièrement dans la ques- tion linguistique parce qu'au Caucase, il y a à côté du russe, de l'ossète et de l'arménien environ une demi-douzaine de langues ta- tares, quatre dialectes lezguiens, plusieurs tché- tchènes, plusieurs tcherkesses, mingré- liens, géorgiens, svanes et un certain nombre d'autres. Et ce ne sont aucunement des dia- lectes mais pour la plupart des langues indé- pendantes, incompréhensibles pour le reste de la population.

Du point de vue du problème de l'autono- mie, seules trois nationalités entrent manifes- tement en considération: les Géorgiens, les Arméniens et les Tatars parce que les Russes qui résident dans la partie septentrionale du Caucase se situent nationalement parlant en continuité avec le territoire de l'État originel- lement russe.

Le groupe national le plus nombreux à côté des Russes est celui des Géorgiens si l'on inclut parmi eux toutes les variétés de Kartveli-ens. Le territoire historique des Géor- giens se compose des gouvernements de Tiflis et de Kutais, des districts de Sukhumi et de Sakatali, soit une population de 2 110 490 personnes. Cependant, la nationalité géor- gienne ne compte que pour un peu plus de la moitié de ce chiffre, soit 1,2 million, le reste se composant d'Arméniens à hauteur d'envi- ron 220 000, concentrés principalement dans le district d'Akhalkalaki du gouvernement de Tiflis où ils représentent plus de 70 % de la population; les Tatars à hauteur de 100 000;

les Ossètes, plus de 70 000; les Lezguiens constituent la moitié de la population du district de Sakatali et les Abkhazes dominent dans le district de Sukhumi alors que dans le district de Bortchalou du gouvernement de Tiflis un mélange de nationalités diverses détient la majorité par rapport à la population géorgienne.

Compte tenu de ces chiffres, le projet d'autonomie nationale géorgienne présente de multiples difficultés. Le territoire historique de la Géorgie pris dans son ensemble comporte une population numériquement si insignifiante - à peine 2,1 millions - qu'il semble insuffisant comme base d'une vie autonome propre dans le sens moderne du terme, avec ses exigences culturelles et ses fonctions socio-économiques. Dans une Géorgie autonome dotée de ses frontières historiques, une nationalité qui compte pour à peine plus de la moitié de la population globale serait appelée à dominer dans les institutions publiques, les écoles, la vie politique. L'impossibilité de cette situation est si bien perçue par les nationalistes géorgiens à coloration révolutionnaire qu'a priori, ils renoncent aux frontières historiques et projettent de tailler le territoire autonome sur un espace correspondant à la prédominance réelle de la nationalité géorgienne.

Selon ce plan, seuls seize des districts géorgiens formeraient la base de l'autonomie



géorgienne alors que le sort des quatre autres où prédominent d'autres nationalités serait décidé par un «plébiscite de ces nationalités». Ce plan a une apparence très démocratique et révolutionnaire; mais comme la plupart des plans d'inspiration anarchiste qui cherchent à résoudre toutes les difficultés historiques au moyen de «la volonté des nations», il a un défaut qui consiste en ce que le plan du plébiscite est en pratique encore plus difficile à mettre en œuvre que l'autonomie de la Géorgie historique. La zone tracée sur le plan géorgien comprendrait à peine 1,4 million de personnes c'est-à-dire un chiffre correspondant à la population d'une grande ville moderne. Cette zone découpée tout à fait arbitrairement, en dehors du cadre traditionnel de la Géorgie et de son statut socio-économique actuel est non seulement une base extrêmement mince pour une vie autonome mais ne représente en outre aucune entité organique, aucune sphère de vie matérielle et d'intérêts économiques et culturels, à part les intérêts abstraits de la nationalité géorgienne.

Cependant, même dans cette zone, les intérêts nationaux géorgiens ne peuvent être interprétés comme une expression active de la vie autonome, compte tenu du fait que leur prédominance numérique est liée à leur caractère majoritairement agricole.

Au cœur même de la Géorgie, l'ancienne capitale, Tiflis, et un certain nombre de villes plus petites ont un caractère éminemment international avec pour élément prédominant les Arméniens qui représentent la couche bourgeoise. Sur une population de 160 000 personnes à Tiflis, les Arméniens en comptent 55 000, les Géorgiens et les Russes 20 000 chacun; le reste se compose de Tatars, de Persans, de Juifs, de Grecs, etc. Les centres naturels de la vie politique et administrative de même que de l'éducation et de la culture spirituelle sont ici comme en Lituanie les fiefs de nationalités étrangères. Le fait qui rend insoluble le problème de l'autonomie nationale de la Géorgie se greffe simultanément sur un autre problème caucasien: la question de l'autonomie des Arméniens.

L'exclusion de Tiflis et d'autres villes du territoire géorgien autonome est tout aussi impossible du point de vue des conditions socio-économiques de la Géorgie que l'est leur inclusion à ce territoire du point de vue

de la nationalité arménienne. Si on prend comme base la prédominance numérique des Arméniens dans la population, on obtient un territoire bricolé artificiellement à partir de quelques fragments: deux districts méridionaux du gouvernement de Tiflis, la partie septentrionale du gouvernement d'Erevan, la partie nord-est du gouvernement de Kars c'est-à-dire un territoire coupé des principales villes où résident les Arméniens, ce qui est absurde à la fois du point de vue historique et du point de vue de la situation économique actuelle alors que les dimensions de cette zone autonome putative se limiteraient à quelque 800 000 personnes. Si l'on va au-delà des districts où les Arméniens sont prédominants, on les trouvera inextricablement mêlés aux Géorgiens au Nord; aux Tatars au Sud, dans les gouvernements de Bakou et d'Ielizavetpol; aux Turcs à l'Ouest, dans le gouvernement de Kars. Par rapport à la population tatare essentiellement agraire qui vit dans des conditions plutôt retardataires, les Arméniens jouent en partie le rôle d'élément bourgeois.

Ainsi, tracer des frontières entre les principales nationalités du Caucase est une tâche insoluble. Mais le problème de l'autonomie est encore plus compliqué en ce qui concerne les autres multiples nationalités de montagnards caucasiens. À la fois leur imbrication territoriale et les faibles dimensions numériques de chaque nationalité et enfin les conditions socio-économiques qui restent en grande partie au niveau du pastoralisme nomade extensif ou de l'agriculture primitive, sans vie urbaine propre et sans créativité littéraire dans leur langue nationale rendent le fonctionnement de l'autonomie moderne tout à fait inapplicable.

Tout comme en Lituanie, la seule méthode pour résoudre la question nationale au Caucase dans un esprit démocratique, assurant à toutes les nationalités la liberté de l'existence culturelle sans qu'aucune d'entre elles ne domine les autres et pour satisfaire en même temps l'exigence d'un développement social moderne est d'ignorer les frontières ethnographiques et d'introduire une large auto-administration locale - communale, urbaine, de district et provinciale - sans caractère national défini, c'est-à-dire sans conférer de privilèges à une nationalité quelconque. Seule une telle auto-administration

permettra d'unir les diverses nationalités pour qu'elles veillent ensemble aux intérêts économiques et sociaux locaux et qu'elles prennent par ailleurs naturellement en considération la répartition différenciée des nationalités dans chaque district et dans chaque commune.

L'auto-administration communale, de district, provinciale permettra à chaque nationalité, au moyen de décisions prises à la majorité par les organes de l'administration locale, de créer ses écoles et ses institutions culturelles dans les districts ou les communes où elle dispose de la prépondérance numérique. En même temps, une loi linguistique séparée, à l'échelle de l'État, sauvegardant les intérêts de la minorité, peut établir une norme en vertu de laquelle les minorités nationales, à partir d'un minimum numérique, peuvent constituer la base de création obligatoire d'écoles dans leurs langues nationales dans la commune, le district ou la province; et leur langue peut être introduite dans les institutions locales publiques et administratives, dans les tribunaux etc., à côté de la langue de la nationalité prédominante et de la langue de l'État. Cette solution serait plausible, à supposer qu'une solution soit possible dans le cadre du capitalisme et compte tenu des conditions historiques.

Elle combinerait les principes généraux de l'auto-administration locale avec des mesures législatives spéciales pour garantir le développement culturel et l'égalité en droit des nationalités en les amenant à coopérer étroitement et non en les séparant les unes par rapport aux autres par les barrières de l'autonomie nationale.

Publié par *La Bataille socialiste*. Extrait de «*La nation et l'autonomie*», publié en 1908 en polonais. Traduction de Claudie Weill dans *Rosa Luxemburg: la question nationale et l'autonomie*, Pantin, Le Temps des cerises, 2001.

Pour télécharger les numéros précédents

[cliquer sur les couvertures](#)

